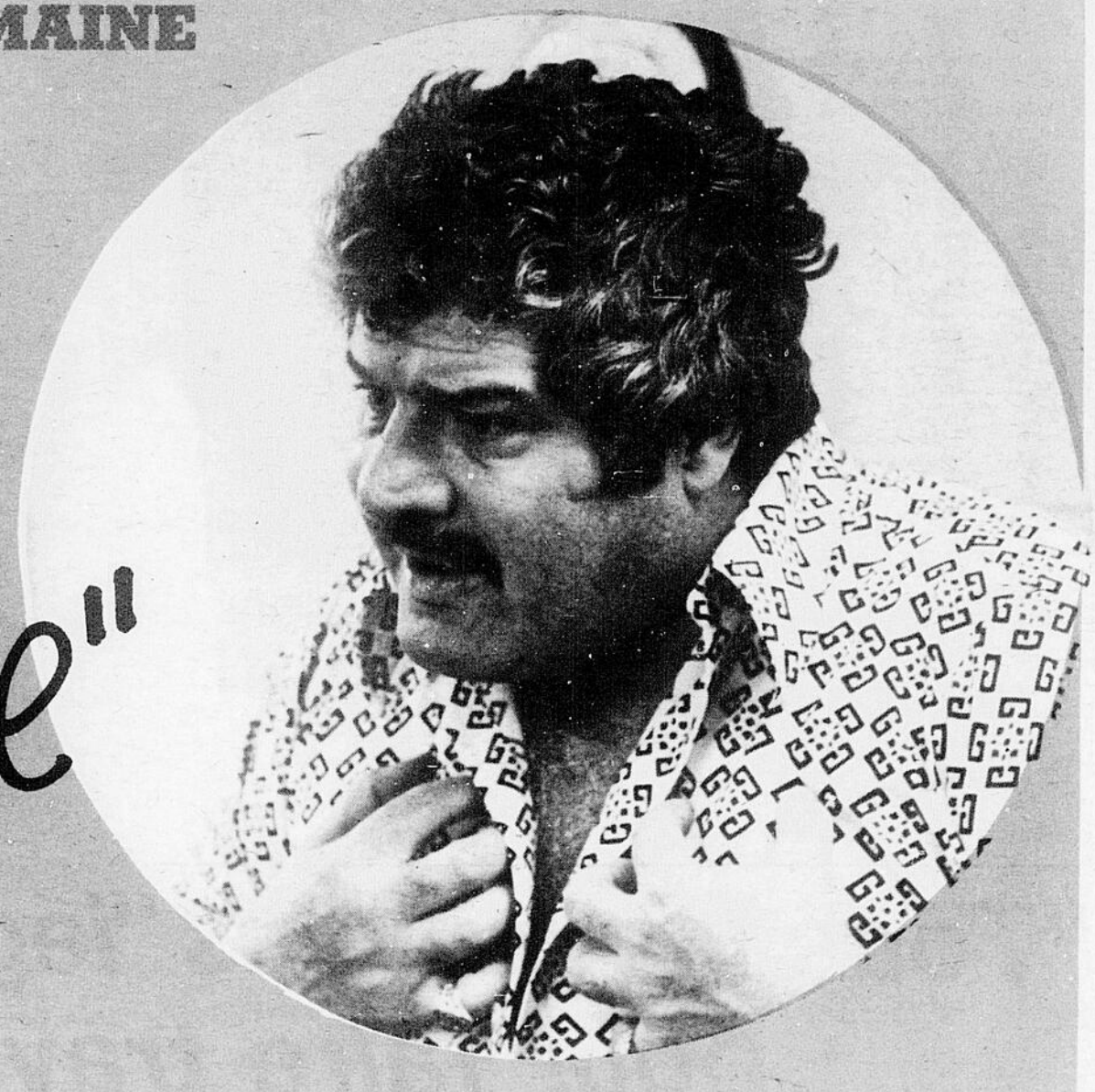
35c

Semaine du 13 au 19 octobre 1974
6e année - No 34

QUÉBEC-PRESSE

L'INTERVIEW DE LA SEMAINE



"Dédé le Terrible"

DOSSIER QUÉBEC-PRESSE

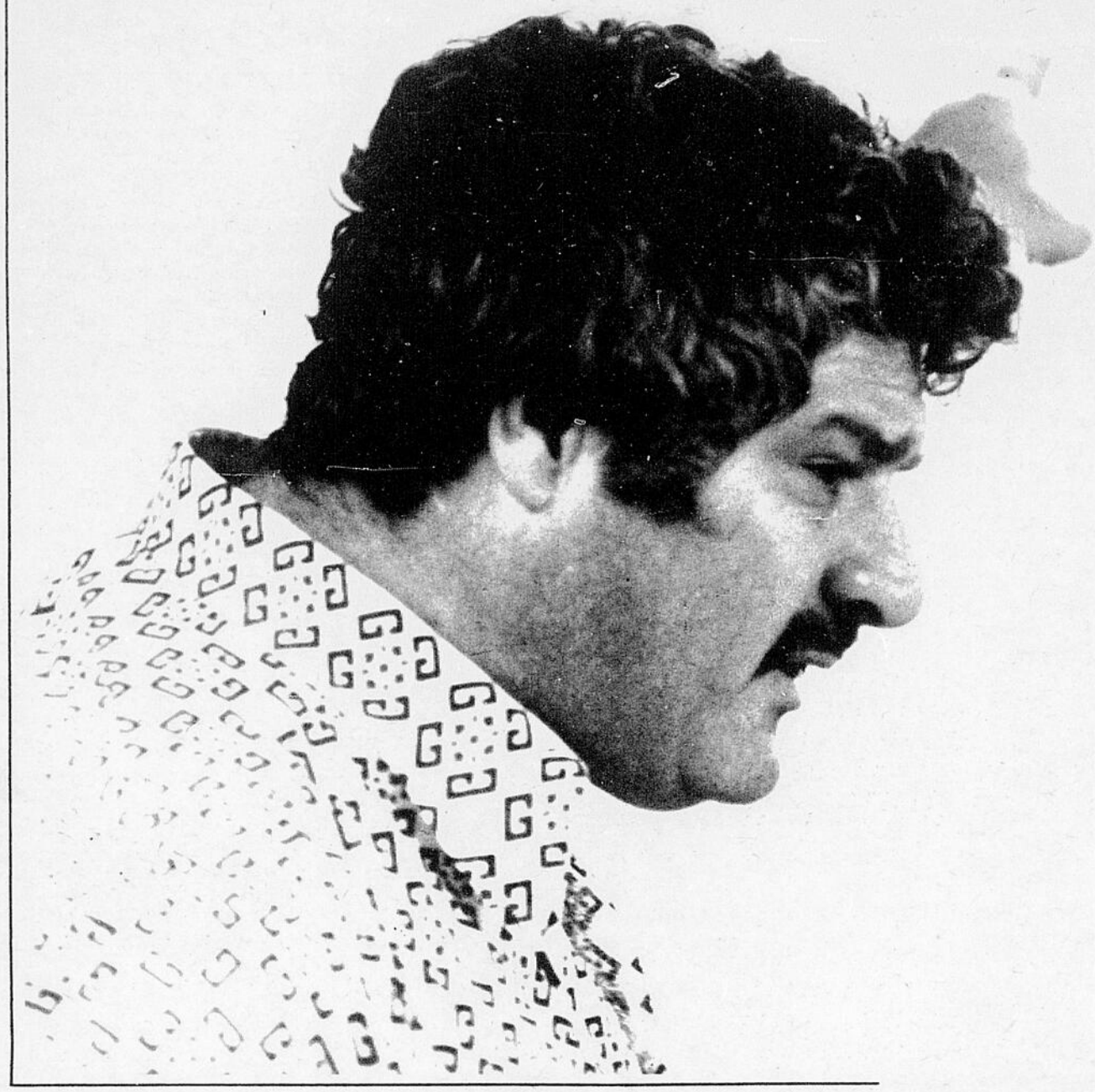
L'ÉTRANGE HISTOIRE DES NOIRS AMÉRICAINS



L'INTERVIEW DE LA SEMAINE

"Dédé" Desjardins :

Texte: Gérald Godin
Photos: Michel Elliott



Dédé Desjardins. Ce nom-là est dans tous les journaux depuis plusieurs semaines. Il est président du puissant Conseil provincial des métiers de la construction qui regroupe environ 60,000 travailleurs de 23 métiers différents répartis dans une quarantaine d'unités.

On l'accuse de tous les maux. La Quebec Cartier Mining dit qu'elle paiera ses travaux au Mont Wright $350 millions de plus à cause de lui, ou de ses hommes. Les employeurs s'en prennent à lui à chaque témoignage. Des rumeurs de pots-de-vin fabuleux circulent. Pour les compagnies, il est presque l'homme à abattre.

Du côté des syndicats concurrents, CSN ou CSD, il est présenté comme le diable en personne. La puissante FTQ-Construction a supplanté la CSN en province pour devenir la première centrale dans la construction, après des années d'un partage des forces à cinquante/cinquante ou à peu près. La CSN et la CSD l'accusent d'être parvenu à ses fins par des moyens "musclés".

Qui est cet homme que l'on dit terrible? Québec-Presse a passé trois heures avec lui la semaine dernière, au moment où le bruit courait qu'il avait disparu. Il nous a accordé une entrevue pour le moins étonnante.

En un mot, pour lui, c'est clair: il faut que ses gars travaillent, dans une industrie où il y a 145,000 travailleurs pour 85,000 jobs. Et pour y parvenir, "tous les moyens légaux sont bons".

Nous avons abordé plusieurs questions: le nettoyage de la FTQ-Construction, la solution au problème actuel de la construction, les guerres intersyndicales et la question des fiers-à-bras.

"Tous les moyens "légaux" sont bons pour faire travailler mes gars"

QUEBEC-PRESSE

est publié par l'Association coopérative des publications populaires, 9670, rue Péloquin, Montréal 358, Québec.

Directeur général: Normand Caron.
Directeur de l'information: Louis Fournier.
Chef de pupitre: Michel Hotte.
Comité de rédaction: Normand Caron, Michel Elliott, Louis Fournier, Gérald Godin, Michel Hotte, Pierre Julien, Jacques Keable, Micheline Lachance, Christian Lambert, Robert Lévesque, Jean-Claude Pelletier, Paul Terrien, Yvon Tremblay.

Rédaction: 381-8684.
Bureau de Québec: (418) 643-1357.
Sports: Christian Lambert

Publicité: Yvon Tremblay, 381-1385.

Distribution et abonnements: Jean-Claude Pelletier, 381-9936.
Administration: Monique Vanden, 381-9936.

Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2314. Port de retour garanti à Montréal, 9670, rue Péloquin, Montréal 358, Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Maquette et lighographie par Journal Offset Inc., 254 boul. Benjamin-Hudon, Ville Saint-Laurent, Québec.

La violence sur les chantiers, c'est inévitable, tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas contingentement de la main d'oeuvre. La solution, elle est là, selon André "Dédé" Desjardins, qui nous a raconté comment et pourquoi certaines batailles ont eu lieu.

Au chantier de la Golden Eagle

"Au chantier de la Golden Eagle, à Québec, il y a eu un incident. Il y a même eu un comité de citoyens, probablement organisé par la CSN, qui est venu protester contre le fait que c'était des soudeurs de Montréal qui travaillaient sur le chantier, alors qu'il y avait des soudeurs en chômage à Québec même. Il y a deux choses que le comité de citoyens ne savaient pas ou qu'il n'a pas dit. Je vais te les dire, à toi.

"Un moment donné, il y a trois gars de la Davie Shipbuilding qui viennent pour rentrer dans l'Union des soudeurs. On les accepte, et ils nous disent: donnez-nous notre papier pour aller travailler, on a une job qui nous attend à la Golden Eagle. On a dit: wow! on a 53 gars en avant de vous autres sur le "board" (liste d'attente), s'il y a des jobs, c'est eux autres qui vont les avoir en premier. Vous travaillerez quand votre tour viendra. Les gars disent O. K., ils s'en vont à la CSN et elle, elles les accepte, bien entendu. Alors, les trois gars retontissent sur le chantier. Quand mes gars les ont reconnus, ça n'a pas fait ni une ni deux, ils les ont sorti. Quand j'ai vu le comité de citoyens venir protester, on l'a pas pris au sérieux pas une miette. Il y avait des soudeurs de 10 ou 15 ans d'expérience dans le métier qui étaient en chômage et on aurait laissé passer des gars qui venaient d'être "slacké" par la Davie Shipbuilding parce que l'activité dans les bateaux a baissé? Ecoute une minute, si j'essaie de rentrer chez Davie Shipbuilding, moi, un gars de la construction, m'a me faire barrer! Je vois pas pourquoi les gars qui viennent de la Davie pour rentrer dans la construction se feraient pas barrer eux autres aussi, s'il y a des travailleurs permanents de la construction qui sont en chômage!

A Mirabel

"Sur le chantier de Mirabel, il y a eu des incidents. Mirabel, c'est un chantier fédéral. Ils disent: nous autres, les décrets provinciaux, on respecte pas ça. On n'est assujettis à aucune loi provinciale. Ecoute un peu, nous autres, on s'est battus pendant deux ans pour obtenir le décret et pour le faire respecter. On s'est battus contre le fédéral. J'ai pas besoin de te dire que pendant qu'on se battait pour faire respecter le décret, il y avait des gars qui allaient travailler pareil en contournant le décret. Ca, on l'a pas pris non plus.

- Dirais-tu que c'est généralement dans des circonstances de même qu'il y a de la violence sur les chantiers?

"Toujours. Le gros problème, tu comprends, c'est quand j'ai des gars qui travaillent pas. J'apprends qu'ils ont besoin de 10 gars sur un chantier et j'ai 50 gars disponibles, si j'en place 8 et que j'en laisse deux à la CSN, je fais pas ma job. Je suis payé par qui, moi? Si je laisse rentrer deux gars de la CSN, mes gars vont me dire: écoute, toi, ôte-toi de là, on va en

mettre un meilleur que toi. Le gars qui paie cotisation, il dit: je veux y aller, moi, sur la job. On est dans la FTQ, qu'elle mange de la marde, la CSN. C'est ça, le mandat qu'on a. C'est clair.

"Aux assemblées du mois, les gars qui n'ont pas eu de job, tu peux être sûr qu'ils chiâlent. Il y a des plaintes contre les délégués de chantier qui ont laissé rentrer les gars de la CSN. Le délégué, lui, il est obligé de marcher."

Trois mois de paix

"Quand tout le monde travaille, par exemple, dans les mois de juillet, août, septembre, il n'y a personne sur le "board", il n'y a pas de problèmes. De plus, il y a des métiers où il n'y a jamais de problèmes. Menuisiers, peintres, plâtriers, finisseurs de ciment, journaliers. Tu peux voir sur tous les chantiers, des menuisiers FTQ travailler avec des menuisiers CSN.



- Pourquoi?

"Pourquoi? Parce que c'est des métiers où il y a beaucoup de "turnover". Un gars reste pas longtemps là-dedans. Ils sont pas militants du tout. Parfait? Ils se servent pas de leurs bureaux de placement. Ils vont pas à leurs assemblées d'union. Ca fait un genre de laisser-faire qui est transposé sur les jobs et il n'y a pas de problèmes. M'a te donner un exemple. A Sept-Iles, quand il y a eu la grosse bataille. C'était un chantier de Pentagon. Des fois, il y avait 50-50 CSN-FTQ, d'autres fois 25-75, sans aucun problème. Mais un beau jour, la CSN est allée voir la compagnie et elle leur a dit: prenez quatre plombiers CSN. C'est là que la chicane a commencé. La CSN s'essayait. Elle avait réussi dans les métiers généraux, elle a essayé de casser la glace dans les métiers mécaniques. Il est arrivé ce qui devait arriver. Si la CSN s'était pas essayée, ça serait jamais arrivé. Pendant la nuit, on s'est entendu et le lendemain, tout le monde rentrait: tu voyais des menuisiers avec des casques CSN et des menuisiers avec des casques FTQ rentrer côte à côte. Pas de problème. Je vais te conter mieux que ça. Sur le gros chantier de la British Aluminium à Baie Comeau, on avait eu deux classifications: une pour les métiers généraux et une pour les métiers mécaniques. La CSN avait les métiers généraux et on avait les métiers mécaniques. Pendant trois ans, pendant toute la job, il n'y a pas eu une seule bataille. Mais en attendant que les certifications sortent et que le problème se règle, ça s'est battu, c'est épouvantable.

"Ca nous ramène à ceci: la bataille poigne par rapport aux gars qui sont les vrais permanents de la construction. Faut que tu comprennes un peu ces gars-là. Moi, par exemple, je suis plombier depuis l'âge de 14 ans et j'ai 44 ans. Quand je vais sur des chantiers, les gars me disent: "t'en souviens-tu de ça à telle ou telle place. On avait du fun dans le temps". Des affaires de v'là vingt ans en arrière. Tu verras pas des menuisiers parler comme ça, des peintres non plus. Nous autres, écoute, c'est notre vie. C'est pour ça que les gars se connaissent bien plus. C'est pour ça qu'ils ont des règles et des critères qu'ils surveillent au coton. Jalousement, ils se battent épouvantable pour garder ce qu'ils ont toujours eu. Si t'as des questions cochonnes, pose-les moi. J'ai une job à faire, je vais continuer à la faire. J'ai des principes autant que n'importe qui. Moi, j'ai un mandat. Le jour où je le remplis plus, ils vont me débarquer.

Le cas de Hull

"Prends le cas de Jean-Guy Denis, à Hull. Avant qu'on soit reconnu provincialement, l'Union internationale à Hull-Ottawa avait des comtés en Ontario et des comtés au Québec. Quand on a été reconnu, l'Union de l'Ontario a voulu continuer à envoyer ses gars au Québec, comme ils le faisaient avant. On a dit: non, c'est fini. Il leur faut une charte de la FTQ pour pouvoir travailler au Québec, astheure. On leur a dit: non. On veut rien savoir d'eux autres. Jean-Guy Denis, il est allé devant la Commission Cliche parler de son petit gars qui avait été battu. C'est le même témoignage qu'il avait donné à la Commission d'enquête de l'Ontario, sur la construction. Son petit gars a-t-il été battu deux fois? Je le penserais pas. C'est une vieille histoire, ça.

-Est-ce que ça se peut que des gars en "christ" battent quelqu'un?

"Jamais. Non, non. Nous autres, on crie après lui, on est en christ après lui. On lui dit qu'il aura jamais une charte de nous autres et tout et tout. Mais le battre? Jamais. J'ai même fait un mini-congrès à Hull sur ce problème-là. Ils étaient dans la salle, Jean-Guy Denis et les autres. Ils voulaient avoir une charte FTQ. Les gars du Québec ont décidé que non, que ce serait pas l'Ontario qui viendrait "runner" le Québec. C'est sûr qu'on se dit des choses désagréables, mais de là à battre un petit gars, voyons donc...

- Jean-Guy Denis, pour toi, c'est donc un maudit menteur.

"Ben, écoute, ce gars-là, il se bat pour les mêmes principes que moi. Il veut que ses gars aient de l'ouvrage.





- Est-ce que ça veut dire que dans cette bataille-là, tous les moyens sont bons?

"Oui, sauf battre le gars physiquement. Oui, tous les moyens légaux sont bons. On a un territoire nous autres. Qu'est-ce que tu penses que je vais faire si un gars de l'Ontario vient prendre une job d'un gars du Québec? Qu'il me traite de n'importe quoi, qu'il m'accuse de n'importe quoi, je vais te dire une chose: tous les moyens légaux que je peux prendre pour l'empêcher de rentrer sur mon territoire, je vais les prendre. Quand je prends ces moyens-là, j'applique un principe syndical. Quel est le principe? Le travail aux Québécois d'abord."

"La solution, c'est le contingentement

"La solution, c'est le contingentement. Mais ça non plus, ce n'est pas pour demain".

Et voici pourquoi.

"Tu commences par le bill 49 sur la formation professionnelle. Tu as un comité provincial sur chaque métier, avec trois représentants d'union et trois représentants de compagnie. Plus bas, tu as des comités régionaux pour chaque région économique du Québec. Par exemple, si à Trois-Rivières, ta moyenne d'âge est de 45 ans, que tu as 300 plombiers dans la région dont 50 à rien faire et qu'il n'y a pas d'ouvrage, forme pas de nouveaux plombiers pour l'an prochain. Si dans Sherbrooke, ta moyenne d'âge est de 55 ans et que tu manques de plombiers tu commences par connaître du comité provincial combien il y en a de disponibles ailleurs, et si t'en manques, là tu en formes.

"La solution, c'est ça. Mais elle est applicable seulement si tu as une seule union.

- Pourquoi?

"C'est simple. Nous autres, on représente 95% des plombiers au Québec, par exemple. On a un siège sur le comité provincial de contingentement. C'est normal. Mais Bourdon en veut un lui aussi et la CSD aussi. Si on voit qu'il y a trop de plombiers, on dit: formez-en plus. Mais la CSN et la CSD eux autres, ils vont renverser ta décision. Nous autres, on a dit à Bourdon: t'as pas d'affaires là-dedans. Mais il refuse.

"Combien de gars qu'on refuse, nous autres! Des anciens de Shell, des anciens policiers qui ont eu leur retraite à 30, 40 ans. Si je les acceptais, ça ferait des cotisations de plus, mais mes troubles augmenteraient en sacrifice aussi et c'est là que je suis obligé d'être deux fois plus agressif contre tout le monde".

"Quand on poigne un gars sur le fait, on le congédie"

Est-il vrai qu'il y a un nettoyage en cours dans la FTQ-Construction et quelle est son ampleur?

"Quand est arrivée la clause des délégués de chantier, il y avait une majorité d'Union qui n'en avaient pas. D'une journée au lendemain, tu t'es retrouvé avec des centaines de délégués de chantier de plus sans aucune formation. Je m'en souviens quand j'ai été élu permanent, je me suis retrouvé du jour au lendemain dans une nouvelle job, mais j'étais toujours rien qu'un plombier. J'ai appris par mes erreurs. C'est comme dans tout. Je peux te citer le cas d'André Bruneau qui est plombier de métier comme moi. Un employeur lui a déjà offert mille piastres, comme délégué de chantier. Il a pas dormi pendant trois, quatre jours. Il a six enfants, il avait un vieux char de '66. Quand t'as six enfants, t'as pas trop d'argent. Il a dit non. Mais j'ai pas besoin de te dire qu'il y en a d'autres qui acceptent. Moi, je dis que là où un de nos gars a eu de l'argent, l'employeur est aussi coupable que les gars. Il y a un gars qui reçoit, mais ça prend un gars qui donne".



- Si tu apprends quelque chose comme ça, qu'est-ce que tu fais?

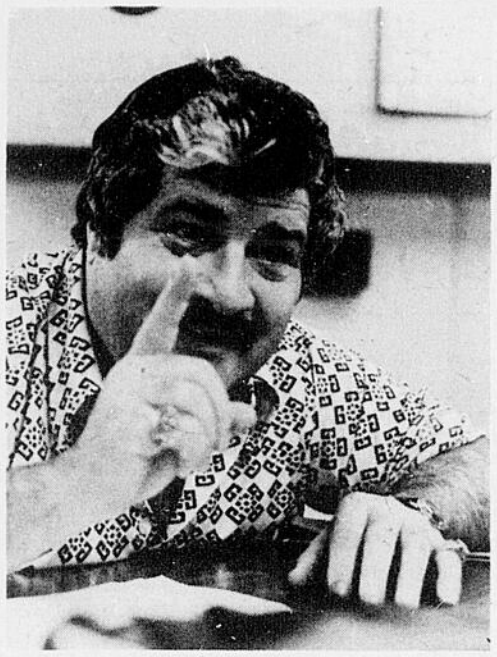
"On le met dehors tout de suite.

- Y a-t-il une enquête, une explication possible, une deuxième chance pour le gars?

"Il y a une enquête et si c'est confirmé, il est dehors. Mais je vais te dire une chose: c'est dur à prouver. Je vais te donner rien qu'un cas: le gouvernement m'a dit qu'un permanent à Sept-Iles avait reçu un gros montant d'un président de compagnie. Le permanent m'a emmené devant son exécutif et il m'a dit: tu vas aller jusqu'au bout. Sors tes preuves. Mais là, le président de la compagnie qui avait tout raconté au gouvernement, ne voulait plus parler. Et au gouvernement, on m'a dit: c'est pas tout à fait ça qu'on t'a dit. En dernier, le permanent m'a dit: je vais lever une charge contre toi, André, pour atteinte à ma réputation. J'avais l'air d'un maudit fou, moi. J'avais plus de preuves, plus rien. Heureusement, les gars lui ont parlé et il a laissé tomber sa poursuite.

- Et les "shylocks" et les loteries?

"Il y en a partout, dans tous les chantiers, dans toutes les usines. Ils pour-



ront jamais arrêter ça. Sur un chantier où il y a 2,000 gars s'il y en a un qui prête, c'est-y moi qui vas aller arrêter ça? J'ai pas le temps de m'occuper de ça. Mais qu'on ne dise pas que c'est moi qui prête, par exemple. Les loteries, c'est pareil. Il y en a partout. Les employeurs appellent ça des loteries illégales. Mais va donc voir ce que c'est. A la Golden Eagle, l'autre jour, il y avait un "pot" comme tous les vendredis. Les gars mettent une piastre chacun dans le pot. Quand j'y ai été le "pot" était de $3,000. Comment tu veux arrêter ça? Et la coutume veux que le gagnant donne 5 ou 10% du "pot" à l'organisateur. Quossé-que tu veux que je te dise. On dit aussi qu'il y a de la "dope" au Mont Wright et à la Baie James. Il y en a dans les Cegep, il y en a partout. C'est à la police à les poigner, c'est pas ma job, ça moi.

On a vu des affidavits qui disaient qu'un nommé Tuesdell, un agent d'affaires, collectait à la Baie James, pour donner des jobs aux gars. Qu'est-ce qui est advenu de lui?

Il n'est plus agent d'affaires. Il est retourné dans la construction. Il est sur une grue de 25 tonnes. On pouvait pas le mettre dans la rue. Même un gars qui fait de la prison, il peut travailler encore après. Nous autres, c'est pareil.

Une bagarre exemplaire contre la Comstock

"Là, la Comstock nous écoeure. On est en train de l'essayer. Ca prend du courage, parce que la Comstock, c'est pas le petit gars né hier".

"Essayer" la Comstock, c'est la mettre au pas. Ca se fait comment et pourquoi?

"La Comstock (une compagnie multinationale riche à milliards) s'est mise à "boquer". Depuis la bataille pour l'indexation (une piastre de l'heure d'augmentation, répartie sur deux ans), ils font signer toutes sortes d'engagement aux délégués de chantier et aux gars. Par exemple, s'ils trouvent un gars saoul sur le chantier de Mont Wright, ils peuvent l'expulser n'importe quand, même en dehors des heures de travail et il y a une taverne sur le chantier. On a dit à nos gars de ne pas signer ça, mais ça te donne un exemple jusqu'où ils peuvent aller. Il suffit d'attendre un gars dont tu veux te débarrasser, à la porte de la taverne, tu fais un rapport sur lui et le gars est dehors. En plus de ça, ils se sont mis à importer de la main-d'oeuvre de partout dans le Canada. Par exemple, dans mon métier de plombier, ils ont importé 28 plombiers de Terre-Neuve.

"On livre une maudite bataille à la Comstock sur tous ses chantiers au Québec. On dit: mes sacrements, on va vous poigner. On leur fait mal partout. Là ils me couraillent depuis deux jours pour me parler. Ils veulent me voir. Ils m'ont dit: "Arrêtez ce que vous faites au Mont Wright, ou on arrête de payer le 50 cents d'indexation." On leur a dit: arrête de le payer, on s'en câlisse.

Ils ont arrêté de payer le 50 cents sur leur chantier de la Union Carbide. Les gars ont arrêté de travailler à la Carbide. C'est-y parfait?

"Quand j'ai décidé de faire ça contre la Comstock, c'est une décision importante parce que ça signifie que les gars de la Carbide, ils vont se battre pour leurs confrères du Mont Wright, un chantier où ils n'iront peut-être jamais travailler. Et quand ils arrêtent à la Carbide, ils sont dans l'illégalité, parce qu'il y a un décret.

"Quand tu vois la Québec Cartier Mining qui a le chantier du Mont Wright, devant la Commission Cliche, c'est sûr qu'ils me donnent la claque. Ca fait trois mois qu'on se bat contre eux autres parce qu'ils veulent faire signer des règlements de chantier écoeurants.

"Même quand les Métallos essaient la Québec Cartier Mining, ils le font pas trop en fous parce que c'est une compagnie forte épouvantable. C'est U.S. Steel, tu la connais la patente? C'est une grosse affaire qu'on essaie là. Ca prend du courage pour faire ça. Puis on essaie Bourassa en même temps. Penses-tu que quand US Steel appelle Bourassa, il est pas mieux vu que Desjardins? Il ne parle même plus, à moi.

"On leur a arraché un million, avant ça. Un million en "back-pay". Avant, il n'y avait pas de route, c'était considéré chantier isolé, le "straight time" était de 50 heures et le maximum de 60 heures. Seuls les dernières dix heures étaient payées temps double. Quand il y a eu la route, on a fait baisser le straight time à 40 heures. Là, ils ont voulu baisser le maximum à 50 heures par semaine. On a dit "non", ça reste à 60 heures. Ils sont allés en appel et comme ils ont perdu, ils ont payé aux gars $1 million en back pay. Tu comprends qu'ils nous aiment pas".

"Pour travailler dans la construction, ça prend des gars costauds"

– La présence de certains gars plus costauds que d'autres, dans certains métiers, ou comme on dit, de "gars fiers de leurs bras", est-ce que c'est venu de la nécessité de protéger un territoire?

"Je vais te répondre bien vite, là-dessus. Un petit gars de 110 livres résiste pas longtemps dans la construction. En connais-tu beaucoup toi, des gars de bureau qui pourraient travailler dans les tranchées à 100 degrés de chaleur en été? En plein-air, sous zéro, en hiver? Ou dans la bouette au printemps? Automatiquement, un gars qui veut travailler dans la construction doit être un gars en santé. Donc un gars fort physiquement.



– Y a-t-il des unions qui engagent des plus costauds précisément pour "faire la job", quand c'est nécessaire?

"Non. Comment veux-tu que nous autres, on dise à un gros gars: rentre donc plombier, on peut avoir besoin de toi, quand ça prend 4 ans pour être membre de l'union, et trois ans pour être délégué de chantier et encore plus pour être agent d'affaires. Le gars est gros en partant. Mais nous autres, on sait pas d'où il vient. On le récolte, mais c'est pas nous autres qui l'a semé.

– C'est pareil pour les autres métiers, comme délai?

"Les électriciens, c'est pareil. Les seuls cas où ça prend pas de compétence, c'est les chauffeurs de camion et les journaliers.

– Et les gars avec des dossiers?

"Prends-moi, par exemple, je suis venu au monde dans ce qu'on appelle le lac Ontario, au coin de Cartier et Ontario. Quand j'avais neuf dix ans, on jouait au hockey dans la rue, on cassait des vitres avec le puck ou la balle. Si la police était assez vite pour nous poigner, O.K. Autrement, elle nous poignait jamais. C'est à cet âge-là qu'on commence à se watcher de la police. Un peu plus tard, vers 14, 15 ans, il y a pas grand' place pour s'amuser. Il y a la taverne du Faubourg, le bowling, le Club Gypsy ou le Lion d'Or et la salle de pool. J'ai pas besoin de te dire qu'il y en a eu de la bataille dans ce coin-là. Un gars qui arrive à 15 ans et qui a encore toutes ses dents, il passe pour un maudit peureux. Il n'y a pas grand juge ou grand avocat qui vient de là. Comme il n'y a pas beaucoup de gars de la construction qui viennent de Westmount ou de Ville Mont-Royal. Quossé que tu veux que je te dise.

"A part de ça, combien de fois que tu vois dans les journaux un juge qui dit: ça fait trois ou quatre fois que la cour vous donne 2 ou 3 mois de temps, vous êtes pas encore réhabilité, on va vous donner deux ans et la chance d'apprendre un métier. Mais quels métiers qu'on peut apprendre en prison? Des métiers de la construction.

Est-ce que tous les gars qui sont agents d'affaires ou délégués de chantier sont des gars de la construction?

"Oui. Il faut être membre de l'union depuis 3 ans. Plus les quatre ans d'apprentissage avant d'avoir ta carte de l'union. Ca fait au moins sept ans. Mais il n'y a pas un seul agent d'affaires dans le local 144 (plombiers) qui n'a que sept ans de faits. C'est tout plus que ça. Sauf, et je vais être bien franc avec toi, dans le cas des chauffeurs ou des journaliers.

CARTES D'AFFAIRES

Décary, Jasmin, Rivest et Laurin
avocats
1010, Côte du Beaver Hall
Suite 750
Montréal H2Z 1R3
866-7921

MACHINES A DICTER
Sono Services Inc.
416 McGill
Montréal 125, P.Q.
Tél.: 842-4651
André E Laberge

Jean Dicaire
Pharmacien
Centre de prescription du Québec
815, rue Provost, Lachine
4541, boul. Saint-Laurent, Tél.: 637-4441
Mtl. H8S 1M0 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur:
1-800-361-6444

L. Ray Tétrault
Luthier
Ventes et réparations d'instruments à cordes
737, rue Louise (près boul. Roland Therrien)
Longueuil. 674-6375.

Pierre Gagnon
Assureur-conseil
Tél.: 842-1124 385 est, rue Sherbrooke
Montréal 129
Membre de l'A.P.A.V.Q.

Benoit Kemp, o.d.
Optométriste
4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

Huguette Viger
Notaire
264, rue de la Couronne, Québec
G1K 6C8 Tél.: (418) 529-5701

Paul Unterberg
Avocat
1980, Sherbrooke, Ouest, Suite 700
Montréal H3H 1E8 Tél.: 934-0841

QUÉBEC-PRESSE
Pour vos cartes d'affaires, Service de la publicité: 381-1385

QUOI DE NEUF par l'équipe

Jacques Couture: de St-Henri à la mairie de Montréal



JACQUES COUTURE de Saint-Henri, candidat à la mairie du Rassemblement des Citoyens de Montréal.

(L.F.) - C'est un "prêtre-ouvrier" bien connu du quartier Saint-Henri, dans le sud-ouest, que le Rassemblement des citoyens de Montréal présente comme candidat à la mairie lors des élections municipales du 10 novembre.

Jacques Couture, 43 ans, est organisateur Communautaire au **Centre de service social de Montréal métropolitain** où il s'occupe notamment des questions de logement, de syndicalisation, de salaire minimum et de santé. Il est aussi membre de l'exécutif du **Centre local des services communautaires (CLSC)** de Saint-Henri et de la Petite Bourgogne.

La bataille du GRIP

Jésuite, militant du parti Québécois, Jacques Couture travaille à Saint-Henri et dans le sud-ouest défavorisé depuis une bonne dizaine d'années. C'est l'un des initiateurs des associations de locataires du secteur.

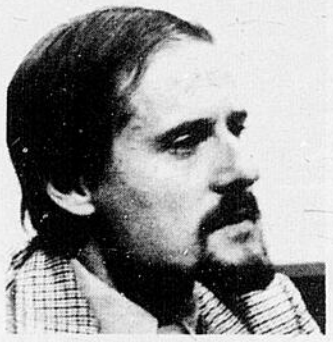
Il s'est aussi signalé, au printemps, lors de la bataille menée par le **groupe de réflexion et d'information politique (GRIP),** un comité de citoyens qui a lutté pour faire hausser le salaire minimum à $2.50 l'heure. Il déclarait alors à QUEBEC-PRESSE: "Certaines gens de la gauche nous accusent de faire des réformes mais il faut bien commencer par le commencement."

Jacques Couture est l'un des auteurs du livre collectif "Saint-Henri", publié dans la collection "Les gens du Québec" aux Editions Québécoises.

Lors du lancement de ce livre, en décembre 1972, il nous déclarait: "Plus on fait des luttes, dans Saint-Henri ou ailleurs, plus on s'aperçoit que c'est partiel, que c'est souvent du "patchage", que rien ne change pour vrai. Tout ça parce qu'on n'a pas le pouvoir politique. La plus belle écoeuranterie, ce sont les politiciens qui ont toujours fourré le peuple"...

La CSN contre le ministre Forget

Le ministre des Affaires sociales, Claude Forget, va se faire "planter" par la CSN à l'occasion de l'étude du projet de loi 41, qui commence bientôt en commission parlementaire à Québec. Ce bill 41 vise à modifier la fameuse loi 65 sur les services de santé et les services sociaux au Québec, et c'est un bien mauvais bill, selon la **Fédération des affaires sociales,** qui



CLAUDE FORGET

représente plus de 60,000 syndiqués CSN des hôpitaux et des établissements de santé. Entre autres, le projet enlève aux syndiqués leur droit de vote lors des élections aux conseils d'administration prévues par la loi 65. "Mesure de répression, dit la CSN, qui vise à éliminer l'opposition du monde ordinaire aux groupes d'administrateurs traditionnels représentant la classe dominante." La CSN vient de publier une excellente petite brochure là-dessus. Une bataille à suivre. Nous y reviendrons.

•••

H comme "à cheval"

Dans un numéro spécial consacré à la téléphonie, la Sûreté du Québec recommande à ses agents d'employer l'alphabet phonétique. A comme Albert, B comme Benoit. Mais, précise la revue de la Sûreté, il ne faut pas dire N comme pneumonie, F comme Philippe ni U comme Hubert, car "ce serait porter à confusion que d'employer une telle variété d'identités"...

Les Amitiés Québec-Chine



MAO TSE-TOUNG

Les Amitiés Québec-Chine viennent de publier le premier numéro de leur bulletin trimestriel intitulé **"La Chine maintenant".** Les Amitiés Québec-Chine, qui regroupent des Québécois ayant visité la République populaire chinoise, visent à susciter et à renforcer le courant de sympathie entre nos deux pays. Le groupe présente, sur demande, des diapositives et des films sur la Chine; il diffuse des brochures et des textes sur la construction du socialisme dans ce pays de 800 millions d'habitants. Pour renseignements: Les Amitiés Québec-Chine, 2490 rue Dorion à Montréal. Téléphone: (514) 522-6250 ou 526-4895.

•••

Le numéro d'octobre du magazine Le Travail

Au temps des récoltes, au moment où le lait est presque à 50 cents, le magazine **Le Travail** a interviewé un cultivateur de Louiseville, M. Jean-Marie Sylvestre. C'est l'un des nombreux reportages du numéro d'octobre de la revue, publiée par la CSN. On y retrouve aussi des textes sur la bataille de l'indexation, sur les pêcheurs côtiers de la Gaspésie, les activités populaires de la région de Valleyfield, le temps des pommes à Saint-Joseph du Lac, etc. Le Travail, diffusé à 30,000 exemplaires, est distribué dans tous les syndicats de la CSN et vendu dans les principaux kiosques et librairies.

•••

Coopérateurs recherchés à Québec

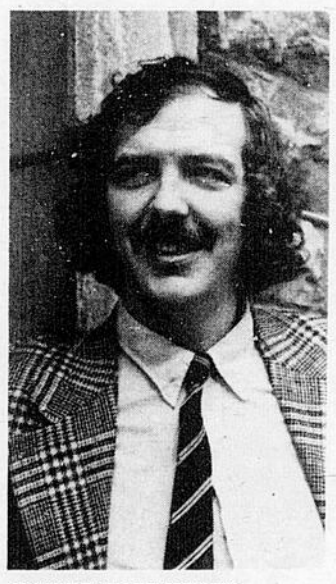
Un projet de garage coopératif à Québec, qui a obtenu sa charte de coopérative, cherche à rassembler 300 personnes qui devront acheter un terrain et un local d'ici au printemps prochain, date de l'ouverture du garage. Les Québécois qui s'intéressent à cette initiative sont priés de téléphoner à 626-9495 ou à 522-1568 le jour ou 692-1718 le soir.

Fonds de solidarité pour groupes populaires

QUEBEC – Six groupes populaires de Québec se sont unis pour constituer un "fonds de solidarité des groupes populaires", qui vise à leur assurer un financement plus régulier. Le fonds doit alimenter le Comité des citoyens de Saint-Sauveur, le Comité de citoyens de Saint-Roch, l'Association coopérative d'économie familiale, les avocats populaires, le Groupement des locataires du Québec, le Centre coopératif des travailleurs. On doit communiquer avec Michèle Lepage à 525-4883.

•••

Robert Lemieux sera libéré le 23 octobre



ROBERT LEMIEUX

Me Robert Lemieux sortira de prison le 23 octobre prochain. L'avocat des prisonniers politiques québécois, incarcéré à Bordeaux le 26 juin après sa condamnation pour outrage au tribunal, a été transféré il y a 3 semaines à la prison de Saint-Hyacinthe. Le prétexte? Il "dérangeait" parce qu'il servait de "procureur" aux détenus mécontents et qu'il "contaminait" les autres avec ses idées politiques... Le 23 octobre, Me Lemieux aura purgé 4 de ses 6 mois de prison et, comme tout autre détenu, il aura droit à une remise statutaire. L'avocat de la rue Saint-Denis a l'intention de continuer à pratiquer le droit mais le Barreau a encore d'autres comptes à régler avec lui!

•••

La 5e semaine de la Caisse pop



ALFRED ROULEAU

La cinquième Semaine de la Caisse populaire Desjardins se tient, cette année, du 13 au 19 octobre. Elle est marquée de diverses manifestations destinées à mettre en valeur le thème général **"Ensemble, on y gagne".** Ce slogan vise à faire pénétrer au coeur même de la doctrine coopérative et à démontrer que la caisse pop, selon le mot du fondateur Alphonse Desjardins, est "une association de personnes" engagées dans la vie économique pour réaliser le "bien social". La solidarité dont témoigne leur entraide est la pierre d'angle de tout l'édifice coopératif, selon le président Alfred Rouleau.

•••

Captera, captera pas

Dans un dossier fort complet sur "la télévision troisième oeil du monde", la revue Télé-Clé, publiée par Radio-Québec, note que de toutes les régions du Québec, Trois-Rivières et les Cantons de l'Est sont celles qui on accès à un plus grand nombre de canaux de télévision. Ces régions peuvent capter sept canaux tandis que le Nord-Ouest, l'Abitibi et le Témiscamingue, régions les moins favorisées, ne peuvent capter que deux canaux, la topographie variant d'un territoire à l'autre.

"La région de Montréal, que l'on pourrait croire privilégiée, note la revue, ne capte que quatre ou cinq canaux, si l'on fait exception de la câblodiffusion. Mais le phénomène du câble pourrait devenir le facteur déterminant pour la diversification des canaux de télévision dans les régions les plus défavorisées".

Radio Centre-ville: stand by...

Rue Saint-Laurent, au sommet d'un vieil immeuble, Radio Centre-ville Saint-Louis attend toujours que le Conseil de la radiotélédiffusion du Canada lui donne le feu vert. Ou le rouge. Actuellement, l'équipe piétine au feu jaune et commence à trouver le temps long.

Jusqu'à il y a quelques mois, Radio Centre-ville diffusait, un peu clandestinement, des émissions radios par câble. Sans grand auditoire, évidemment. L'équipe qui dirige le "poste", de type coopératif, demanda alors au CRTC l'autorisation de diffuser sur la chaine MF, à l'intérieur du quartier Saint - Louis. Potentiel d'auditeurs: 200,000.

Il y a une couple de semaines, Radio Centre - ville, qui veut diffuser en diverses langues, avec comme principal véhicule linguistique le français, attendait la réponse. Elle retarde depuis ce temps, de jour en jour. Mais le monde semble patient, à Radio Centreville. Et malgré tout, la confiance règne.

BILLET

Les fuites qui font avancer

Les rares déclarations de principes du gouvernement Bourassa, et surtout les plus récentes (souveraineté culturelle, social-démocratie, etc.) nous ont fait apprécier la discrétion de ces hommes et même fait regretter qu'ils ne maintiennent pas le silence intégral.

Depuis 1970, on a eu le temps de s'habituer au fait que nos libéraux provinciaux pratiquent sagement l'axiome d'Abraham Lincoln selon lequel il est préférable de ne rien dire et sembler ignorant de tout que de prononcer un seul mot et éliminer tous les doutes possibles.

Après l'inflation verbale pratiquée par l'Union nationale, il s'en est même trouvé pour penser que le mutisme des libéraux constituait la preuve qu'ils étaient trop occupés à agir pour parler.

Après le mutisme, la volubilité

Mais voilà que, depuis deux semaines, il ne se trouve pas assez de tribunes au Québec pour recevoir la cohue de ministres et de hauts fonctionnaires qui s'empressent soudain de venir proclamer la "Politique économique" du Québec.

M. Bourassa imagine de surprendre ses amis américains en déclarant à New York que les investisseurs étrangers devront respecter le caractère propre du Québec s'ils espèrent y être reçus.

Raymond Garneau, dont les interventions publiques les plus osées se limitaient habituellement aux loteries, parle tout à coup d'une "politique sélective" du gouvernement devant les investisseurs non québécois.

Guy Saint-Pierre, dont toute l'astuce consistait à se rappeler au souvenir populaire en niant occasionnellement (habituellement au retour de vacances) être en brouille avec quelqu'un, convoque soudainement les journalistes à une conférence de presse pour annoncer que le gouvernement en entier est d'accord avec lui pour réexaminer les priorités économiques.

Lucien Saulnier, qu'on soupçonne d'avoir appris à Jean Drapeau comment ne rien dire et tout faire, surgit précipitamment de sa niche de fonctionnaire et annonce tout de go que la secrète Société de développement industriel favorisera davantage la petite et la moyenne entreprise québécoise à l'avenir.

William Tetley, dont l'apport le plus spectaculaire à l'administration publique se résumait au port permanent de la boucle et à l'usage fréquent du cigare, entreprend d'expliquer à La Presse qu'il dirige un comité qui s'apprête tranquillement à redonner l'économie du Québec à ses habitants.

Que se passe-t-il?

Il ne manquerait plus que Jérôme Choquette annonçant qu'il prend le maquis pour croire que la social-démocratie est téléguidée par Boris Kulagin.

Que se passe-t-il? Une élection plus que générale? La contrition parfaite?

Pire: un gros journal de Montréal a appris que des fonctionnaires n'ont pas attendu "leur" ministre et poursuivent depuis quelques années le travail qu'on attend d'une administration lucide.

Coup sur coup, on apprend ainsi par les journaux qu'un comité d'économistes au ministère de l'Industrie et du Commerce a fait savoir au ministre Saint-Pierre entre autres choses, que "la croissance économique du Québec est principalement fonction jusqu'à maintenant des initiatives étrangères" et "qu'une telle orientation entraîne un sous-développement qui ne pourrait que s'accentuer dans l'avenir".

Un autre comité, inter-ministériel celui-là, se fend de quatre versions du même rapport, depuis deux ans, pour expliquer à M. Tetley, responsable du comité, et à tous ses collègues du conseil des ministres, que "la participation des Québécois a régressé au cours des dernières années dans une foule de domaines économiques".

Ces documents soumis à l'attention générale, nos "ministres économiques" n'avaient plus le choix. Il leur a fallu démontrer que oui, ils savaient tout cela, qu'ils avaient analysé ces choses avec attention et que, bien sûr, ils avaient déjà entrepris de mener à bien les excellentes suggestions de ces braves fonctionnaires qui, dans le fond, ont bien fait de renseigner la population.

Car ce gouvernement agit rapidement: dès qu'il apprend où tout le monde s'en va, il se dépêche d'aller le diriger.

Paul Terrien

La vieille guenille à Trudeau

Ca recommence!

Nous voilà re-re-repognés dans la Constitution. C'est la toile d'araignée. Ou le tunnel... Et c'est Trudeau qui vient de relancer le débat. Lui-même. Malgré ses propres déclarations antérieures. Alors pourquoi? Pourquoi ressort-il de l'armoire aux horreurs cette vieille et grinçante querelle de ménage?

On se doute bien de ce qui va se passer maintenant: Bourassa va dire oui, ou non, ou noui. Et dans tous les cas, il y aura des mécontents. Et envoie donc par là: les SSJB vont gueuler, l'Opposition va gémir, les éditorialistes (on fait ce qu'on peut!) vont passer des heures à chercher des bonnes formules qui accrochent et convainquent, Trudeau va faire des émissions de télévision. C'est pas malin, c'est toujours comme ça.

Et c'est peut-être ça que vise Trudeau: la situation chaude. Comme Kissinger, qu'il doit admirer, les aime. Une bonne situation qui permet d'agir efficacement, radicalement.

"Fils de boss"

Parce que ce "fils de boss", comme dirait Yvon Deschamps, manque de grandeur politique. Il vise bas. En six ans, depuis 1968, qu'est-ce qu'il a bien pu présenter d'un peu stimulant aux citoyens du Canada? Rien!

En fait, il s'est essayé sur la question linguistique. Mais raisonneur verbeux, il n'aura accouché que de politiques d'une telle complexité technocratique qu'elles en auront découragé les mieux intentionnés. Et il aura noyé dans la bureaucratie libérale et boy scout à la Keith Spicer la surveillance (!) de l'application concrète de la ou des lois!

La vérité est que c'est bas qu'il vise bien. Rappelez-vous Octobre 1970. Là, les politiques ne sont pas égarées dans les classeurs du fonctionnarisme outaouais. La loi avait, comme on dit, des dents. Et même des revolvers. Et la police, qui devait appliquer cette loi, l'a très très bien comprise. Et elle l'a appliquée avec une belle énergie musclée. Et il n'a pas fallu créer un organisme de surveillance pour voir à ce que les policiers perquisitionnent, arrêtent et emprisonnent le monde. "Fallait agir vite..." glapissait-on à Ottawa.

Fallait agir vite, aussi, quand des Chiliens innocents demandaient à Trudeau de les sortir du champ de tir des mitrailleuses de Pinochet. Et pourtant...

Un seul objectif

Trudeau n'aura eu, en six ans de pouvoir politique, qu'une seule obsession: mater le Québec. Mater le nationalisme québécois, surtout les jours où il se donne des allures de gauche. Le mater par tous les moyens, y compris l'armée. Pourquoi? Parce que le nationalisme, nous a dit, répété, gueulé et écrit Trudeau, c'est une valeur essentiellement de droite.

Que dit-il maintenant? Il dit, en sortant sa vieille guénille constitutionnelle, que les Québécois vont l'appuyer dans sa tentative pour aller chercher, à Londres, le texte de la Constitution, parce qu'ils sont les Québécois, à l'avant-garde du nationalisme canadien! Ben voyons donc!... le nationalisme canadien, c'est bon. Le nationalisme québécois, c'est condamnable!

Maintenant qu'il met le feu, une fois encore, à cette vieille histoire de Constitution, c'est peut-être qu'il souhaite pouvoir agir, sous le couvert de l'incendie, de façon radicale. C'est là-dedans qu'il est bon. Il y a de quoi s'en méfier: on ne le voit pas toujours venir, car il camoufle ses préparatifs, mais il frappe fort. Et bas.

Jacques Keable

QUÉBEC-PRESSE ton affaire!

Du 7 au 9 octobre, QUEBEC-PRESSE a recueilli :

Dons :	$ 440.50
Parts sociales :	$ 705.00
Abonnements :	$1 699.00
TOTAL	$2 844.50

CAMPAGNE D'ABONNEMENT

12 mois: $15 **24 mois: $30**

Les lecteurs fidèles s'abonnent au seul hebdo politique du Québec

Livraison
- **Montréal et banlieue: par courrier le vendredi**
- **Extérieur: par courrier le samedi ou le lundi**
- **Québec: par camelot**

CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION

Part sociale de la coopérative: $25 **Don: $.....**

Les Québécois qui croient en la nécessité d'un journal indépendant et qui appuie leurs luttes doivent faire leur part!

La liberté de presse, ça vaut le prix!

OBJECTIF: $20,000

Je désire m'abonner pour..... mois et j'inclus mon chèque ou mandat-poste de $.....

NOM . . . . . .TEL: . . . . . .

ADRESSE . . . . . .

OCCUPATION . . . . . .DATE: . . . . . .

J'accepte que mon nom soit publié dans le numéro spécial du 5ème anniversaire de QUEBEC-PRESSE

Oui ☐ **Non** ☐

QUEBEC-PRESSE, 9670 PELOQUIN, MONTREAL 358, QUEBEC. TEL: 381-9936.

LECTEURS

La francisation des entreprises: réponse à Jacques Parizeau

Ayant pris connaissance de votre article du 22 septembre 1974 ("Les dindons de la farce"), nous tenons à corriger des impressions erronées que vous avez transmises aux lecteurs de **QUEBEC-PRESSE.**

Les Conseillers en Administration DDA Limitée n'est pas une entreprise anglophone et nous avons été surpris de nous voir présentés comme tels. DDA a toujours été la propriété de ses associés qui sont tous Québécois francophones. Bien plus, nous sommes une des rares maisons de consultation québécoise d'une certaine taille qui soit indépendante, c'est-à-dire qui n'est pas sous la coupe de vérificateurs externes anglophones.

Enfin, il est faux de prétendre que des entreprises ont rédigé le "guide d'implantation du français". Ce guide a bel et bien été conçu par **l'Office** de la langue française, qui s'est toutefois fait aider de différents conseillers dont DDA. Les entreprises cibles ont fourni des expériences précieuses pour élaborer un programme réaliste de la francisation du monde du travail, ce qui demeure notre objectif commun.

En effet, nous n'avons nullement l'intention de "vendre" des professeurs de français mais bien de contribuer à des transformations poussées des entreprises afin que l'ensemble de leur documentation, de leurs formules, de leur affichage... et de leurs cadres deviennent français, dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, cher monsieur Parizeau, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Robert Panet-Raymond
Vice-Président,
DDA Limitée

Au sujet de la "mise au point" de Coop

Fédération des Magasins Coop, Montréal,

Nous voulons protester vivement contre votre "mise au point" au sujet de l'Ipic.

La démagogie reprochée à l'Ipic se retrouve totalement dans l'esprit de cette "mise au point".

La Coopérative d'éducation populaire des citoyens d'Olier veut préciser qu'à son avis: "Sauvegarder les intérêts des consommateurs", c'est aussi attaquer le système exploiteur dans lequel on vit. Le libre choix ne peut exister dans ce système où tout est basé sur le profit.

La Fédération des Magasins Coop a fondé le Réveil du consommateur; mais leur mentalité patriarcale les empêche d'accepter une évolution nécessaire. Les gens de l'Ipic ont compris à un moment donné que les données scientifiques ne règlent pas les problèmes; c'est plutôt la prise de conscience et l'action des gens face à l'information. Le fait que le Réveil du consommateur soit beaucoup lu contribue sûrement à cette prise de conscience. Ca semble cependant menacer "l'esprit de la Fédération".

La Fédération prétend que sauvegarder les intérêts des consommateurs, c'est de maintenir un système économique stable sans aucun changement. Nous trouvons cette réaction très normale pour un organisme comme la Fédération des Magasins Coop dont l'objectif est le profit. Evidemment, ce profit n'est pas celui du consommateur.

Quoi qu'en dise la Fédération des Magasins Coop, la Coopérative Olier pour sa part continuera à appuyer ouvertement l'Ipic dans notre lutte commune contre l'exploitation.

La Coopérative d'éducation populaire des citoyens d'Olier,
362 est, rue Roy, Montréal

• • •

Lettre ouverte à René Lévesque

Cher René

Un travailleur péquiste t'écrit pour te faire savoir que moi, tout en étant membre du PQ, je n'en demdure pas moins un travailleur d'usine, qui, à l'occasion des élections fédérales, n'a pas suivi la consigne d'annulation émise par le parti. Même que détenant un poste supérieur dans mon local d'union, j'ai incité les membres à voter pour le NPD. Pourquoi ai-je fait cela? Les raisons en sont les suivantes:

Je suis nationaliste car l'indépendance du Québec profiterait aux ouvriers, cela en permettant à notre gouvernement national du Québec de passer des lois en faveur des ouvriers et de l'ensemble du peuple québécois, et ce pour leur mieux-être.

Mais avec la consigne d'annulation du PQ, j'ai été fortement déçu, car de ce fait le parti Québécois laissait tomber les travailleurs de mon pays le Québec, et du même coup ceux du pays que l'on veut voisin dans un proche avenir.

En tant que péquiste croyant fermement au PQ comme parti politique très près de la classe ouvrière syndiquée ou non, je me suis élevé fortement contre la formation d'un parti travailliste lors du congrès de la FTQ, en 73, car honnêtement je croyais qu'aucun parti travailliste ne pourrait être plus près des travailleurs que le PQ, et de ce fait je n'en voyais pas la nécessité.

Mais maintenant que la désillusion s'empare de moi quant à l'intérêt que le PQ porte aux ouvriers, je ne puis faire autrement que de souhaiter la formation d'un parti ouvrier nationaliste.

Car, vois-tu, être "Canadian" pour moi n'équivaut à rien, pour la simple et bonne raison que je m'identifie à un pays à très forte majorité anglophone et que je suis gouverné en mon pays, le Québec, par un gouvernement vassal serviteur du gouvernement fédéral.

Mais je ne peux, non je ne peux renier le fait que je suis un travailleur, et de ce fait je n'accepte pas de frontières lorsqu'il s'agit de promouvoir le mieux-être de la classe ouvrière, cette classe fut elle québécoise, japonaise, anglaise ou de toute autre nationalité.

Sincèrement,

Roger Barck,
membre du PQ

• • •

Les fatigués et les défaitistes

Je viens de lire dans un livre de psychologie que "les gens fatigués préfèrent le cinéma à la lecture et que les personnes défavorisées et sans espoir de pouvoir améliorer leur situation achètent des illustrés plutôt que des journaux d'opinion".

C'est peut-être là la raison des difficultés de Québec-Presse: les gens auxquels ce journal s'adresse sont fatigués ou défaitistes, ou les deux.

Je ne comprends quand même pas que, parmi les millions de travailleurs du Québec, on ne puisse pas trouver 35,000 abonnés...

Claude Lefrançois,
Montréal

• • •

Changeons la toponymie de Montréal

Excellente était la suggestion de votre lecteur Maurice Gagnon qui dans cette page proposait de changer le nom de la rue Sherbrooke en celui de **boulevard des Olympiades.** Il serait grandement temps que l'administration Drapeau procède à des changements dans le secteur de la toponymie. On sait que la toponymie est l'étude linguistique ou historique de l'origine des noms de lieu. Le répertoire de la toponymie de la ville de Montréal raconte, par ses rues, ses parcs, ses quartiers, la petite et la grande histoire de Montréal. Je m'interroge encore sur la grande histoire de Sir John Coape Sherbrooke? On sait qu'il fut gouverneur général du Canada de 1816 à 1818 mais cela n'a pas apporté grand-chose à la vie collective et culturelle des francophones de la métropole... Pour l'amour du Bon Dieu, Monsieur Drapeau, qu'attendez-vous donc pour nous débarrasser de l'axe principale qui traverse la ville, pour la remplacer par un nom plus convenable tel que Boulevard des Olympiades. Pourquoi pas? Nous faciliterions l'orientation des visiteurs et franciserions par la même occasion l'inutile nom de Sherbrooke. Pour ce qui est de la station de métro Sherbrooke, je crois que monsieur Gagnon avait bien raison de suggérer le nom de station Cherrier.

Dans un autre ordre d'idées, qu'attendez-vous monsieur le maire pour honorer le **général Charles de Gaulle?** Pourquoi ne lui donneriez-vous pas la rue Craig dont le nom devrait disparaître au plus vite. A l'heure de la loi 22, il serait grandement temps que le gouvernement Concordia fasse sa part de progression. Cessez de parler du passé, Monsieur le Maire, et agissez de façon à ce que la majorité francophone se sente dans une ville française et mon américaine comme c'est le cas actuellement. Ne trouvez-vous pas par ailleurs que la reine Victoria possède un peu trop de noms de places, rues et institutions, sans oublier son pont. Franchement Montréal ne fait pas grand effort pour changer de maquillage... 1976 approche, Monsieur le Maire. Faites vite.

Jean Martel,
Verdun

• • •

Nous sommes endormis

J'admire surtout vos dossiers, les articles sur l'éducation du consommateur et les coop. Je crois que votre journal joue le rôle de chien de garde. Qu'il soit prêt à mordre, tant mieux.

Nous direz-vous un jour pourquoi l'Ontario attire tant l'industrie secondaire et les laboratoires pharmaceutiques? C'est quasi miracle quand on peut acheter un produit de chez nous. Je parle des produits de consommation domestique.

J'ai visité les pays scandinaves et là, le petit peuple norvégien vivant sur un sol ingrat m'a vraiment impressionnée. Rien qu'à l'hôtel et dans les restaurants, vaisselle, ustensiles, verreries, etc. ont tous été fabriqués au pays. Et même qu'on en exporte. Vraiment, à côté de ces gens-là, nous sommes comme endormis.

Jeanne Larocque,
Montréal

• • •

L'enthanasie des non-rentables!

Félicitations à notre premier ministre Bourassa et à son ministre de la Santé et du Bien-Etre social, M. Claude Forget, qui ont enfin compris qu'il faut commencer à couper dans les dépenses du provincial pour faire face à l'inflation.

Et ça, moi, je trouve que c'est un bel exemple et un bel acte de courage de leur part.

Il s'agit de la catégorie des "parasites isolés" (c'est le terme dont les bien-nantis se plaisent à les affubler); je veux parler ici des célibataires et des veuves sans enfants de 55 à 65 ans, donc seules pour défrayer le loyer, le chauffage, l'électricité, la nourriture (tant mieux si elles ont un estomac qui peut s'accommoder de tout), le vêtement, payer la taxe d'eau, les billets d'autobus (qui, dit-on, seront bientôt à $0.50) et enfin pourvoir à toutes les exigences courantes de la vie.

Jusqu'en juillet, elles recevaient $181 par mois, mais nos ministres, en annonçant paternellement une augmentation des allocations familiales, ont omis de dire par la même occasion qu'ils retranchaient $3.00 des chèques de ces célibataires et veuves seules. Et surtout non rentables. (Mea culpa!)

Qu'elles aient 55, 60 ou 63 ans, cette réduction de leur pouvoir de "survie" va peut-être les inciter à se recycler et à retourner sur le marché du travail.

Il y a sûrement des gens bien cotés qui seront heureux de les avoir pour laver leur plancher et récurer leurs chaudrons. Et tant pis pour celles qui n'ont pas la capacité requise!

Dans le cas de ces dernières, nos ministres n'auront qu'à couper davantage. C'est de bonne politique en temps d'inflation. Nos gouvernements doivent donner l'exemple: il faut réduire les dépenses. Ce n'est pas sa faute si le coût de la vie augmente pour ces "parasites" comme pour les autres... Les juges, les ministres, les députés n'en souffrent-ils pas, eux aussi? L'inflation, c'est pour tout le monde!

Une solution! Etant donné le contexte de vie dans lequel nous évoluons, sous l'imposante et infaillible majorité de nos deux gouvernements provincial et fédéral, pourquoi ne légaliserions-nous pas l'euthanasie comme on s'apprête à le faire pour l'avortement? L'économie du pays et du Québec en particulier y gagnerait certainement en prospérité, ne croyez-vous pas?

Léa Tremblay,
Montréal

Une lettre de Charbonneau à Pepin et Laberge

Débloquer une certaine tuyauterie...

par Louis Fournier

Ce n'est pas encore le temps des amours pour les trois grandes centrales syndicales!

Malgré tout, ne pourrait-on pas être plus solidaire? Ne pourrait-on pas travailler davantage ensemble, en dépit des chicanes de famille dans le secteur de la construction?

C'est en tout cas ce que souhaite Yvon Charbonneau, le président de la **Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ),** qui semble faire preuve d'une patience d'ange en vue de "relancer la collaboration intersyndicale", selon ses propres termes.

Sur tous les fronts

Le leader de la CEQ a adressé une longue lettre à ce sujet aux présidents de la CSN et de la FTQ, Marcel Pepin et Louis Laberge, lettre dont QUEBEC-PRESSE a obtenu une copie. Au nom du bureau national de la Centrale des enseignants, M. Charbonneau écrit notamment: "Bien que non négligeables en 1973-74, nos activités intersyndicales devraient normalement s'intensifier en 1974-75, sur tous les fronts."

La CEQ n'a pas encore reçu de réponse de la FTQ et de la CSN à son "invitation pressante".

Le colloque de l'automne

Pressante, en effet, puisque les trois centrales se sont entendues, en mars dernier, lors du colloque sur l'inflation à Québec, pour organiser un autre colloque, cet automne. Le thème: les relations intersyndicales, précisément!

Or, ce colloque qui devrait se tenir en novembre ou en décembre, on n'a pas encore mis la main à la pâte pour le préparer. Et beaucoup craignent qu'il ne puisse avoir lieu, tout bêtement. Surtout depuis que la FTQ a fait savoir qu'elle ne participerait pas à de nouveaux fronts communs, "pour le moment". Ce moment durera-t-il longtemps?

Yvon Charbonneau affirme, au sujet de ce colloque fort important: "Nous comptons en provoquer la tenue, au besoin." Il y faudra certes beaucoup de provocations... Ou pas trop, au contraire, certains s'estimant déjà assez "provoqués" en matière de relations intersyndicales par le brassage de vous savez quoi dans le secteur de la construction.

On attend la réponse

"Sujet délicat, nous en convenons, ajoute le président de la CEQ, mais dont il faudra trouver le temps de parler. C'est qu'en 1975, nous devrons lutter ensemble, en même temps que se présenteront certains écueils inhérents à notre régime de liberté syndicale. Dans certaines régions (comme Joliette), un protocole anti-maraudage a été signé ou discuté."

M. Charbonneau rappelle qu'un comité de trois personnes, de chacune des centrales, s'est réuni là-dessus à quelques reprises. Il demande à MM. Laberge et Pepin: "Vous apparaîtrait-il opportun de relancer ce comité, tout en l'élargissant, dans le but de préparer le colloque de cet automne?"

Le Front commun

Dans sa lettre, le président de la CEQ énumère plusieurs autres secteurs où les trois grandes centrales devraient pouvoir collaborer.

Il y a d'abord la préparation des négociations dans le secteur public, prévues pour le printemps 1975. Ces négociations, dit Charbonneau, "posent le défi de nous organiser entre nous. Or, notre congrès de juin a exprimé la nécessité d'un front commun inter-centrales dans la fonction publique et parapublique comme moyen essentiel de favoriser l'unité syndicale."

Le président de la CEQ propose donc la formation d'un comité tripartite pour amorcer des discussions préliminaires sur ces questions. Peut-être cela conduira-t-il à la reprise du Front commun de 1972, un nouveau front commun qui tiendrait compte des acquis et des faiblesses de l'ancien.

Une charte

Parmi les autres points de collaboration suggérés par la CEQ, il y a aussi l'élaboration d'une **Charte des droits des travailleurs québécois.** Ce projet, souligne Yvon Charbonneau, constitue "un travail à moyen terme susceptible d'accélérer la prise de conscience politique de la classe ouvrière au Québec".

Le congrès de la CEQ a adopté, en juin, un document de travail qui peut servir de base à une telle charte. La CEQ préconise d'abord à ce sujet une discussion à la base dans les régions, avec les autres centrales et avec les groupes populaires, les travailleurs non syndiqués et "tous les groupes intéressés ayant des intérêts similaires aux nôtres". Elle croit qu'un tel projet permettra de "provoquer un premier débat politique entre les travailleurs".

La tuyauterie...

Autres secteurs de collaboration possible: la législation du travail (contre les "tentatives répressives" du gouvernement), le coopératisme, l'assurance automobile, la condition féminine.

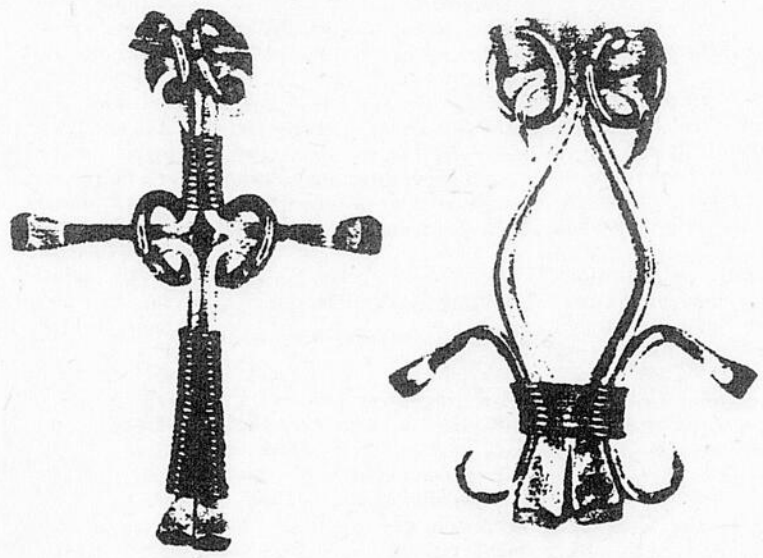
Les "tâches immédiates", selon la CEQ, restent toutefois la tenue du colloque de l'automne sur les relations intersyndicales et la préparation des négociations du secteur public.

Il ne faut pas perdre de temps, conclut la CEQ, bien qu'elle ne se fasse guère d'illusions sur la seule collaboration **au sommet** entre les centrales. A preuve cette remarque: "C'est par des rapprochements régionaux multiples que nous pourrons à la fois débloquer une certaine tuyauterie à l'étage supérieur et bâtir le Front commun à la base"...



YVON CHARBONNEAU: débloquer une certaine tuyauterie à l'étage supérieur...
(photo Vital Barbeau)

Les grévistes de la United Aircraft de Longueuil, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires — offrent en retour d'un don minimum de $3.00 "La croix de solidarité" et "La fleur du souvenir", fabriquées avec des clous de fer à cheval.



$3.00 chacune

Ces oeuvres artisanales sont fabriquées individuellement par des grévistes. Le profit réalisé est versé au fonds de dépannage de la grève. On peut s'en procurer en s'adressant:

Local "510" T.U.A. (Travailleurs Unis de l'Automobile)
125-B rue St-Charles Ouest, à Longueuil P.Q. Can.
Téléphone: Code 514 — No: 679-2070

Le coût de cette annonce a été défrayé par le Syndicat des Métallos (FTQ)

LÂCHEZ PAS!

PARIZEAU EN LIBERTÉ



L'année du doute

L'année 1974 sera celle de l'examen de conscience du gouvernement de Québec devant la politique économique qu'il a suivie depuis qu'il est au pouvoir.

En effet, pendant quatre ans, le gouvernement a pratiqué le jeu le plus habituel, le plus conformiste que l'on connaisse au Québec lorsqu'il s'agit de politique économique.

Au moment de son arrivée au pouvoir, M. Bourassa, obnubilé par le bas niveau des investissements, est revenu à ce que les Québécois avaient connu dans le passé: le recours à l'étranger, à l'extérieur, pour la plupart des dossiers économiques importants.

Lorsqu'on écrira, avec un peu plus de recul, l'histoire de ces années, on constatera probablement que le gouvernement québécois a accepté à peu près tout pour mettre la main sur ce qu'il considérait comme sa part des investissements nord-américains. Aucune subvention, aucune incitation, aucune démarche humiliante au besoin n'était laissée de côté si cela pouvait attirer au Québec la fée américaine de l'investissement.

Comme en Alabama

Pour bien faire comprendre que le caractère assez spécial des Canadiens français ne représentait pas vraiment une menace dans le melting-pot américain, que le Québec n'était ou ne devait être qu'une sorte de dépendance, on n'a pas hésité à démontrer que les nègres blancs étaient traités comme les nègres noirs: les événements d'octobre '70, l'emprisonnement des chefs syndicaux en 1972, sont des événements qui auraient pu se produire en Alabama. On a cherché à les faire ainsi comprendre à New York, et on a réussi.

Le Québec a largement reçu sa part. Ce que l'ITT construit sur la Côte Nord, ce que l'IBM a fait à Bromont, le maintien de la production de la United Aircraft à Longueuil, le Mont Wright, sont autant de jalons qui confirment que lorsqu'on tient les indigènes bien en main, la manne passe.

Le rêve

Et puisque le Québec n'est pas complètement sous-développé, il faut bien démontrer que les indigènes peuvent d'eux-mêmes réaliser de grandes choses: le rêve de la baie James a rempli cette fonction; nous dépendons de l'étranger, mais nous pouvons quand même réaliser de grandes choses. Eternelle ambiguité du colonisé qui sait qu'il dépend de l'extérieur et veut se démontrer à lui-même qu'il n'est pas si mal que cela. Le projet de la baie James se réalisera donc. On photographiera les barrages, mais ils auront été montés dans de telles conditions de gabagie, d'erreurs phénoménales sur les coûts, d'inefficacité prévisionnelle stupéfiante, qu'une image renforcera l'autre: nous sommes forts mais pas encore prêts à fonctionner seuls. Sur le plan des capitaux, de l'expertise, de l'art d'administrer, l'étranger nous reste nécessaire.


la presse

Politique de création d'emplois

Des experts blâment le gouvernement Bourass

Par Rhéal BERCIER
et Marcel DESJARDINS
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — L'orientation économique du gouvernement a été défavorable à la province

Cela a été la thèse fondamentale, le principe dirigeant de M. Bourassa pendant quatre ans. Attaqué au sujet de l'ITT, il se défend en demandant où est le groupe québécois qui pourrait investir $500 millions dans un tel projet. Pendant ce temps la Caisse de dépôts finance la construction du plus gros Holiday Inn d'Amérique du Nord. Et un groupe d'intérêts du Québec financera un programme de construction de trois quarts de milliard autour des pistes Blue Bonnets.

Le capital de risque

La comparaison est injuste, répondent M. Bourassa et son ministre de l'Industrie et du Commerce, ce qui manque ici c'est le capital de risque. Risquez-le, lui répond-on: les sommes en cause représentent peu de chose par rapport aux investissements totaux. Non, disent-ils, ce serait saper les bases du régime: le capital de risque ne doit venir que d'entrepreneurs privés. Et ainsi, il retourne aux Américains. Non pas par nécessité, mais par une sorte de mélange de fétichisme dogmatique et de complexe d'infériorité.

La première véritable percée dans cette sorte de carapace s'est faite à l'occasion de la dernière campagne électorale au Québec. La publication des comptes nationaux par le parti Québécois était – on s'en rendra compte éventuellement – une ahurissante aventure. La plupart des pays à peu près sortis de l'analphabétisme disposent de comptes nationaux qui expriment à la fois l'évolution des revenus et celle des dépenses. Au Canada, les premières séries sont apparues il y a 35 ans. Les provinces ont commencé à les établir au cours des 15 dernières années. Au Québec il y a huit ans qu'on y travaille. Ils sont prêts, mais n'ont jamais été rendus publics.

Pourquoi? La thèse officielle veut que les séries établies soient tellement en contradiction avec d'autres séries statistiques du gouvernement, qu'il doit y avoir des erreurs. Et le ministre s'est adressé, devinez où... à Ottawa bien sûr, pour éliminer les contradictions apparentes. Il va de soi que les statisticiens québécois doivent être beaucoup plus incompétents que ceux de la Guinée-Bissau, qui fourniront l'an prochain leurs propres chiffres aux Nations Unies.

L'explication véritable, c'est que ces séries accusent – le terme n'est pas trop fort – le gouvernement québécois de fraude intellectuelle à l'égard des gouvernés. Elles révèlent que, sauf pendant l'année qui précède l'Exposition universelle, le Québec a toujours produit plus de capitaux qu'il n'en utilisait. Non seulement il s'est laissé acheter avec son propre argent, mais il en restait encore pour usage externe.

Les comptes nationaux ne sont toujours pas publiés. Un peu comme si le gouvernement fédéral ordonnait de ne pas publier l'indice du coût de la vie, parce qu'il démontrerait que l'inflation existe.

L'avalanche

Et voilà qu'une avalanche de documents sort du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui remettent en cause toute la politique économique du gouvernement.

Un premier document démontre que les avantages des investissements étrangers ont été abusivement exagérés. Un second fait état des nouvelles normes de la Société de développement industriel, lesquelles favoriseront dorénavant systématiquement les entreprises québécoises. Et un troisième qu'analysait La Presse, la semaine dernière, esquisse ce qui pourrait être une politique économique québécoise: elle est aux antipodes de ce qui a été fait depuis quatre ans.

Le gouvernement se défend comme il peut. Mais il marque les coups. Le ministre de l'Industrie et du Commerce commence à répéter que le gouvernement a déjà refusé des investissements étrangers. M. Bourassa à New York, pour la première fois, affirme qu'il n'acceptera pas de l'étranger n'importe quoi à n'importe quel coût.

Serait-ce que ceux qui nous gouvernent, après avoir gardé sur les tablettes tout ce qui contredisait leur esclavage, se laissent convaincre petit à petit que ce qu'ils ont fait n'était pas nécessaire?

Le doute fait du bien à l'âme. Laissons-le se propager.

Dans la bataille des ondes, Rimouski écope

la paye, ça peut pas attendre

par Pierre Julien

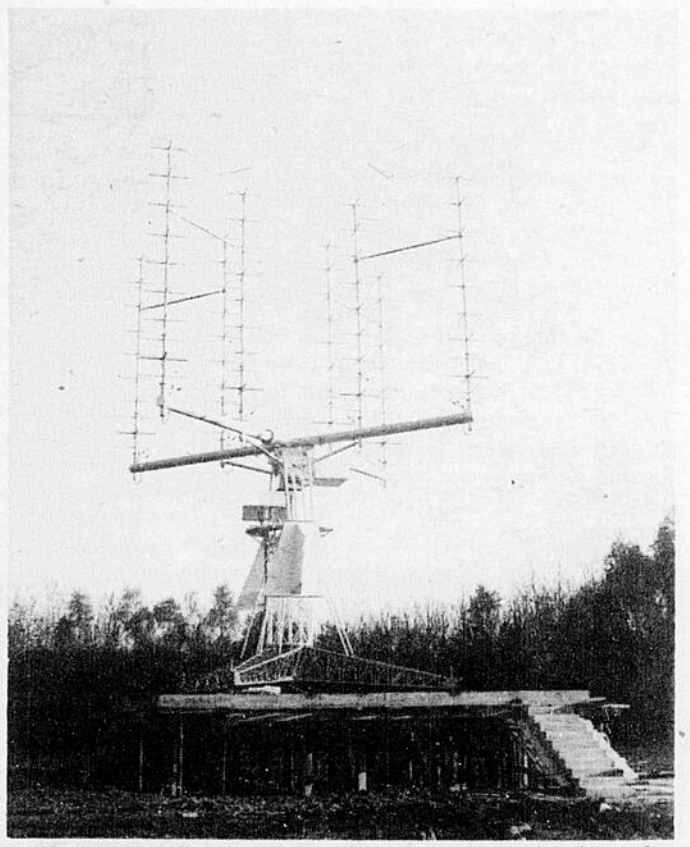
Rimouski a remporté la victoire de l'Institut de Marine. Elle entend remporter celle de la télévision. Car les Rimouskois ont le choix entre CJBR (Télémédia) ou rien. Ils estiment que Radio-Canada, qu'ils alimentent de leurs taxes comme tous le monde, est un service public qui doit desservir toute la population, eux compris. Le câble? Il ne sera pas en opération avant 1977, et ceci en prenant pour acquis que la bataille juridique que se livrent les deux câblodiffuseurs locaux se fasse d'une façon expéditive. Or la justice est d'autant moins expéditive qu'il est de plus en plus question que cette bataille juridique dégénère en bataille constitutionnelle. Ce qui fait dire au comité radio-télévision, mis sur pied par la Chambre de Commerce locale et autres groupes de pression, que la région de Rimouski est la plus démunie du Québec en matière de TV.

A cela la station de Radio-Canada à Matane rétorque qu'elle diffuse beaucoup d'émissions touchant Rimouski. Ce qui est rigoureusement exact. Sauf que l'antenne de Matane est tournée vers l'est et que les émissions, aussi bien faites soient-elles ne sont pas captables en amont à moins de posséder un puissant récepteur.

Choix discutable

Il faut ajouter toutefois que CJBR retransmet des émissions de Radio-Canada à raison de 90 heures par semaine. Ce qui constitue le plus haut taux de retransmission des ondes de Radio-Canada par une station appartenant à la chaine Télémédia. Mais il reste que les téléspectateurs ne peuvent regarder que ce que la station choisit de retransmettre. Et c'est ce choix que le comité radio-TV trouve discutable.

Devant les pressions que ce comité effectue depuis plus d'un an auprès de la Société Radio-Canada, cette dernière aurait décidé, enfin, d'ériger une antenne réémettrice sur les hauteurs de Rimouski, antenne destinée à relayer ses ondes en provenance de Matane. Il est question que, dans un second temps, Radio-Canada installe une station à Rimouski. Mais l'échéancier est loin d'être fixé et les Rimouskois risquent d'attendre un bon bout de temps avant d'avoir droit à ce à quoi tous les autres Canadiens ont droit. Rappelons que le câblodiffuseur François Dionne, qui a obtenu son permis du CRTC, conteste en cour d'Appel la décision de la Régie des services publics d'avoir accordé un permis à un autre câblodiffuseur, M. Raymond d'Auteuil, coupant ainsi son territoire en deux. La cour d'Appel de Rimouski rendra son jugement vraisemblablement dans le courant de l'automne. L'étape suivante est la cour Supérieure. Et il est facile de présumer que les ministres fédéral et provincial des Communications espèrent obtenir l'avis de la cour Suprême sur cette épineuse question.



UNE ANTENNE réémettrice. C'est le moins qu'espèrent les Rimouskois. Mais Radio-Canada n'est pas pressée.

La Commission des accidents du travail de Québec vient d'effectuer une réforme administrative dont l'objectif est de verser le premier paiement d'indemnisation à l'accidenté du travail cinq jours ouvrables après réception de l'avis d'accident.

Il suffira de remplir la nouvelle formule d'avis d'accident immédiatement après tout accident de travail, quelle qu'en soit la gravité, et de la faire parvenir sans délai à la Commission.

La Commission a déjà distribué les nouvelles formules aux employeurs et aux médecins du Québec et demande à tous les travailleurs de toujours utiliser leur numéro d'assurance sociale afin d'accélérer leurs rapports avec la Commission.

La CAT a son siège social à Québec et possède des bureaux à Montréal, Sept-Îles, Rimouski, Chicoutimi, Cap-de-la-Madeleine, Sherbrooke, Hull, Rouyn.



COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC

QUEBEC PARTOUT

par Pierre Julien



SAINT-HYACINTHE

Papajak le clandestin

Le Front commun des syndicats des pâtes et papiers de Jonquière, Alma et Kénogami publie tous les mois, et d'une façon plutôt clandestine, un bulletin démontrant les bienfaits du capitalisme et l'abnégation des compagnies multinationales. "Nous voulons, écrit Papajak (c'est le nom du bulletin), que vous preniez conscience de votre état, non de petits salariés, mais d'êtres humains capables d'avoir des droits, de prendre des responsabilités, de penser, d'agir, de permettre à votre famille de vivre plus sainement, de critiquer si ça vous chante au même titre qu'un gérant d'industrie. Si nous voulons survivre dans cette jungle moderne, il faut enlever la graisse de "beans" qu'on a dans les yeux afin de mieux combattre. Si Papajak réussit à réveiller quelques-uns de ses lecteurs, nous sommes heureux.

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Non aux écoles anglaises

Les commissaires de Saint-Hyacinthe sont respectueux de la loi... entre autres celle qui porte le numéro 22. Ils viennent d'adopter une résolution visant à ouvrir des écoles anglaises sur le territoire de la régionale de Saint-Hyacinthe, territoire francophone à 99 pour cent.

Leur argumentation est aussi simple que logique: les Anglais ne s'installent pas dans la région parce qu'il n'y a pas d'écoles anglaises. Les commissaires estiment de plus que les industries s'implanteraient en plus grand nombre s'ils favorisaient l'instruction en anglais.

Les citoyens ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. 70 d'entre eux ont envahi la salle de réunion des commissaires afin de faire valoir leur point de vue. Le président de la commission scolaire, M. Louis Bibeau, a menacé de les faire expulser manu militari et a demandé le vote. La résolution a été adoptée à onze voix contre six.

Mais la question est loin d'être enterrée. L'opposition "circonstancielle" grandit à Saint-Hyacinthe et le Conseil central des syndicats nationaux vient de décider de mettre sur pied un front commun contre la création d'écoles anglaises dans la région.

ONTARIO

Le nombre des naissances baisse

Il n'y a pas que le Québec qui soit victime de la dénatalité. Le bureau de planification du ministère de l'Education de l'Ontario constate que, de 6% qu'elle était en 1968, l'augmentation des inscriptions scolaires est maintenant de 0.5%. On prévoit que la croissance zéro aura lieu en 1975.

En 1960, le taux des naissances en Ontario était de 26 pour mille. En 1968, il était de 17 pour mille. En 1973, il était de 15 pour mille.

D'après le ministère, cette diminution va s'accentuer jusqu'en 1983 et le nombre d'inscriptions dans les écoles sera alors de 20 pour cent inférieur à ce qu'il est présentement.


Pour faveur obtenue

JOLIETTE

Dehors les infirmes

Il est possible que le ministre de l'Environnement, M. Victor Goldbloom, oblige la Colonie du camp des enfants infirmes, située à Saint-Alphonse de Joliette, à fermer l'an prochain. La raison? Les égouts de la Colonie polluent les eaux du lac Loyer.

Dans une lettre adressée au directeur général du Conseil régional de développement de Lanaudière, le ministre affirme accorder une importance toute particulière à ce dossier qu'il continuera de suivre avec une attention personnelle.

L'attitude du ministre en est une typique de contremaître. Devant l'administration d'une colonie d'enfants infirmes il est ferme, voire intransigeant. Devant un boss de compagnie multinationale, il est tout miel. Deux études effectuées par les fonctionnaires de son ministère et ceux du ministère du Travail démontrent que la Great Lakes Carbon pollue la ville de Berthier vingt-deux fois plus que les normes (par ailleurs très lâches) le permettent. Sans parler des travailleurs de cette usine qui ont les poumons atteints au point de cracher noir.

Mais il ne faut pas marcher sur les pieds de la filiale de la puissante Kennecott. Quant aux enfants infirmes, ils passeront l'été en ville. L'air y est peut-être moins sain mais ils ne pollueront pas les eaux du lac Loyer.

SEPT-ILES

Grève à l'Auberge des Gouverneurs

Une cinquantaine d'employés de l'Auberge des Gouverneurs de Sept-Iles, appuyés par leur syndicat, les Métallurgistes unis d'Amérique, (FTQ), poursuivent leur grève pour obtenir l'indexation des salaires au coût de la vie.

En grève depuis le 1er octobre, conformément au délai légal prescrit par la dernière convention collective signée en avril 1973 qui prévoyait la réouverture du contrat pour les salaires de 1974 et 1975, les employés attendent l'arrivée du conciliateur Roland Martel, annoncée pour le 15 octobre.

L'Auberge des Gouverneurs, privée des services des employés du bar, de la réception, du service de chambre et de la cuisine a annulé toutes les réservations. Les clients qui se présentent à l'hôtel sont informés, par des brochures distribuées par les piqueteurs, des revendications des employés.

Tous les autres hôtels de la région dont les employés sont membres du syndicat des Métallos (Sept-Iles, Wabush, Schefferville, Gagnon, Port-Cartier) ont consenti l'augmentation de 1/10 de cent par ½ point d'augmentation du coût de la vie.

En plus de cet ajustement salarial, les employés exigent d'être traités avec davantage de respect par cet hôtel, qui appartient à la compagnie québécoise Delta. Installé depuis deux ans à Sept-Iles, cet établissement prétend y transplanter le snobisme de la maison mère de Québec, demandant aux clients le port du veston et aux serveuses des caprices vestimentaires équivalents.

RIMOUSKI

Cooprix et Québec-Téléphone

Les grévistes de Québec-Téléphone ont été surpris et déçus, récemment, lorsque la coopérative Cooprix, de Rimouski, leur a refusé la possibilité d'obtenir des escomptes, le temps que durera leur conflit de travail. Cette décision des sociétaires de Cooprix a été adoptée, dit-on, à cause de la situation économique précaire de cette coopérative qui aurait accumulé jusqu'à maintenant un déficit de $250,000. Cooprix a cependant accepté d'installer à l'entrée de son vaste magasin du boulevard Jessop, à Rimouski, un kiosque d'information sur le conflit de Québec-Téléphone et sur les autres conflits de travail dans la région.

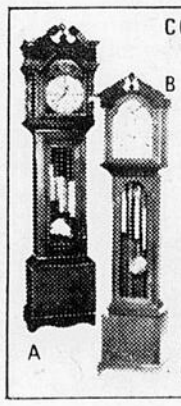
Les petites annonces

L'aeternitalogie

C'est une explication du super-conscient et une nouvelle méthode d'aborder les problèmes d'inquiétudes, tensions nerveuses, dépressions, etc, causés par la crainte de la mort ou la peur de la vie. (Analyse de problèmes personnels. Tél. 235-3668) L. Hotte, 114 Boteler, Ottawa, Ont., K1N5A6

Désire connaître jeune fille ou femme sérieuse (entre 30 et 37 ans). Tél.: 844-9095 de 6 p.m. à 11 p.m. - Jean.

AMASO, Service de rencontre sérieux, expérimenté et discret.
MARTHE GAUDETTE, directrice: B.A., B. Ped., B. Phil., Lic. ès lettres. Cotisation raisonnable. Dépliant sur demande. Information 524-3852, 822 est, rue Sherbrooke, Suite 5, Montréal.


CONSTRUISEZ DONC CES MAGNIFIQUES
HORLOGES
ET RÉALISEZ DES
ÉCONOMIES APPRÉCIABLES
Envoyez simplement $1.50 pour les plans et les instructions pour construire au choix: a) l'horloge de grandpère b) de grandmère c) l'horloge en pointe d) de l'école du Haute-Canada. Plus un catalogue très documenté de mouvements, cadrans, pièces detachées et nécessaires pour construire ces horloges et 14 autres encore. Tous les quatre plans $3.50.
Le catalogue seul .25c
COLONIAL TIMES CLOCK COMPANY
Dept. - 500 Weber St. N. - Waterloo, Ont. N2J 3Z6

SCRIBEC
45 est, rue Jarry
Montréal H2P 1S9
387-2486
SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION
PHOTOCOPIE XEROX

1-3		10¢
4		9¢
5-10		8¢
11-16	copies du même original	7¢
17-30		6¢
31-49		5¢
50-70		4¢

la copie

Format légal et papier couleur: 10% en sus
Réduction à partir de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

copies	8½ x 11"	8½ x 14"
100	3.25	3.75
200	4.30	5.40
300	5.40	6.50
400	6.50	8.35
500	7.55	9.15
600	8.35	10.25
700	8.90	10.80
800	9.45	11.60
900	10.00	12.15
1000	10.80	12.70
2000	19.15	23.50
3000	28.00	34.55
4000	36.75	45.35
5000	45.35	56.15

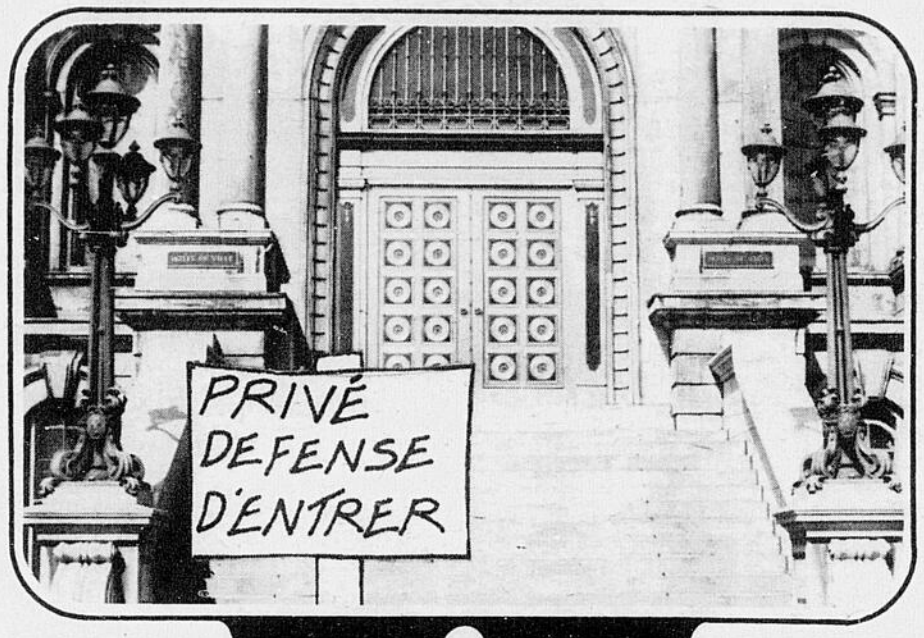
NOMINATION LA CROIX BLEUE DU QUEBEC ET LA MUTUELLE D'ASSURANCE-VIE DU QUEBEC



J.E. CAYER

L'Association d'hospitalisation du Québec, connue sous le nom de Croix-Bleue du Québec, et la Compagnie Mutuelle d'Assurance-vie du Québec annoncent la nomination de M. J.E. Cayer au poste de vice-président et contrôleur financier des deux sociétés.

M. Cayer est au service de la Croix-Bleue du Québec depuis 1950. Il a occupé plusieurs postes de direction au sein de la Croix-Bleue et de la Compagnie Mutuelle d'Assurance-vie du Québec, avant d'être nommé contrôleur financier en 1972.



- La démocratie n'existe pas à l'Hôtel de Ville de Montréal.
- Nous ne sommes jamais appelés à nous prononcer sur les problèmes qui nous touchent, comme la destruction de nos quartiers au profit de projets de prestige ou de promoteurs privés.
- Une fois élus tous les 4 ans, nos conseillers municipaux n'ont plus de comptes à nous rendre.

Le Rassemblement des Citoyens de Montréal propose:

Implanter, dans chaque quartier, des conseils de quartier constitués de délégués élus par les citoyens d'un secteur particulier du quartier. Ces conseils assureraient le lien entre la population et le conseiller. Ils seraient le lieu privilégié de discussion des questions touchant le quartier et la municipalité.

Pour changer la situation actuelle, le R.C.M. a besoin de votre appui.

Vous trouverez ci-joint un chèque au montant de. . . . .

Je suis membre du R.C.M. . . . . District. . . .Don. . . .

Nom. . . . . .

Adresse. . . . . .

Téléphone. . . . . .

RCM 1276, DORION – MTL 526-2824



(Photo: Michel Elliott)

UNE ASSEMBLEE DU RCM la semaine dernière: des jeunes de 25-30 ans et puis des rentiers... Où sont les autres?

"Une trop grande ville pour un seul petit homme"

par Robert Lévesque

Le 10 novembre ne sera qu'une étape dans l'amorce d'un vrai débat politique à Montréal. Ce ne sera pas la victoire. Tout ne se jouera pas ce jour-là.

Léa Cousineau, au cours des quinze derniers jours, a parcouru de long en large la ville de Montréal, allant d'assemblée en assemblée, pour choisir les candidats du **Rassemblement des Citoyens de Montréal (RCM)** aux postes de conseillers et pour stimuler (faire naître serait-il un mot plus juste) un regroupement des citoyens autour d'une détermination précise: abattre le régime Drapeau et redonner Montréal à ses citoyens ("Une ville pour nous").

Partout, dans Papineau, dans Saint-Edouard, dans Rosemont, devant des petites assemblées (de 30 à 50 personnes), la présidente du RCM faisait face, non pas à l'indifférence mais au désarmement. Drapeau possède, a-t-elle appris si elle ne le savait déjà, une emprise psychologique presque sans exemple sur "ses" Montréalais. Le roi Drapeau, le "père" dit-on parfois, le dictateur que l'on craint, le puissant que l'on méprise, le "chien" pour certains, le "fou" pour d'autres, mais le maire de Montréal, seul et unique, indélogeable pour l'instant. Le mur.

Léa Cousineau, infatigable, sait bien cela. A chaque fois qu'elle intervient dans ces assemblées clairsemées, elle fait bien la différence entre l'élection du 10 novembre et l'organisation des citoyens par quartiers. Il s'agit de deux étapes importantes, et non pas deux "questions" à mettre en opposition. Le 10, quelques conseillers élus pourront amener vers la population une information nécessaire sur le régime Drapeau. A partir de cela, une vie politique pourra s'implanter à Montréal, quartier par quartier et globalement.

Le goût de se réunir

Sans l'information, les Jeux du maire Drapeau, l'Expo, les promesses de l'an deux mille, tout cela apparaît, en effet, comme la garantie la plus sûre pour le président du parti Civique d'être aisément reporté au pouvoir. L'attention est ainsi habilement détournée des vrais problèmes, ceux dont l'on parle justement, à 30 ou à 40, dans les assemblées du RCM: le logement, le loisir, l'environnement, les taxes, etc.

Le mutisme des "élus" sur ces sujets, soulignait Francine LaHaye, candidate dans Saint-Edouard, a créé cette indifférence dangereuse des citoyens. Qui ouvre la porte à tous les abus. "On ne mesurera pas la victoire au nombre de conseillers élus, disait-elle dimanche dernier à la salle Christophe-Colomb, mais au goût de se réunir dans nos quartiers, pour faire surgir une vie réelle de quartier, une vie de la base. Là, la révolte contre le père pourra s'effectuer."

Un autre candidat disait, ailleurs dans Montréal, que ce n'est que dans quatre ans que le RCM aura des bases solides. "Ce qu'il faut autour de cette campagne électorale, c'est commencer à susciter une vie de quartier, amener les gens à se rencontrer et parler de leurs problèmes concrets. "Si l'on réussit ça, disait-il, une opposition naturelle va surgir face à la dictature Drapeau".

Déjà, le RCM a réussi à trouver des candidats à tous les 55 postes de conseillers dans les 19 districts de Montréal. On y trouve des universitaires, des ouvriers, une ménagère, des étudiants, bref des citoyens ordinaires, "pas des gros docteurs qu'on n'a jamais rencontrés", disait Michel Boisvert, un animateur social candidat dans Papineau.

Un seul petit homme

Règle générale, ces candidats se répartissent au niveau de l'âge, en deux groupes: ceux de trente ans et moins (le plus fort groupe) et ceux de cinquante ans. Exactement comme se répartissent les citoyens qui ont fréquenté les assemblées du RCM depuis le début de la campagne. Des jeunes, issus du PQ ou membres de syndicats, et puis des rentiers, hommes à la retraite, Montréalais de vieille souche. Entre les deux, les gens de quarante ans, rien. On ne les voit pas au RCM.

Un homme de 69 ans, dans le district Papineau, disait: "Moi, Drapeau, je l'ai haï depuis la première fois qu'il a été élu. C'est un dictateur. Il nous a apeurés en 70, les p'tits vieux avaient peur d'aller voter. Cette année, ce sera pas pareil." Une jeune ménagère de 28 ans, rappelant que Montréal possède un des plus hauts taux de mortalité infantile (29.7 sur 1,000) affirmait que "cet homme" avait créé une administration "aussi loin du monde que possible".

"Il n'est pas facile de mobiliser les gens", reconnaît Léa Cousineau. La recherche du candidat à la mairie a bien démontré ça. Mais aujourd'hui, un mois avant le vote, tout le monde est en place et tout le monde se dit, au RCM, que Montréal est une trop grande ville pour un seul petit homme.

(Photo: Michel Elliott)

POUR LES GREVISTES DE UNITED AIRCRAFT

AUTOMNE SHOW

un spectacle de solidarité 24 heures

COLISÉE JEAN BÉLIVEAU
LONGUEUIL

4 spectacles
1 assemblée syndicale

SAMEDI 19 OCTOBRE
13.30h., – minuit

DIMANCHE 20 OCTOBRE
2h. et 11h.

plus de 40 vedettes du spectacle et du disque

Le Gala des Artistes

Le Coin des Vedettes Artistiques et Sportives

Les Kiosques de Vente

Le Kiosque de la Caricature

Les talents de chez nous

Le Coin du Video

Piano-Bar

Festival du Film Téle-thon

Le Kiosque de l'Information

Un spectacle de SOLIDARITÉ
au bénéfice des grévistes de United Aircraft

ADMISSION $1.00 sur place
ou téléphonez à 679-2070

Chas. Dubois

La répression s'accentue mais...

L'Eglise chilienne a d'autres chats à fouetter...

par Pierre Julien

Chili, le conp divin, *par Ovide Bastien, Editions du Jour, Montréal.*

L'Eglise chilienne commence à s'éloigner de la junte militaire à partir du printemps 74. A l'occasion de la fête de Pâques, le cardinal Henriquez admet avoir des doutes vis-à-vis de la pureté des intentions de la junte: "... aujourd'hui nous pleurons de la douleur du père qui assiste au déchirement de sa famille, à la lutte entre ses enfants, à la mort de quelques-uns d'entre eux, à l'emprisonnement et à la souffrance de beaucoup d'entre eux". Bien sûr, le cardinal ne dénonce pas les militaires. Il ne fait que pleurer. Mais cette déclaration, tant par son ton que par son contenu, marque certainement une étape nouvelle dans les relations de l'Eglise et de la junte.

L'Eglise prend encore un peu plus de distances lors de la conférence épiscopale du 24 avril où elle exprime ses "préoccupations" devant "le climat d'insécurité et de crainte, la situation économique, l'augmentation du chômage, les congédiements arbitraires, l'absence de participation dans la réorientation du système d'éducation, le manque de protection juridique, les détentions arbitraires ou excessivement prolongées, les interrogatoires accompagnées de pressions physiques ou morales." etc.

On ne parle pas de tortures, mais de pressions. Mais on parle tout de même.

Preuves irréfutables

Le 15 mai, le journal Excelsior de Mexico publie un rapport confidentiel du Comité de coopération pour la paix au Chili. Ce rapport dresse un premier bilan de la répression et étudie d'une façon détaillée un certain nombre de cas (assassinats, tortures, viols) sur lesquels on avait recueilli des preuves irréfutables. Or ce comité est rattaché aux différentes Eglises chiliennes et est présidé conjointement par l'évêqu luthérien Helmut Frenz et l'évêque catholique Fernando Ariztia. La publication de ce texte, sans doute le plus sérieux et le plus systématique qui ait été préparé au Chili même sur la répression, ne pouvait donc manquer d'avoir un grand retentissement, surtout qu'il jouissait en quelque sorte de la caution et du sérieux de l'Eglise, par l'intermédiaire du Comité pour la paix.

Elle nie toute responsabilité

On reconnaît encore là le manque de courage de l'Eglise. Elle est consciente que les droits de l'Homme sont scandaleusement bafoués, mais elle se garde de dénoncer la junte ouvertement. Soupçonnée de non-collaboration avec la junte, elle se défend sur le fait que le Comité pour la paix n'est pas " officiellement" patronné par l'Eglise. Ensuite, le rapport a été publié par un journal mexicain à cause d'une fuite dont elle nie toute responsabilité.

Quoi qu'il en soit, même si elle enrobe ses actions d'une timidité qui frôle la lâcheté, l'Eglise catholique chilienne commence à entrouvrir la bouche. Cela constitue tout de même un bon bout de chemin par rapport à son appui inconditionnel à la junte en automne 73. Que se passe-t-il donc?

"En réalité, répond Ovide Bastien, la position politique de l'Eglise a toujours été la même: elle n'est pas fasciste (parti National) elle n'est pas socialiste (Unité populaire); elle est de centre-droite (Démocratie chrétienne). D'ailleurs la plupart des évêques, le cardinal Henriquez en tête, sont d'une façon plus ou moins avouée du parti de la Démocratie chrétienne, parti qui a prêté son alliance tactique au parti National pour renverser l'Unité populaire. Comme le parti de la DC a appuyé le PN, l'Eglise a appuyé la junte. Car la DC espérait, en échange, obtenir du nouveau gouvernement ce qu'elle n'avait pas obtenu de l'ancien. Or dans les mois suivant le coup d'Etat, le gouvernement militaire, en principe neutre, se rapproche de plus en plus des aspirations du parti National, s'éloignant d'une façon proportionnelle de celles de la Démocratie chrétienne. La position du chef de l'Eglise, d'ailleurs, s'aligne sur celle du chef de ce parti. On constate que les réserves à l'endroit de la junte qu'exprime Eduardo Frei coïncident, dans le temps, avec celles de Silva Henriquez."



L'EGLISE EST NEUTRE. La junte aussi. Elles sont faites pour s'entendre. Et elles s'entendent assez bien, merci.

Tout se tient

Dès qu'on a compris cela, tout se tient. L'Eglise catholique représente une telle puissance sociale, au Chili, que la junte ne pouvait se maintenir que grâce à son appui. Si elle l'en avait privée, l'Eglise aurait davantage favorisé l'Unité populaire que la Démocratie chrétienne. Valait donc mieux être tactiquement du côté de la junte, en attendant des jours meilleurs, comme auparavant elle était tactiquement du côté de l'Unité populaire. Or la réalité poliique des derniers mois lui interdit d'espérer des jours meilleurs. D'où ses timides prises de position. Timides parce qu'autrement, croit-elle, elle aviverait les forces de la gauche. Et alors, elle ne serait pas plus avancée que maintenant. Alors l'Eglise reste prudente; à l'image du Vatican en 1939-45 tandis qu'on enfournait des Juifs par millions. Pendant ce temps, au Chili, la répression s'accentue. Mais l'Eglise a bien d'autres chats à fouetter.

CROISIERES Travelaide — LE LUXE ET L'AMBIANCE, LE PLUS GRAND CHOIX, LES PLUS BEAUX BATEAUX

S.S. RAFFAELLO
Joignez-vous dès maintenant à ce groupe accompagné par Mme Fernande Phillie. Tél.: 845-8225. Départ de Montréal, le 12 octobre par autobus pour vous rendre directement à l'embarcadère à New York. Même service pour le retour. Escales: St-Thomas, Martinique, Grenade, San Juan. Retour, le 21 octobre.
A partir de $526

CROISIÈRE GALA MÉDITERRANÉEN
S.S. LEONARDO da VINCI
50 jours—15 escales—1000 aventures.
Joignez-vous à un groupe homogène de Canadiens français, accompagné de Montréal par monsieur André Dufresne (679-3777).
Départ, le 24 mars. Retour le 13 mai 1975. $1900 et plus.



Travelaide a des spécialistes des croisières qui se font un plaisir de donner gracieusement des conseils. Ils connaissent tous les paquebots, les escales prévues et tous les tarifs. Ils sont en mesure de faire vos réservations et de vous guider dans le choix de votre cabine.

S.S. MICHEL ANGELO
Directeur: Monsieur Lionel Savard (845-8225).
Départ de Montréal, le 12 novembre par autobus. Embarquement à New York, 9 jours. Escales à St-Thomas, à Puerto-Rico et Curacao.
À partir de $526

CROISIÈRE GASTRONOMIQUE S.S. OCEANIC
Groupe accompagné de Montréal par André Dufresne (Tél.: 679-3777). Autobus spécial directement au bateau. Le bel itinéraire: Martinique, Grenade, La Guaira, Curacao, St-Thomas.
Départ 30 novembre, retour 13 décembre. $795, $1060 et plus

CROISIÈRE DE NOËL 1974
Groupe canadien-français accompagné de Montréal par monsieur Charles-E. Pelletier. S.S. LEONARDO da VINCI, départ 24 décembre de New York: 13 jours. 5 escales: San Juan, Aruba, La Guaira, Antigua, St-Thomas.
Tarif à partir de $760 (selon la cabine choisie) comprenant le transport de Montréal à Montréal et la manutention des bagages.

AU BON ACCUEIL DES CANADIENS DEPUIS 44 ANS

TRAVELAIDE—CENTRE-VILLE
1010 ouest, Ste-Catherine, METRO PEEL — 861-7272

TRAVELAIDE—LONGUEUIL
1 PLACE LONGUEUIL — 679-3777

TRAVELAIDE - ÂGE D'OR
911 est, rue BEAUBIEN, METRO BEAUBIEN — 273-2581

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS
TRAVELAIDE Ltée
SIÈGE SOCIAL, ÉDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

TRAVELAIDE—Carrefour MT-ROYAL
4454 ST-DENIS angle MT-ROYAL, METRO MT-ROYAL — 845-8225

TRAVELAIDE—PLAZA-ST-HUBERT
911 est, rue BEAUBIEN, METRO BEAUBIEN — 273-7755

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E autoroute Entree exterieure — 687-0880

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E Autoroute — Promenade interieure — 688-5310

TOUS NOS BUREAUX OUVERTS LE SOIR JUSQU'À 9 H P.M. SAMEDI 5 H P.M. STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DE NOS BUREAUX A LAVAL ET LONGUEUIL GRATUIT ET ILLIMITÉ

Jean Kouch





New York Historical Society

DOSSIER QUÉBEC-PRESSE

A la mi-août de l'année 1619, un bateau hollandais accosta à Jamestown, dans la colonie de Virginie. Une vingtaine d'esclaves africains y étaient enchaînés à fond de cale. C'était la première fois, dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord, qu'on voyait des Noirs mis en vente publique. Le vieux contrebandier de capitaine n'éprouva aucune difficulté à écouler sa marchandise humaine. Et c'est ainsi que débuta la plus étrange colonisation des temps modernes, celle des Africains arrachés à leur continent d'origine pour servir leurs nouveaux maîtres américains.

L'ÉTRANGE HISTOIRE DES NOIRS AMÉRICAINS

Texte Robert-Maurice Migner
Maquette Denis Lefebvre
(Tous droits réservés)

L'INSTITUTION DE L'ESCLAVAGE

Les premiers Noirs débarqués sur le sol de la future République des Etats-Unis d'Amérique ne furent pas traités en esclaves, dans le sens usuel du mot. La couleur de leur peau ne les mit pas à l'écart, dès le début, de la société coloniale blanche. Les colonies avaient besoin d'une main-d'oeuvre abondante et elles acceptaient quiconque possédait un bon bras et quelque santé. Rappelons que près de la moitié de ceux qui peuplèrent les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord débarquèrent sur le continent de la liberté liés par des contrats de travail ou de dépendance, se vendant souvent pour le prix du transport. Certains étaient des repris de justice, des bandits de grand chemin ou des débiteurs insolvables, d'autres avaient été kidnappés en Angleterre, embarqués de force et vendus à leur arrivée. La situation des Africains n'était donc pas tellement différente de celle de ces immigrés. A l'origine, les classes économiques et non la couleur de la peau déterminaient la nature des contacts sociaux. Il y avait la classe dominante coloniale, d'une part, et la main-d'oeuvre servile, d'autre part, avec, comme groupe social tampon, une classe moyenne austère, laborieuse et religieuse qu'on retrouvait surtout dans les colonies du Nord et du Centre. Dans le Sud, les ouvriers blancs et noirs labouraient et récoltaient ensemble; ils passaient leurs loisirs en commun et souvent ils étaient appelés à cohabiter et à se marier. Et rien au départ n'interdisait ce type de rapports.

C'est durant la seconde moitié du XVII siècle que s'opéra la différenciation entre serviteurs blancs et noirs. Dans certaines régions, la population noire augmentait beaucoup plus rapidement que la blanche. Ainsi, en Virginie, en 1620, il y avait 2,200 habitants dont une vingtaine de Noirs; en 1700, il y avait 58,560 Blancs et 16,390 Noirs! La classe des maîtres s'inquiéta de cette augmentation et surtout du statut des enfants issus d'unions entre Noirs et Blancs. Les propriétaires décidèrent de consolider leur emprise. En 1662, les Virginiens résolurent le problème: le statut de la mère déterminerait celui de l'enfant. Tout nouveau-né issu d'un père blanc libre et d'une mère esclave était réputé esclave. Cinq ans plus tard, la Virginie apporta une solution à l'épineux problème du baptême. Ce sacrement administré à un esclave ne modifierait en rien son statut. Vers la fin du siècle, la plupart des colonies esclavagistes avaient clairement pris position: le Noir était déclaré esclave à vie tandis que le Blanc ne l'était qu'à terme. Les mariages mixtes furent interdits et punis sévèrement, surtout l'union d'un Noir et d'une Blanche.

A l'époque de la Guerre d'indépendance, beaucoup d'Américains, surtout du Nord où l'esclavage n'était guère répandu, s'attendaient à voir cette institution disparaître en l'espace d'une génération. Le déclin de la production de tabac et d'indigo dans le Sud, croyaient-ils, allait rendre superflue la main-d'oeuvre servile. D'autre part, tout en protégeant l'esclavage existant, la nouvelle Constitution, par son paragraphe 9 de l'article 1, prévoyait l'interdiction de la traite des Noirs pour l'année 1808. Mais, en 1793, l'inventeur Eli Whitney mit au point l'égreneuse qui permit de séparer facilement les grains de coton de leurs fibres. Cette invention et la demande de coton de la Grande-Bretagne donnèrent un nouvel essor à l'économie agraire du Sud. Le coton promettait une récolte facile et les esclaves noirs pouvaient supporter ce travail pénible sous un climat très chaud. Les Sudistes se lancèrent dans l'aventure cotonnière et n'acceptèrent plus l'idée d'une disparition progressive de l'esclavage. Après 1808, la traite des esclaves fut interdite par le Congrès mais une contrebande très active se poursuivit continuellement. La Virginie et le Maryland se transformèrent en marchés intérieurs d'esclaves, dirigeant les Africains vers les régions cotonnières du Sud. Le nombre des esclaves augmenta prodigieusement, passant d'un million en 1800 à quatre millions et demi à la veille de la Guerre de Sécession.

LE MOUVEMENT ABOLITIONNISTE

Durant la première moitié du XIXe siècle, le Nord des Etats-Unis, et surtout la Nouvelle-Angleterre, fut secoué par un puissant courant humanitaire. Certains réformateurs s'en prirent aux vices du système pénitentiaire tandis que d'autres s'attaquèrent à la réforme et à la généralisation de l'éducation ou entreprirent des campagnes antialcooliques. On se lança dans ces croisades avec fougue et passion. Rien n'échappa à l'oeil inquisiteur de ces progressistes. Leur cible favorite devint rapidement l'institution de l'esclavage. Un pays chrétien et démocratique, soutenaient-ils, ne pouvait tolérer un tel cancer. Les abolitionnistes entreprirent de persuader leurs concitoyens de mettre un terme à cette forme primitive d'exploitation d'êtres humains.

La campagne abolitionniste souleva l'ire des sudistes qui se voyaient aux prises avec un double problème. D'une part, l'augmentation démographique de la population africaine en esclavage nécessitait un contrôle de plus en plus sévère. Par contre, le Sud se devait de présenter l'esclavage sous un jour favorable en raison des incessantes campagnes abolitionnistes. William Lloyd Garrison, le plus violent des abolitionnistes, attaquait régulièrement l'esclavage par la voix de son journal, **The Liberator.** Le livre de l'écrivain abolitionniste Harriett Beecher Stowe, **La Case de l'Oncle Tom,** paru en 1852, devint un succès international qui porta un dur coup aux prétentions sudistes. D'autres militants organisèrent le célèbre "Underground railroad", un réseau d'itinéraires secrets et de relais clandestins qui permit à des milliers d'esclaves de s'enfuir de leurs plantations pour parvenir, sains et saufs, en des lieux plus hospitaliers du Nord des Etats-Unis ou du Canada. Souvent, ces esclaves libérés se mettaient au service de la cause abolitionniste pour militer en faveur de leurs frères toujours en captivité. Le Sud n'eut pas le choix. Il se durcit dans ses positions et accentua sa répression. Les cinquante premières années du XIXe siècle virent l'adoption de lois interdisant l'éducation des Noirs, réduisant les pasteurs africains au silence ou empêchant toute réunion de trois Noirs ou plus sans la surveillance d'un Blanc. Ces lois entérinaient le droit total du maître sur son esclave et prévoyaient généralement une série de peines pour les différents délits. A Charleston, par exemple, il était interdit aux Africains de jurer, de fumer ou de se promener avec une canne. Un peu partout dans le Sud, la musique noire naissante fut combattue sévèrement: la possession de tambours, de sifflets ou d'autres instruments de musique fut interdite. A chaque révolte d'esclaves ou aux évasions trop spectaculaires succédaient des mesures répressives. Le statut légal des esclaves ne cessa d'empirer jusqu'à la Guerre de Sécession. Mais l'esclavage des Africains en terre américaine, dans sa forme primitive, était tôt ou tard destiné à disparaître. Et ce fut la Guerre de Sécession qui en sonna le glas.

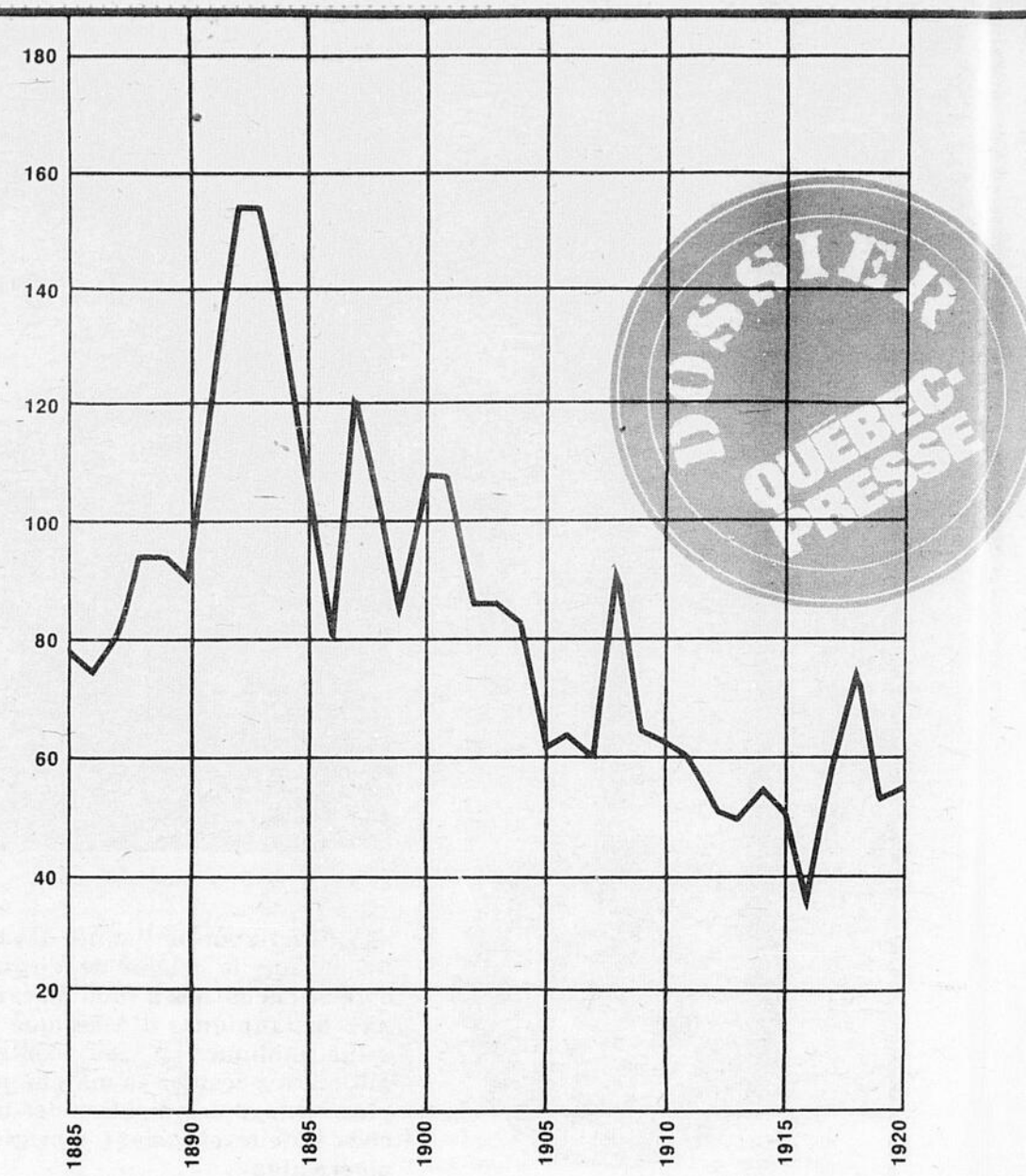
L'EMANCIPATION

Contrairement à un mythe persistant de la démocratie américaine, le président Abraham Lincoln ne lança pas ses concitoyens dans la sanglante Guerre de Sécession dans le but immédiat de libérer les esclaves. En réalité, Lincoln envoya ses tuniques bleues dans le Sud afin de maintenir l'unité territoriale des Etats-Unis sérieusement menacée par la sécession des Etats sudistes. La Guerre de Sécession était la conclusion armée d'un demi-siècle de luttes politiques pour le contrôle des nouveaux Etats qui entraient dans l'Union américaine. Ces Etats étaient convoités par le Sud qui désirait en faire des régions esclavagistes et par le Nord qui épousait la thèse contraire. Comme l'a souligné avec pertinence Karl Marx, alors correspondant de presse aux Etats-Unis, il ne s'agissait pas, pour Lincoln, d'émanciper ou non les esclaves au sein des Etats esclavagistes existants mais le problème était de savoir si vingt millions d'hommes libres, vivant dans une société industrielle, le Nord, allaient se laisser dominer plus longtemps par une oligarchie de trois cent mille esclavagistes du Sud et si les immenses territoires de la République américaine allaient servir de serres chaudes au développement d'Etats libres ou esclavagistes.

C'est le 1er janvier 1863, soit deux ans après le début des hostilités, que le président Lincoln proclama l'émancipation des esclaves. Il répondait alors aux exigences de l'opinion publique du Nord qui voyait dans cette libération un but ultime de cette guerre atroce et aux conseils des militaires qui pensaient désorganiser le Sud en provoquant des révoltes et des fuites massives d'esclaves des Etats Confédérés. Le 18 décembre 1865, sept mois après la capitulation de la dernière armée sudiste, l'émancipation générale des esclaves des Etats-Unis fut officiellement proclamée sous la forme du fameux 13ième amendement à la Constitution. Une ère nouvelle sembla alors commencer pour les Noirs américains.

LES LOIS JIM CROW ET LES DEBUTS DE LA SEGREGATION CONTEMPORAINE

Après deux siècles de servitude, la situation des Afro-Américains n'était guère reluisante. L'esclavage leur avait fait oublier leurs langues et coutumes d'origine et ils avaient été forcés, souvent par le fouet ou le châtiment, d'adhérer aux valeurs culturelles de leurs maîtres. Cette forme particulière de colonisation, beaucoup plus odieuse, par ses conséquences, que le type classique, avait laissé une marque profonde, indélébile à court terme, dans la mentalité collective des Africains. On était allé les chercher au coeur de l'Afrique, on les avait embarqués sur des rafiots infects, entassés et enchaînés à fond de cale et souvent jetés sans pitié à l'océan si la vigie avait aperçu le mât d'un navire de patrouille. Leurs maîtres les avait fait travailler jusqu'à l'épuisement. On avait brisé les familles, les chefs naturels et les aspirations. Et maintenant, dans un grand geste humanitaire, on les libérait, sans terres et sans argent. "Vous êtes libres", leur affirma-t-on joyeusement. Libres, en réalité, de crever de faim et de se prolétariser. L'histoire moderne des Afro-Américains commençait définitivement très mal.



Lynchages de Noirs aux USA

DOSSIER QUEBEC PRESSE

Au lendemain de la guerre civile, des milliers de Noirs, chassés par la guerre ou en migration, erraient dans le Sud en quête d'un gîte et d'un travail. Dès l'automne 1865, les Etats sudistes votèrent des lois contre ce "vagabondage". Dominé par des républicains farouchement abolitionnistes, le Congrès intervint alors rapidement pour empêcher ce qui ressemblait fort à un sabotage de l'émancipation et vota des lois qui placèrent les Etats sudistes sous occupation militaire. Les soldats du Nord reçurent l'ordre d'inscrire les hommes en âge de voter sur les listes électorales et la plupart des Noirs, pendant quelques années, purent exercer leur droit de suffrage. En mai 1868, tous les Etats du Sud adoptèrent, sous l'influence de ce nouvel électorat, des constitutions donnant le droit de vote aux Noirs. D'autre part, les trois amendements dits de la Reconstruction donnaient au Congrès le pouvoir de les faire appliquer par la législation; de 1866 à 1875, sept lois furent votées à cet effet. Déjà, en mars 1865, le Bureau des Affranchis avait été fondé afin de venir en aide aux esclaves libérés qui vivaient dans la misère. Toute cette législation visait à protéger les Noirs contre toute forme d'intimidation, à rendre effectif leur droit de vote, à leur permettre d'acquérir quelque propriété et de ne pas être astreints au travail forcé. C'est à cette époque que le président Andrew Johnson, successeur de Lincoln assassiné le 14 avril 1865, entra en conflit avec le Congrès qui entama une procédure d'impeachment contre le président trop concilliant qui évita la condamnation par la marge d'une seule voix sénatoriale. Durant ces années de Reconstruction, le Sud reçut la visite de milliers de Nordistes, les uns militants abolitionnistes et les autres authentiquement arrivistes et profiteurs, qui s'emparèrent de la politique locale. On les surnomma "carpetbaggers" parce qu'ils s'amenaient au pays de Dixie, raconte la légende populaire, avec un vieux tapis roulé en guise de valise. Les Sudistes qui collaborèrent avec le Nord pour aider les anciens esclaves furent baptisés "scalawags". L'action des "carpetbaggers" et des "scalawags" laissa un souvenir amer dans les Etats vaincus.

Sur le plan économique, la situation des Noirs évolua dans deux directions différentes, selon que les anciens esclaves vivaient dans les villes ou en milieu rural. Dans les zones urbaines, les Noirs durent accepter les emplois les moins rémunérés et les moins prestigieux. Employés d'entretien, domestiques ou manoeuvres, le plus souvent journaliers, tels étaient les postes de sous-prolétaires offerts aux Afro-Américains. D'une manière générale, la femme noire avait beaucoup plus de facilité à travailler que son époux, surtout en tant que cuisinière ou domestique. Un matriarcat économique se dessina lentement dans la société noire: la femme gagnait une maigre pitance au service de maîtres blancs tandis que l'homme, plus souvent qu'à son tour en chômage, demeurait dans le quartier – le ghetto – à bavarder avec ses

amis. L'alcoolisme devint une plaie généralisée tandis que la famille noire, déjà des plus fragiles à l'époque de l'esclavage, se maintint, en tant qu'institution, dans l'insécurité la plus complète. Seuls, quelques rares individus accédaient au statut de classe moyenne grâce à un commerce ou une entreprise qui survivait par le patronage afro-américain, comme des salons de coiffure ou des entreprises de pompes funèbres. C'est ainsi qu'une petite bourgeoisie noire commençait à se tailler une place étroite dans la structure sociale. A la campagne, les Noirs qui avaient obtenu une terre après la guerre ne purent trouver le crédit nécessaire à l'exploitation rentable de leur entreprise que chez le marchand général du village, la plupart des banques rurales sudistes refusant de leur avancer de l'argent. Les Noirs durent emprunter sur leurs futures récoltes et s'engagèrent à n'acheter leurs marchandises que chez le commerçant qui avait accepté de leur prêter. La plupart des Afro-Américains se trouvèrent prisonniers de ce système d'endettement qu'on baptisa "debt peonage". Une mauvaise récolte et le pauvre cultivateur de coton voyait sa dette considérablement augmentée et les chances de s'en sortir de plus en plus minces. C'est ainsi qu'urbains ou ruraux, les anciens esclaves trouvèrent un goût assez amer aux fruits de la liberté.

Dans le domaine politique, les troupes fédérales se retirèrent du Sud en 1877 tandis que les abolitionnistes se firent de plus en plus rares et de plus en plus vieux. Les Sudistes en profitèrent pour priver la population noire du droit de vote et établir un système de ségrégation généralisée. Après 1877, les Etats du Sud votèrent des lois destinées à écarter les Noirs du bureau de votation. Dans certains Etats, on exigeait des Noirs une connaissance académique de la Constitution américaine, épreuve que peu d'Africains réussissaient. Ailleurs, on mit de l'avant la célèbre "grandfather clause" qui privait du droit de voter quiconque avait eu un grandpère esclave! Les Etats sudistes rivalisèrent d'imagination dans le domaine peu louable de la discrimination. Les législatures ratifièrent des lois ségrégationnistes, les lois Jim Crow, qui séparèrent les Blancs des Noirs dans les transports en commun, les restaurants, les écoles, les cafés, etc. Une société secrète raciste, le Ku Klux Klan, se chargea d'intimider, par la violence et la terreur ceux que les lois n'avaient pu éloigner de la boîte de scrutin. Le nombre de lynchages grimpa en flèche. En 1896, la Cour Suprême des Etats-Unis, cette vénérable institution, rendit l'un des jugements les plus inconcevables de son histoire. Dans la cause **Plessy-vs-Ferguson,** les juges institutionnalisèrent la ségrégation en approuvant le principe du "separate but equal". Selon les juges, la séparation des races n'entrainait pas l'infériorité de l'une des deux races! Cette douteuse interprétation constitutionnelle demeura dans les codes de loi jusqu'en 1954.

LES PREMIERS CHEFS DE FILE: DOUGLASS, WASHINGTON, DUBOIS

De 1850 à 1920, trois leaders s'imposèrent successivement comme chefs de file des Afro-Américains. Frederick Douglass (1817-1895), un ancien esclave enfui du Maryland, se dévoua corps et âme à la cause abolitionniste et devint le premier véritable porte-parole de la communauté noire. Il publia trois journaux le **North Star,** le **Frederick Douglass's Paper** et le **New National Era**. Mais après la Guerre de Secession, sa popularité baissa parmi la population noire. L'oeuvre de sa vie, l'émancipation, était chose accomplie et ses discours ne trouvèrent plus le même écho dans l'ambiance nouvelle. De plus, la société blanche l'avait accablé d'honneurs et de postes prestigieux. Certains Africains qualifièrent Douglass de collaborateur. Et comme pour donner raison à ses détracteurs, Frederick Douglass servit comme ministre des Etats-Unis à Haiti de 1889 à 1891 où il s'identifia très nettement avec les intérêts de l'impérialisme américain aux Antilles. C'est Booker T. Washington (1856-1915) qui lui succéda comme chef spirituel. Washington oeuvra au moment où les lois Jim Crow s'accumulaient en érigeant le mur de la ségrégation. Washington, un mulâtre né esclave, proposa aux Noirs de s'instruire et d'apprendre des métiers spécialisés qui leur permettraient de concurrencer les Blancs et de gagner leur respect. Washington était en quelque sorte un timoré. Il demandait aux Noirs de ne pas combattre pour leurs droits politiques mais d'essayer d'élever leur niveau de vie par la formation professionnelle. Washington visait à améliorer au maximum la condition matérielle de ses frères tout en s'accommodant prudemment de la situation d'infériorité que la société américaine assignait aux Noirs. Pour atteindre ses objectifs, Washington fonda l'Institut de Tuskegee, un centre de formation professionnelle qui acquit rapidement une grande réputation parmi la population afro-américaine. Booker T. Washington résuma ses idées dans son célèbre discours d'Atlanta, prononcé en 1895, sur le thème du "New Negro". Ce compromis d'Atlanta eut un énorme retentissement partout aux Etats-Unis et les philanthropes blancs versèrent généreusement à la caisse de l'Institut de Tuskegee. Mais quelques années plus tard, un jeune militant noir, W. Burghardt Du Bois (1868-1962), un des rares Africains à avoir pu accéder à l'université, contesta



Time-Life

Marcus Garvey (1887-1940)



E.U. Essien - Udom

Elijah Muhammed



Malcom X

énergiquement la philosophie de soumission de Washington. Témoin des nombreux lynchages et de la ségrégation généralisée, Du Bois affirmait qu'un peuple privé de ses droits politiques ne pouvait espérer améliorer son niveau de vie. Dans son livre **The Souls of Black Folk** (1903), un essai historique et sociologique sur les Afro-Américains, il recommanda vivement aux siens de combattre pour leurs droits. En 1908, il participa au mouvement du Niagara qui aboutit, l'année suivante, à la fondation de la **National Association for the Advancement of Colored People** (NAACP), un organisme appelé à jouer un grand rôle dans la lutte pour les droits civiques durant les décennies suivantes. Après la Première Guerre mondiale, lors des négociations de Versailles, Du Bois organisa, simultanément à la conférence officielle, une réunion de délégués du Tiers-Monde, effectuant le lien, pour la première fois, entre la colonie intérieure des Afro-Américains et les colonies "classiques" d'Afrique et d'Asie. Guidés par Du Bois, les délégués coloniaux exigèrent la liberté pour leurs peuples opprimés et le retrait des puissances européennes de la scène coloniale. Du Bois ne jouit pas de la même popularité que Douglass et Washington auprès des Noirs américains. Piètre orateur, il était surtout un homme de pensée. Mais ses idées influencèrent profondément la philosophie contestataire et progressiste afro-américaine du XXe siècle. C'est pourquoi Du Bois peut être qualifié, à juste titre, de premier chef spirituel moderne de la nation afro-américaine.

L'EXODE VERS LE NORD, LE GARVEYISME ET LA NATION D'ISLAM

Ecrasés par une ségrégation raciale plus violente que jamais, ruinés par l'accumulation de leurs dettes et les ravages de l'anthonome (**boll-weevil,** un insecte qui s'attaque au coton), les Noirs du Sud en vinrent à considérer le Nord comme un paradis terrestre et commencèrent une gigantesque migration vers les villes septentrionales où ils croyaient trouver du travail et du respect. De 1916 à 1918, on estime que plus de 500,000 Noirs du Sud émigrèrent vers les centres urbains du Nord. En quelques décennies, plusieurs millions d'Afro-Américains traversèrent la ligne Mason-Dixon à la recherche d'un niveau de vie plus décent. Cependant, la ville leur apparut rapidement comme un mirage. Une ségrégation raciale plus subtile mais tout aussi efficace les y attendait. Le travail était difficile à trouver. Les syndicats ouvriers, très souvent, refusaient de les admettre. Les propriétaires d'immeubles leur refusaient le bail. Les Afro-Américains durent s'entasser dans des quartiers qui, à cause de la négligence des autorités municipales et du faible revenu de ses habitants, devinrent vite d'infects ghettos. C'est dans ce contexte qu'apparurent et se développèrent deux mouvements nouveaux, caractéristiques de cette nouvelle époque de l'histoire afro-américaine: le mouvement de retour en Afrique de Marcus Garvey et la Nation d'Islam, diffusée par Elijah Muhammed.

Jamaïcain d'origine, Marcus Garvey (1887-1940) est considéré comme le père du mouvement nationaliste noir aux Etats-Unis. Son projet était de rapatrier ses concitoyens en Afrique. Pour réaliser son ambition, il fonda, en 1918, l'**Universal Negro Improvement Association**. Il recueillit les fonds suffisants pour acheter quelques vieux bateaux qui composèrent sa **Black Star Line.** Garvey s'adressait surtout aux masses noires qui adoraient l'entendre exalter la négritude. Cependant, l'intelligentsia afro-américaine voyait en lui un vulgaire démagogue, affublé d'un uniforme d'opérette. Beaucoup de Noirs ne voulaient rien entendre d'un retour en Afrique, se considérant comme des Nord-Américains authentiques. En 1922, Garvey fut condamné à cinq ans de prison pour escroquerie postale dans ses tractations financières. Libéré deux ans plus tard, il fut exilé aux Antilles. Il mourut à Londres, en 1940, dans l'oubli le plus total. Arriviste pour les uns, prophète pour d'autres, Marcus Garvey n'en fut pas moins le premier leader afro-américain à établir une authentique communication avec



Mathew Lewis

Martin Luther King (1929-1968)

les masses et à leur faire prendre conscience et fierté de leurs origines africaines.

Au début des années '30, un prophétique orateur, W.D. Fard, entreprit de révéler au peuple afro-américain le message de liberté d'Allah. Ce fut le début de la religion mahométane afro-américaine. Fard fut rapidement remplacé comme prophète par un énigmatique prédicateur, Elijah Muhammed, qui réussit, en l'espace d'une vingtaine d'années, à convertir plusieurs dizaines de milliers de ses compatriotes à la Nation d'Islam. La théologie de la Nation d'Islam, souvent obscure, dénonçait les injustices dont étaient victimes les Noirs des Etats-Unis. A l'origine, racontait le Prophète, les Noirs étaient la race dominante dans l'univers. Mais ils avaient trop péché et Allah les avait condamnés à subir le joug des hommes blancs pendant quelques millénaires. Mais cet âge de châtiment achevait et les Noirs, bientôt, devaient reprendre leur statut de race supérieure. La Nation d'Islam valorisait la stabilité familiale, interdisait l'alcool, obligeait les époux à se respecter jusque dans leurs moindres paroles. En réalité, cette religion s'attaquait aux vices sociaux des ghettos et s'efforçait de rendre leur dignité d'hommes libres à tous ses adeptes. De là le succès des mosquées dans les ghettos afro-américains. Profondément nationaliste, la Nation d'Islam refusait les Blancs. Les "Black Muslims" furent le premier groupe afro-américain à affronter les tactiques de harcèlement systématique des corps policiers. La secte eut ses vedettes, comme le boxeur Cassius Clay, rebaptisé Muhammed Ali, et le bras droit d'Elijah Muhammed, Malcom X, qui rompit avec le Prophète en 1964 parce qu'il avait conseillé aux Noirs des Etats-Unis de reconquérir leurs droits par la force. Les "Black Muslims" ne firent jamais campagne pour les droits civiques et pour l'intégration. Ils condamnèrent la ségrégation, car elle impliquait la prétendue supériorité des Blancs. Mais ils rejettaient aussi l'intégration parce que la race noire, la race dominante et pure à l'origine, ne devait pas se contaminer au contact des Blancs, inférieurs et impurs. Le rôle de la Nation d'Islam dans les ghettos fut immense. Tout en glorifiant elle aussi la négritude, cette religion afro-américaine s'est distinguée par sa détermination à réformer en profondeur la société noire américaine. A cause de la peur qu'elle provoqua chez les Blancs et par la fierté nationale qu'elle inculqua aux Afro-Américains, la Nation d'Islam s'est avérée la première forme authentique du **Black Power** contemporain.

LE MOUVEMENT POUR LES DROITS CIVIQUES

En 1954, les juges de la Cour Suprême, guidés et influencés par la forte personnalité du juriste libéral Earl Warren, renversèrent la décision de **Plessy-vs-Ferguson** de 1896 et affirmèrent que la ségrégation raciale était formellement anticonstitutionnelle. Ce jugement historique rendu dans la cause de **Brown-vs-Board of Education of Topeka** donna le signal d'un vaste mouvement pour la conquête des droits politiques, économiques et sociaux des Africains des Etats-Unis. On mena le combat sur plusieurs fronts: les transports en commun, le système scolaire, le domaine politique, le logement, bref, partout où les Noirs étaient victimes de ségrégation raciale. Le Sud fut le premier touché par cette vague de fond réformiste mais toutes les régions des Etats-Unis - car la ségrégation ne connaissait guère de frontières intérieures - virent bientôt les cohortes des militants pour les droits civiques déferler sur elles. "We shall overcome" devint la devise et la chanson thème de ceux qui voulaient appliquer dans les faits la décision de 1954.

Le plus célèbre leader de ce mouvement, le pasteur Martin Luther King (1929-1968), commença ses activités réformistes en organisant le boycott des autobus de Montgommery en Alabama, qui dura 382 jours et qui amena, en 1956, une nouvelle décision de la Cour Suprême qui interdisait explicitement la ségragation raciale dans les autobus. King fut le plus grand orateur dans l'histoire des Afro-Américains. Il avait un don extraordinaire pour soulever l'enthousiasme des foules en faveur des idéaux réformistes. Admirateur de Thoreau et de Gandhi, King utilisa tactiquement la non-violence pour forcer l'adversaire raciste à s'épuiser et à se confondre par sa propre brutalité. Prix Nobel de la Paix en 1964, le pasteur contestataire avait atteint le statut de personnalité internationale. En 1967, peu de temps avant d'être assassiné, il condamna la Guerre du Vietnam en identifiant le sort du peuple vietnamien à celui des Afro-Américains, ces deux victimes de l'impérialisme des Etats-Unis. Mais déjà King était dépassé à gauche par des militants afro-américains plus radicaux dans leurs revendications et las des coups de blessures encaissés au nom des principes de non-violence de leur chef. De plus, les grandes émeutes populaires qui ébranlèrent les quartiers noirs des grandes villes américaines de 1965 à 1967 avaient témoigné de l'exaspération des masses afro-américaines devant les lenteurs du changement social. Malcolm X (1925-1965), l'ex-"Black Muslim", Stokely Carmichael et Rap Brown, les jeunes fondateurs du **Student Nonviolent Coordinating Committee,** et plusieurs autres militants afro-américains radicalisèrent le mouvement pour les droits civiques au cri de **Black Power!** Le Pouvoir Noir et son contenu imprécis mais terrifiant pour les Blancs entraîna une répression policière implacable. Le Parti de la Pantère Noire, fondé à la fin des années '60, par les Eldridge Cleaver, Bobby Seale et cie, fut littéralement décimé par les escouades du F.B.I. **(Federal Bureau of Investigation)** qui organisèrent des coups montés et des scénarios pour inculper ces "ennemis publics". La période répressive aiguë se termina en 1971-1972 alors que les "Black Panthers" renoncèrent à toute forme de violence, même défensive, et après qu'un jury californien entièrement composé de Blancs eut acquitté la jeune philosophe Angela Davis accusée de complicité de meurtre. Depuis cette époque, les Black Panthers continuent à oeuvrer dans les quartiers populaires en animant des comités de citoyens ou en organisant des cliniques populaires. Leur action n'offre aucun spectacle palpitant mais n'en demeure pas moins des plus efficaces.

EN GUISE DE BILAN: LE PROBLEME DU BUSING

Le mouvement pour les droits civiques a atteint plusieurs de ses objectifs, surtout au niveau de l'égalité politique. Cependant, les partisans de l'intégration scolaire, pour arriver à une répartition plus équitable des ressources humaines et physiques des écoles des grandes villes, se sont appuyés sur des textes de loi pour mettre de l'avant la méthode du busing. Ce système de transport par autobus des enfants noirs et blancs de la même agglomération urbaine vers différents locaux scolaires, permettait, en mélangeant enfants et professeurs des deux races, d'améliorer la qualité de l'enseignement prodigué à la minorité afro-américaine. Le busing fut appliqué dans plusieurs villes. A Passadena, en Californie, ce fut un franc succès tandis que les parents de Pontiac, banlieue de "hard hats" de Détroit, s'opposèrent violemment à ce système. A South Boston, les parents blancs manifestent actuellement contre le nouveau programme de busing. Mais cette méthode est jalousement défendue par ses promoteurs, toujours convaincu de son efficacité. Comment, en effet, en arriver à une certaine forme d'égalité socio-politique si les écoliers afro-américains sont condamnés à étudier dans des locaux sales et désuets, guidés par un corps professoral souvent moins qualifié qu'à l'école blanche de la banlieue voisine? Les Afro-Américains n'ont pas terminé leur combat pour l'égalité. De nombreux secteurs demeurent encore de véritables champs de bataille: le logement, le travail, la santé, l'éducation. C'est dans ces voies que s'engagent résolument les patriotes afro-américains de 1974 qui livrent une des plus étranges guerres d'indépendance nationale de l'histoire moderne.

APPENDICE **Quelques ouvrages en langue française sur les afro-américains**

ALLEN, Robert L. **Histoire du mouvement noir aux Etats-Unis.** Deux volumes. Paris: Maspéro, 1971.

APTHEKER, Herbert. **Histoire des Noirs aux U.S.A.** Paris: Editions sociales, 1966.

CLEAVER, Eldridge. **Panthère noire.** Paris: Seuil, 1970.

FABRE, Michel. **Esclaves et planteurs.** Paris: Julliard, 1970.

FABRE, Michel. **Les Noirs américains.** Paris: Armand Colin, 1970.

FRAZIER, Franklin. **Bourgeoisie noire.** Paris: Plon, 1955.

HOGDSON, Godfrey. **Carpetbaggers et Ku-Klux-Klan.** Paris: Julliard, 1966.

KING, Martin Luther. **Combats pour la liberté.** Paris: Payot, 1968.

KING, Martin Luther. **La Seule Révolution.** Bruxelles: Casterman, 1968.

KING, Martin Luther. **Révolution non violente.** Paris: Payot, 1965.

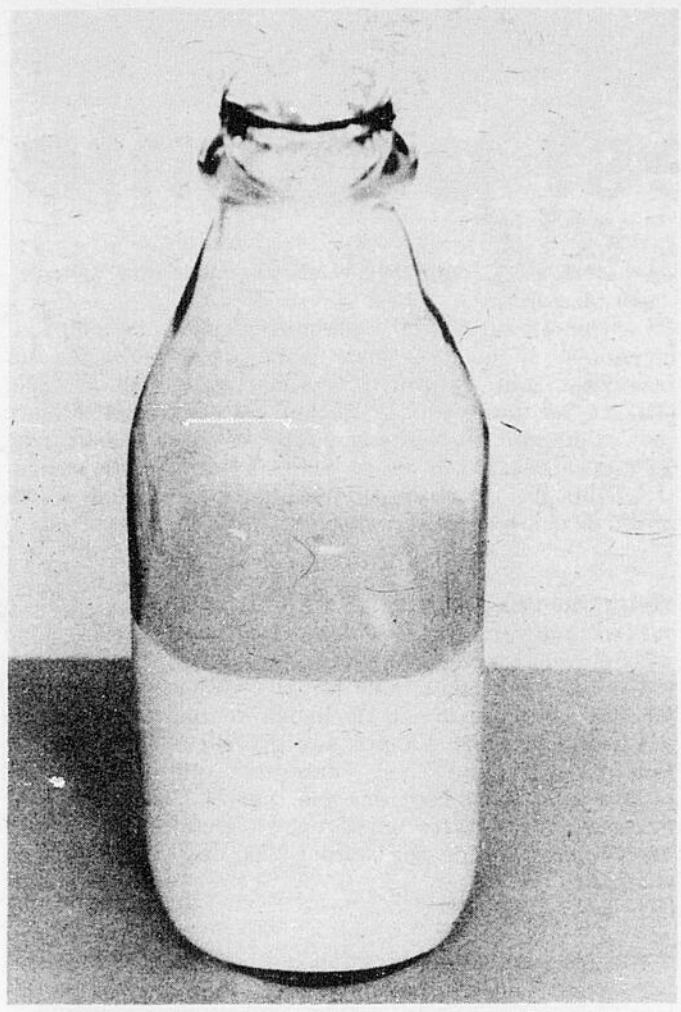
MALCOLM X. **Le Pouvoir Noir.** Paris: Maspéro, 1968.

MASNATA, François. **Pouvoir blanc, révolte noire.** Paris: Payot, 1968.

SCHOELL, Franck L. **Histoire de la race noire aux Etats-Unis du XVIIe siècle à nos jours.** Paris: Payot, 1959.

DE TOCQUEVILLE, Alexis. **De la Démocratie en Amérique.** Paris, 1835. Autres éditions. Chapitre X: Quelques considérations sur l'état actuel et l'avenir probable des trois races qui habitent le territoire des Etats-Unis.

QUEBEC-PRESSE, 13 OCTOBRE 1974



UNE NOUVELLE HAUSSE du prix du lait est à prévoir suite à l'intention exprimée par le fédéral de ne pas renouveler la subvention annuelle de $108 millions aux usines de traitement.

(Photo: Michel Elliott)

La hausse du prix de lait

Résignation, résignation...

par Geneviève Manseau

Le lait, cet élément de base de notre alimentation, deviendra-t-il un produit de luxe? La question se pose d'autant plus qu'il n'y a pas de raison que l'escalade des prix s'arrête en si bonne voie. S'il a fallu vingt ans (entre 1950 et 1970) pour voir majorer de $0.09½ la pinte de lait nature, trois ans (de 1970 à 1973 ont suffi à la faire augmenter de $0.06 et un seul (1973-'74) à la hausser de $0.11.

Bien conditionné par les savants rapports des experts qu'il finance de ses deniers, le consommateur encaisse une fois de plus. A qui irait-il se plaindre: il n'a accès aux instances dont dépend le prix du lait - la Régie des marchés agricoles - que lors de consultations fort contestables, dénoncées par des organismes indépendants tels les ACEF (Associations coopératives d'économie familiale) et l'IPIC (Institut de promotion des intérêts du consommateur) pour "leur caractère faussement ouvert et démocratique". De tous les intérêts en présence, les siens sont les moins bien défendus; son langage de profane n'est pas entendu.

Les producteurs se débrouillent

Les producteurs à la ferme, il est vrai depuis trop longtemps les plus défavorisés des salariés, ont démontré qu'ils savaient se battre pour faire triompher leurs revendications. A l'autre bout de la chaîne, l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADA) commence à s'imposer comme un partenaire important de l'industrie laitière dont on ne peut ignorer les arguments: accroissement du coût des comptoirs réfrigérés et du nombre d'heures de la journée de travail affectées à la vente des produits laitiers. Mais ce sont encore les industriels responsables de la transformation qui accumulent les données comptables les plus impressionnantes; il leur faut, proclament-ils, faire face aux hausses dans le domaine de l'énergie et de l'emballage, récupérer leur "manque à gagner" au niveau des salaires de leurs employés à indexer...

Une autre augmentation?

Tels sont les trois intermédiaires auxquels la Régie des marchés agricoles a voulu donner satisfaction en consentant une augmentation minimale de $0.04 la pinte. Comme M. Trudeau n'a pas l'intention de maintenir la subvention annuelle de $108 millions versée jusqu'à présent aux usines de traitement, le consommateur doit se résigner à débourser davantage dans un avenir proche. Se résigner, avec, pour tout espoir, les hypothétiques résultats du plan de développement agro-alimentaire intégré de M. Toupin, le ministre québécois de l'Agriculture. Se résigner, avec, pour toute consolation, les voeux pieux et les exhortations à la sérénité de Mme Plumptre, qui lui coûtent $40,000 par année.

Car il a toutes les vertus, le consommateur.

Laine Paul Grenier enrg.

cours de tricot et de macramé



- spécialité
laine du Québec
laines canadiennes
et importées —
fil Phentex
canevas à petits
points - services
d'encadrements

5600 Est, Boul. Henri-Bourassa
Montréal H1G 2T3
Tél.: 325-4466

2301 Est, rue Fleury
Montréal H2B 1K8
Tél.: 388-9154

MONNAIES DEMANDEES
1966 ET MOINS

10¢ ..... 17.
25¢ ..... 42.2¢
50¢ ..... 85¢
10¢ et 25¢ en argent 1967-1968 15%

DOLLAR ARGENT

1935-36-37-49 ..... $10.00
1938-46 ..... $15.00
1945-47 ..... $40.00
1943 ..... $300.00
1939-50-54-55-56-58 ..... $4.00
1951-52-57 ..... $3.00
1953-59 à 67 ..... $2.00

AMERICAIN 1964 ET MOINS

10¢ ..... 20¢
25¢ ..... 50.
50¢ $1.00

DOLLAR ARGENT $4.00

ACHETONS
MONNAIE OR ET ARGENT
DE TOUS LES PAYS

BOUTIQUE D'ARGENT
7237 ST-HUBERT, MTL
276-2963
APRES 10 H 30 A.M.

SPÉCIALISTE
Meubles non peints
Matelas

Votre choix de grandeur et qualité

Tables - chaises Bibliothèques Cubes

Berçante Pupitres Commodes lampes etc. etc.

Sur mesure si désiré

Coin de Gaspé
207 Beaubien Est
276-9067
André D. Legault Meuble Ltée

Coin St-Antoine
790 Atwater
935-6716
Le Centre de Matelas, Atwater Inc.

RASSEMBLEMENT DES CITOYENS DE MONTREAL

COTE
YVES NORMANDIN
NICK AUF DER MAUR
SYLVIA KISSIN
NEIGES

nous vous invitons

jeudi 17 oct. 20:30

A UNE SOIREE BENEFICE POUR FAIRE SORTIR DES HOMMES DE PAILLE A DRAPEAU DE L'HÔTEL DE VILLE ET POUR FAIRE ELIRE DES "VRAIES" CONSEILLERS MUNICIPAUX

Hôtel Mont Royal
Grand Ballroom



CONTRIBUTION $5.00 . RETRAITES UN BILLET D'AUTOBUS -

Le Conseil du Travail de Montréal

L'aile gauche de la FTQ est patiente

par Louis Fournier

"Il va falloir dire quels sont nos besoins comme travailleurs et, à partir de là, décider quel parti nous allons appuyer. Tranquillement, ça pourra nous amener à la fondation d'un parti des travailleurs".

Marcel Perreault est président du **Conseil du travail de Montréal,** une région qui englobe 60% des effectifs de la FTQ au Québec. C'est aussi le leader du syndicat des postiers de Montréal, un des éléments-moteurs de la dernière grève des postes au Canada.

L'aile gauche

Lors du congrès annuel du CTM, au début du mois, Perreault a insisté sur la solidarité syndicale qui doit conduire, dit-il, à l'engagement politique des travailleurs. C'était d'ailleurs le thème de ces assises, qui ont amené les délégués à renouveler leur appui au **NPD,** à appuyer le **Rassemblement des citoyens de Montréal** et à souhaiter que les centrales syndicales se donnent un "programme politique commun" qu'ils soumettraient à chacun des partis en temps de campagne électorale.



MARCEL PERREAULT: notre force, c'est notre nombre, à condition qu'on s'organise.

(photo Michel Elliott)

Le Conseil du travail de Montréal, c'est un peu l'aile gauche de la FTQ mais il faut bien voir que ses ressources sont dérisoires (un budget annuel de $56,000) et ses interventions encore peu pesantes. Malgré tout, Perreault et son équipe ne se découragent pas, au contraire: "Notre action politique devra être patiente, disent-ils, et tenir compte du degré actuel d'évolution de la majorité des membres".

Deux moyens concrets

Pour agir plus efficacement, le Conseil s'est donné deux moyens concrets d'action:

- **Un comité d'appui aux luttes syndicales,** qui interviendra notamment sur les lignes de piquetage et lors des manifestations d'appui aux grévistes. Au CTM, on fait remarquer qu'il est "anormal" que ce rôle soit plutôt joué, dans bien des cas, par le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, un groupe animé entre autres par l'équipe du journal "En lutte" de Charles Gagnon.

- **Un programme d'éducation** qui compte déjà un nombre record d'inscrits et qui porte sur des sujets allant de l'arbitrage des griefs à l'inflation en passant par la femme au travail et dans le syndicalisme. Ce programme servira, dit-on, à la formation d'un noyau de militants sur lesquels on pourra compter.

A quatre pattes...

Pour Marcel Perreault, "quand on réussira à avoir une véritable solidarité syndicale, il n'y aura plus de grèves qui pourriront comme à la United Aircraft. Et il faut bien se dire que lorsqu'un groupe de travailleurs perd une bataille, c'est tout le mouvement ouvrier qui se retrouve à quatre pattes! Notre force, c'est notre nombre, à condition qu'on s'organise".

Le secrétaire du Conseil, André Messier, ajoute: "Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir et beaucoup de travail à faire pour que l'ensemble des travailleurs syndiqués s'identifient en tant que groupe ayant des intérêts spécifiques à défendre. Nous ne devons pas nous retrancher derrière l'excuse que nos membres ne sont pas prêts mais il faudra analyser la portée et l'enracinement de nos gestes, en accordant une importance particulière à l'éducation politique".

Le parti fédéré...

Ce travail est évidemment indispensable si le Conseil veut avoir du succès dans ses initiatives. C'est ainsi qu'au dernier congrès de la FTQ, en décembre 1973, les délégués ont renvoyé une résolution présentée par le CTM et qui a fait un peu de remue-ménage. Et que disait cette résolution? Que la FTQ organise une conférence de représentants d'organisations intéressées à étudier la possibilité de former un "parti politique fédéré de masse des travailleurs".

Ce "parti fédéré de masse", c'est un projet mis de l'avant par le parti Communiste du Québec, qui compte des éléments actifs au sein du Conseil du travail comme Jean Paré, des Ouvriers unis de l'électricité, et Andy Manocchio, du syndicat des machinistes.

Débats plus fréquents

Au congrès de la FTQ, la résolution originale est revenue sous la forme d'une rencontre conjointe des trois centrales en vue d'élaborer un "programme politique commun". Elle a été aussi battue, de justesse, à la suite de l'intervention des militants syndicaux péquistes.

Selon Marcel Perreault, il faudrait que le CTM continue de défendre cette idée d'un programme commun des syndicats et que les débats autour de ce projet soient plus fréquents au sein du mouvement ouvrier.

Un Jarry d'gros merci



expos

La bataille secrète derrière le "scandale" des oeufs

par André Charbonneau
(Collaboration spéciale)

La Commission Plumptre de surveillance des prix s'acharne à dénoncer les offices de commercialisation des oeufs, qui seraient seuls responsables de l'inflation des prix alimentaires. Du fabriquant d'engrais ou de provendes aux détaillants, en passant par toute la gamme des intermédiaires, tout le monde ferait des profits normaux, sauf les producteurs d'oeufs! Il y a là une anomalie qui trahit une cabale plus secrète qu'on n'a pas suffisamment dénoncée.

Au Québec, par exemple, le prix payé aux producteurs d'oeufs se situe, cette année, au même niveau qu'il y a un an, soit à 61½ cents au lieu de 62, même si le coût des aliments pour la volaille a grimpé de plus de 25%. Mais il y a plus étrange encore. Même si le prix des oeufs avait doublé depuis 1973, l'indice des prix alimentaires n'aurait guère été affecté tant les dépenses pour cette denrée demeurent marginales eu égard au panier global de provisions de la ménagère.

La cause des spéculateurs

Pourtant, la commission Plumptre a consacré la moitié de ses rapports à la question des oeufs. C'est beaucoup trop, compte tenu de l'importance du produit et inutile, compte tenu de l'augmentation nulle des prix payés aux producteurs. Des millions de dollars ont ainsi été dépensés en pure perte. Pourquoi? Parce que, sous prétexte de défendre les consommateurs, la commission Plumptre a épousé la cause du groupe le plus nuisible de notre système de mise en marché: les spéculateurs.

Un économiste de la Colombie-Britannique, un certain M. Forbes, a reçu la somme de $800,000 pour analyser les systèmes de commercialisation des producteurs au Canada. Or, M. Forbes est, avec Me François Lévesque, le défenseur le plus acharné des groupes qui profitent le plus des vices du système capitaliste et l'ennemi juré de ceux qui s'efforcent de civiliser ce système au niveau de la production agricole. C'est lui qui, d'Ottawa, sous le couvert du ministère de la Consommation, dicte ses conclusions que la millionnaire Mme Plumptre reprend à son propre compte.

Le rôle des parasites

Pour bien comprendre les intérêts en jeu, précisons le rôle des parasites que sont les spéculateurs. Le spéculateur vise à profiter au maximum des variations de prix. Il achète à la baisse en situation de surproduction pour revendre à la hausse en situation de rareté. Il n'ajoute rien au produit, qu'il ne touche d'ailleurs jamais, sauf que son immense pouvoir d'achat lui permet souvent de stocker le produit visé, soit pour créer artificiellement une rareté, soit pour inonder le marché. En Ontario, on estime qu'une quinzaine de personnes sont en mesure de jouer ce jeu.

On comprend, dans ce contexte, que tout effort visant à restreindre les fluctuations qui affectent la production agricole nuit considérablement à leur pouvoir de marchandage. Comme le but premier des offices de commercialisation consiste à réduire le plus possible pareilles fluctuations, il importe pour les spéculateurs de les faire disparaître.

Une cause type

Or, l'Office de commercialisation des oeufs fut le premier à atteindre une dimension pan-canadienne. Un plan du dindon est venu s'y ajouter. Bientôt viendra le tour du poulet et (pourquoi pas?) le porc, le boeuf, etc.

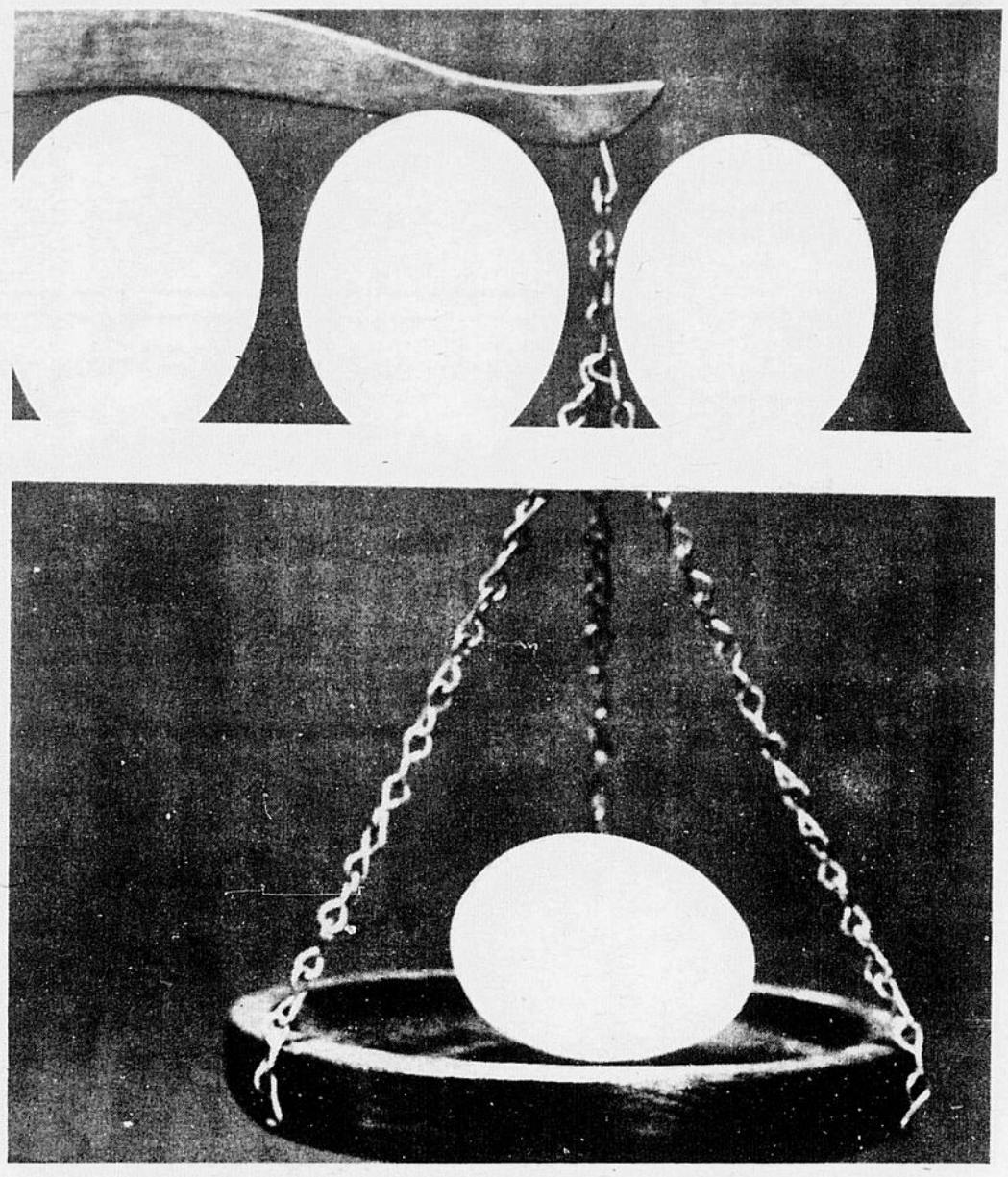
La cause contre les offices de mise en marché des oeufs, dans ce contexte, devient une cause type. On comprend, dès lors, que les spéculateurs y investissent beaucoup plus que la valeur relative du secteur des oeufs dans l'ensemble de la production agricole. Voilà la vraie bataille! Voilà la cause que la commission Plumptre a choisi de soutenir! Ainsi s'explique le fait que cette commission, officiellement dévouée aux intérêts des consommateurs, ait en réalité accordé une importance démesurée aux problèmes de la mise en marché des oeufs au Canada.

Un exemple de scandale

Veut-on un exemple des scandales que la commission Plumptre se refuse par ailleurs de dénoncer? **"La Terre de chez nous"** publie, chaque semaine, les prix payés à Montréal. Dans le numéro du 2 octobre, on note que les poules de 5 à 7 livres rapportent aux producteurs 3 (trois) cents la livre (23, il y a un an). Elles sont revendues entre 50 et 53 cents, une fois éviscérées sur le marché de gros (57, il y a un an). Le consommateur, pour sa part, paie environ 75 cents. Or, le coût de la transformation ne dépasse pas 10 cents entre la poule payée 3 cents aux producteurs et ce prix de 75 cents payé par le consommateur! Ajouton qu'achetée en conserve, la même poule coûtera $2.15 la livre et que le producteur qui désire vendre ses poules doit accepter d'être placé sur une liste d'attente, qui l'oblige à engraisser ses poules souvent pendant un mois additionnel. Tout cela pour 3 cents! La commission Plumptre s'est bien gardée de dénoncer ce scandale.

Bataille secrète

Mme Plumptre a préféré diffuser de faux problèmes: oeufs jetés, pseudo paiement des déficits par le gouvernement, etc, etc. Le président de la FEDCO vient de dénoncer cette confusion sciemment entretenue par la commission Plumptre. Le ministre Wheelan compte remettre à un comité du ministère fédéral de l'Agriculture toute la question des oeufs. Aura-t-il le courage de démasquer l'attitude de la commission Plumptre que son confrère Ouellet défend? C'est malheureusement douteux. Ainsi, la vraie bataille des oeufs risque de demeurer secrète encore bien longtemps.



ON SPECULE sur les oeufs comme on spécule sur l'or.

Ça coûte $1 million à l'Hydro, mais...

L'armée canadienne aura des cartes compréhensibles

(par J.K.) L'Hydro-Québec est en train de dépenser la somme d'un million de dollars, pour la fabrication de cartes à l'usage de... l'armée canadienne!

Il se passe ceci: en 1970, lors de la Crise d'octobre, l'armée s'est présentée à l'Hydro-Québec pour demander des cartes qui lui permettraient de mettre en place des dispositifs de sécurité autour des points chauds du réseau d'électricité. L'armée voulait installer ses soldats non loin des centrales, des centres de distribution, à des endroits stratégiques le long des lignes de transmission, etc...

Pas de cartes militaires

Mais à l'Hydro, on n'avait que des cartes à l'usage des services techniques, et non à l'usage des soldats. Ce qui fait que les militaires se sont sentis un peu perdus dans toute cette cartographie trop technique.

Résultat: comme l'armée a de la suite dans les idées et qu'elle craint sans doute d'autres "troubles" au Québec, elle demandait gentiment à l'Hydro, il y a quelques mois, de lui fournir des cartes de ses installations, mais des cartes compréhensibles par des militaires.

Aussitôt demandé aussitôt accordé: l'Hydro lança discrètement des soumissions à des cartographes, à des maisons spécialisées, à des spécialistes. Coût appréhendé: $2.5 millions! L'Hydro trouva que c'était un peu cher et reprit ses démarches chez d'autres fournisseurs. Aux dernières nouvelles, le contrat pour les cartes militaires, payables par l'Hydro et donc par les abonnés de l'électricité, a été octroyé au coût d'un million de dollars.

C'est merveilleux: l'Hydro a réussi à économiser $1.5 million sur le prix appréhendé.

Les bonnes affaires

En fait, c'est une petite mine d'or pour les maisons spécialisées en cartographie, puisque vraisemblablement d'autres grandes entreprises ont dû recevoir de pareilles commandes de l'armée. Par exemple, la Bell Telephone a dû se voir demander des cartes pour militaires. Le Gaz Métropolitain, Radio-Canada...

Une chose au moins est rassurante: si nous avons été médiocrement protégés en 1970, nous serons très bien protégés la prochaine fois. L'armée veille!

Abonnez-vous à l'hebdo des Québécois

Par la poste dès le vendredi, au plus tard le lundi

$15.00 par année
$ 7.50 pour 6 mois
$ 5.00 pour 4 mois

Nom:
Adresse:
Tél.:

Québec-Presse, 9670 Péloquin, Montréal 358, Québec

(Pet Shop)

Le Bonhomme de Lafontaine

292 Boul. Laurier
Béloeil
467-5073

Spécialité: Chat Persan et tonte de chien

GRANDE SOIREE D'INFORMATION

PARTI QUEBECOIS

MONTREAL OUEST

JEUDI, 17 OCTOBRE — 20 heures

Au Manoir Notre-Dame-de-Grâce,
5319, rue Notre-Dame-de-Grâce.

Orateur Invité: **M. René Lévesque,**
Prés. Parti Québécois.

ils avaient l'amour au fond du coeur....

Michel Costom présente — 14 ans

Jean Duceppe
Denise Filiatrault

dans un film de
Richard Martin

avec
Yvon Dufour
Luce Guilbeault
Andrée Lachapelle
Yves Létourneau
Gérard Poirier
Louise Portal
Robert Maltais
et
Catherine Bégin

musique de
Claude Léveillée

une production:
Richard Hellman



Laissez-passer non valable

Les Beaux Dimanches

D'après l'oeuvre de **Marcel Dubé**

images Jean-Claude Labrecque
montage Jacques Gagné
producteur associé Jean Zaloum
distribution Cine Art

FLEUR DE LYS 858 est, Ste-Catherine 288-3303
JEAN-TALON 4255 Jean-Talon - 725-7000
CINÉMA V salon rouge 489-5559
CINÉMA DE PARIS 896 O. Ste-Catherine 861-2996
MAISONNEUVE 3001 est, Sherbrooke 525-2174

MAINTENANT A L'AFFICHE

Encouragez vos annonceurs

Ils vous offrent des produits de qualité

LISE AUBUT
présente

La chanteuse acadienne

edith butler

2 et 3 nov. 20h30

$3 - $4 - $5 - $5.50



THÉÂTRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS. Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

A L'AFFICHE

POUR TOUS

Le premier chef-d'oeuvre du cinéma Québécois.
Critique de Robert Lévesque, Québec-Presse

Les Films Mutuels présentent

LES ORDRES



un film de Michel Brault

produit par les Productions Prisma

Jean Lapointe
Hélène Loiselle
Guy Provost
Claude Gauthier
Louise Forestier

Cinema PLACE VILLE MARIE 866-2644
RIVOLI ST-DENIS & BELANGER, 277-4129
Le Charlot Longueuil 674-6835
LAVAL Centre d'Achats LAVAL 688-8200
VERSAILLES 7265 Sherbrooke E. 353-7880
Galerie de Granby
Dorion Dorion
Boîte à film St-Jean

NOUS PENSONS A VOUS

OUTREMONT
1248 ouest, Bernard
(Via AUTOBUS 160, à la station Beaubien)
277-4145

CINÉMA 2001
855 DÉCARIE 277-2001

855 DÉCARIE
au nord du boul. Métropolitain
près de Côte-Vertu
277-2001

POUR RECEVOIR UNE COPIE DE NOTRE PROGRAMME
...et tous les autres qui suivront
...et ce, GRATUITEMENT,
il suffit d'appeler à l'un ou l'autre des cinémas.

$1.50 prix d'entrée chacun des films

QUEBEC-PRESSE CHAUD 1974

Photos:
Michel Elliott



Pauline Julien



Priscilla



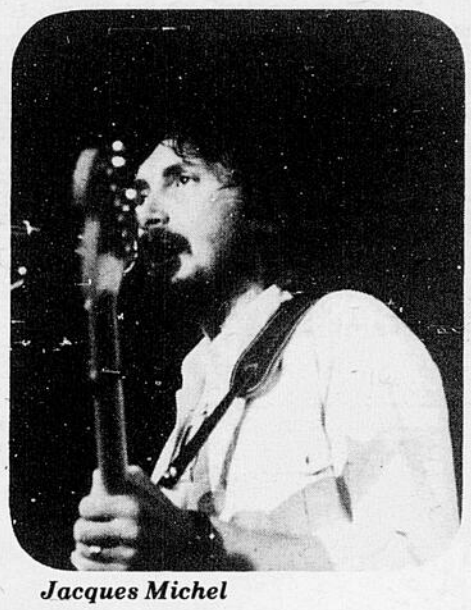
June Wallack



Denise Guenette



François Guy



Jacques Michel



Raoul Duguay



Plume



Harmonium



Les Québécois

MERCI...

Plus de 2,000 personnes ont assisté, samedi dernier, à la troisième édition du QUEBEC-PRESSE Chaud. C'était 200 personnes de plus que l'an dernier.

Le spectacle a rapporté plus de $6,000 en recettes brutes. C'était la contribution des artistes québécois à la survie de QUEBEC-PRESSE, le seul journal coopératif au Québec.

En plus de ceux qu'on pourrait appeler les "habitués" du QUEBEC-PRESSE Chaud, tels Pauline Julien, Raymond Lévesque, Jacques Michel et Octobre, qui en étaient à leur troisième ou deuxième participation, suivant les cas, les organisateurs, avec la collaboration des Productions Beaubec, ont tenu à présenter des nouveaux venus du monde du spectacle québécois.

C'est ainsi qu'Harmonium, Caramel Mou, June Wallack, François Guy, Priscilla, et Denise Guénette, Plume et le Capitaine Nô ont pris part à ce qui a été, de l'avis des spectateurs présents, un véritable festival de la musique pop québécoise.

De plus, Alexandre Zelkine a remplacé au programme Philippe Gagnon ainsi que Corcoran-Gosselin, qui n'ont pu se libérer à temps pour monter sur la scène du Centre Paul-Sauvé.

Enfin, Raoul Duguay, le son le plus neuf du spectacle québécois, a comme toujours séduit l'auditoire.

Jacques Michel et Pauline Julien, vieux amis de QUEBEC-PRESSE, se sont précipités au Centre Paul-Sauvé, après avoir donné leur spectacle, l'un à Saint-Jean d'Iberville et l'autre à Saint-Jérôme, pour faire leur part dans le Chaud No 3. Ils ont tous deux "ramassé la claque", comme on dit.



Caramel mou



Raymond Lévesque et les gars de la United Aircraft

Le regard des femmes

par Micheline Lachance

Deux femmes blanches sont assises dans la salle d'attente d'une gare. Derrière elles, sur la porte des toilettes, une pancarte qui dit "White women only". Cette photographie, à elle seule, résume tout l'inhumain du racisme.

Cette photo a été prise par une Américaine en 1930. Elle fait partie de l'exposition qui se tient actuellement à la Bibliothèque nationale, rue Saint-Denis, à Montréal, où ont été réunies les oeuvres de photographes féminines originaires des Etats-Unis, du Canada, de la France et du Québec. Ces photos témoignent des préoccupations sociales de leurs auteurs.

Une croisade?

Une exposition de femmes. "Tiens, tiens, des féministes qui partent en croisade!" diront certains. Pas du tout. Denyse Gérin-Lajoie, qui organise cette exposition, nous explique pourquoi on a réuni les oeuvres de photographes féminines: "Nous connaissons trop bien le rôle passif joué par les femmes en tant qu'objet photographié mais nous connaissons mal sa participation active. Nous avons pris la décision d'organiser cette exposition non dans le but de promouvoir l'émancipation de la femme mais de faire connaître l'ampleur de sa contribution dans le domaine de la photographie."

Selon Mme Gérin-Lajoie, la photographie compte un plus grand nombre de femmes créatrices que tout autre art. A une époque où les femmes n'avaient pas accès aux professions et métiers, déjà des femmes se lançaient dans la photographie. Ainsi en 1865, une Britannique, Juliet Margaret Cameron, qui avait alors 48 ans, photographiait tous les grands hommes de la période victorienne. La plus ancienne photo de la présente exposition est d'ailleurs signée par Mme Cameron. Une autre photographe, américaine celle-là, pratiquait son métier au début du siècle. Il s'agit de Gertrud Kasebier dont on verra également le travail.

Les portraits de Gisèle Freund

A l'occasion de cette exposition, la photographe française d'origine allemande Gisèle Freund est à Montréal. Mme Freund a quitté l'Allemagne en 1933. Elle faisait alors partie d'un petit groupe de résistants à la montée naziste. Elle a fui l'Allemagne emportant avec elle ses photos montrant des corps tuméfiés de ses camarades juifs roués de coups par des hitlériens.

Sept Québécoises exposent également. Il s'agit de Louise de Grosbois, Claire Beaugrand-Champagne, Camille Maheux, Ginette Lacasse, Louise Turner, Louise Abbott ou Gerry Sbiral. Peu d'exposantes ont plus de trente ans. Comme les Françaises et les Américaines, les photographes québécoises expriment dans leurs photos des préoccupations sociales.

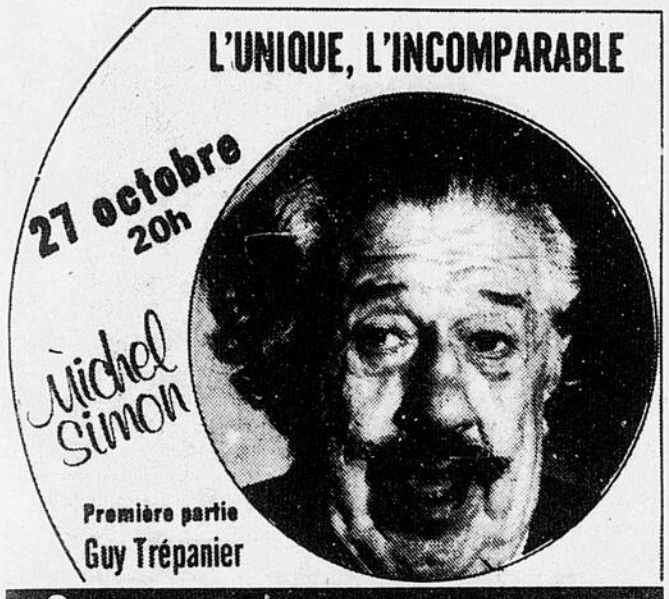
"A travers la photo, l'artiste s'engage. Nous avons voulu démontrer l'apport des femmes. La lutte des femmes n'est rien si elle n'endosse pas la lutte des classes. Jusqu'à récemment, on croyait que la femme photographe n'existait pas. Un peu comme au Québec on a longtemps cru que notre histoire ne comptait pas de héros. Depuis qu'on est devenu vraiment Québécois, on s'aperçoit qu'on a beaucoup de héros. C'est ce qu'on a voulu faire: montrer comment des femmes se sont engagées par le biais de la photo."

A la Bibliothèque nationale
1700, rue St-Denis

Exposition

"FEMMES PHOTOGRAPHES"

du 7 octobre au 2 novembre



SALLE WILFRID-PELLETIER
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

Le 22 octobre,
un livre qu'il faudra lire à tout prix

POLICE ET POLITIQUE AU QUÉBEC

de Guy Tardif
préfacé par Guy Rocher

Nous on ne peut parler de belles choses, on a vu que de la cochonnerie.

A O... c'était un échevin et un membre de la pègre qui te faisaient avoir tes promotions... C'était comme à M... où aucune promotion n'était donnée sans que S..., un magnat du jeu, ne l'autorise.

L'AURORE
221 ouest, rue Saint-Paul,
Montréal
Tél.: 844-8764





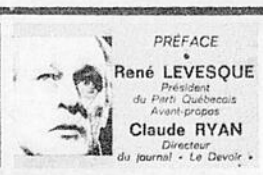
Prix $1.00 l'exemplaire
En vente chez votre libraire ou
LES GRANDES EDITIONS DU QUEBEC INC.
3555 rue Monselet, Mtl-Nord H1H 2A5

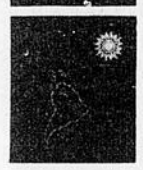
Ce petit volume fut écrit après la crise d'octobre, durant l'hiver, en pleine participation au niveau de mon choix intérieur. Chacun était déjà une participation réelle, devenir celui que je devais être comme homme (patriote), ou qu'est-ce que je voulais faire pour la société en général. Le travail, pour moi, demeure la source de mon inspiration, bûcher, manger de la marde, en Canadien français, mais avant tout en Québécois.

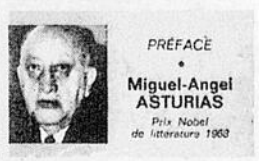
J'inclus la somme de .....
pour les livres suivants:
DEFOULEMENT ☐ $1.00
LA PERLE DE GÊNE ☐ $1.95
Argent comptant mandat poste ou chèque. (si C.O.D.) J'accepte de payer les frais de poste
NOM .....
ADRESSE .....
CODE POSTAL ..... VILLE .....

C'EST VRAI!
CE SERA TOUTE UNE LIBRAIRIE
Voyez deja au 2e etage les centaines de rayons de livres français neufs et d'occasion.
CARON
LIBRAIRIE
251 est, Ste-Catherine
845-5698
LA LIBRAIRIE A CONNAITRE





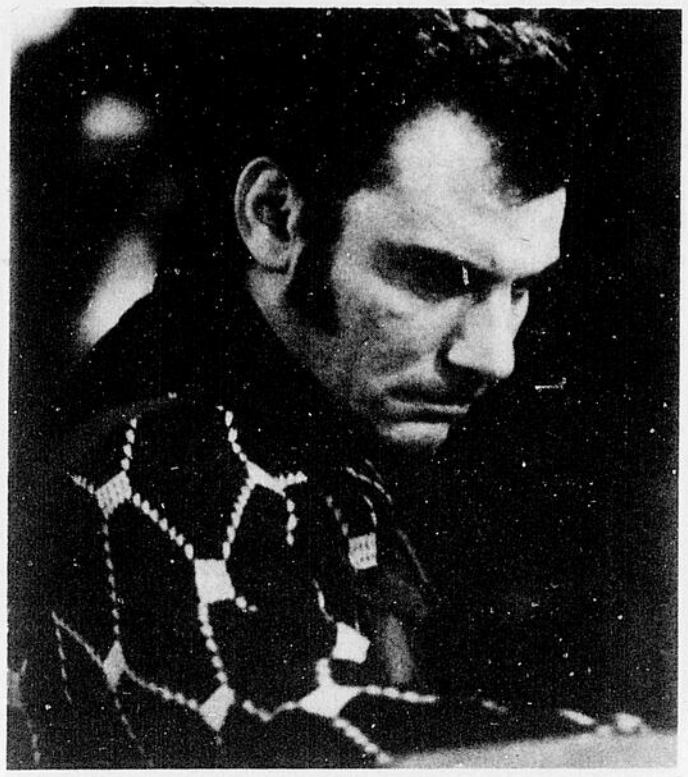




L'histoire de la Liberté

Des pays qui fabriquent leur liberté

S'adresser à 9670, rue Péloquin
Montréal H2C 2J4
Nom. . . . . .
Adresse. . . . . .
Ville. . . . . .
Profession. . . . . .



GIAN MARIA VOLONTE: le Lulu Massa de "La classe ouvrière va au paradis". Un de ses meilleurs rôles.

"La classe ouvrière va au paradis"

Le brouillard derrière le mur

par Robert Lévesque

Sur le même thème, au fond, que "Les temps modernes" de Chaplin, Elio Petri a réalisé "La classe ouvrière va au paradis". Sorti il y a deux ans, partout sauf au Québec, on peut maintenant voir ce film à l'Outremont. Un "Temps modernes" à l'italienne, il va de soi, qui n'a de commun avec Chaplin que le thème: l'usine qui rend fou l'ouvrier.

Lulu Massa (un des meilleurs rôles de Gian Maria Volonte) travaille dans une usine de Milan. Du matin au soir. Il est bon ouvrier (pour ses patrons) parce qu'il ne pense qu'à son plumard qu'il va retrouver le soir, à Lidia (Mariangela Melato, excellente) sa maîtresse, au cul d'une ouvrière qui travaille dans le même département et parce que, pour retrouver tout cela, il travaille vite et bien, il augmente ses cadences, il prend soin de sa machine. Il fait même monter le rythme des cadences pour ses compagnons qui, eux, le regardent du coin de l'oeil.

La vie en usine sans problèmes. Métro, boulot, dodo, et le patron est content. Mais voilà, la machine, à la longue, ça rend fou. Ca use. On ne peut même plus baiser le soir. Lidia s'impatiente. Lidia crie, comme une bonne Italienne. Et Lulu Massa crie aussi. Et des étudiants maoïstes crient dans des porte-voix, tous les matins devant l'usine. Et dans le syndicat, on s'engueule. Et patati et patata.

L'univers de Lulu Massa, dans les bibelots de Lidia la coiffeuse qui rêve d'un vison, dans les gadgets à la mode qu'il faut acheter, dans le salon où Lidia ne veut pas qu'on aille pour ne rien salir, dans le réveille-matin qui sonne toujours trop tôt, un bon matin, l'univers de Lulu Massa déborde. C'est le trop-plein. L'agacement. Son petit confort. Sa petite Lidia. Son petit intérieur. "Son" usine. Dans le fond, c'est quoi tout ça?

Le doigt dans la machine

Un bon matin, il pense à un ami qui a été congédié de la même usine parce qu'il était devenu fou. Il va voir Militina (joué par un vieux comédien de théâtre, extraordinaire, Salvo Randone) et l'écoute. Il a peur de devenir fou lui aussi. L'usine, est-ce vraiment le bonheur? C'est dans ce décor mental qu'un bon jour, à l'usine, il se prend le doigt dans "sa" machine. Le sang coule. L'usine s'arrête. On revendique. On fait la grève. On est solidaire de Lulu Massa à qui l'usine a enlevé un doigt. On dénonce. Lulu Massa est transformé.

Au meeting, c'est lui qui prend la parole. Confus, apolitique, naïf, il dit les pires choses. L'usine est inhumaine. On enrichit les gros sur nos misères. Il faut tout cesser. Faire la grève. Tutto et subito. Il appelle à la révolution. On oublie son doigt. On recule un peu. On fera la grève deux jours par semaine. Lulu Massa, dangereux, est congédié. Il rejoint un groupe révolutionnaire maoïste bien équipé de porte-voix. On campe chez lui. Lidia s'en va. Lulu Massa est dépassé par les événements.

A l'usine, on continue la lutte. Ceux qui, avant, regardaient du coin de l'oeil le zélé Lulu, obtiennent son réengagement. Lulu Massa, presque convaincu qu'il entre à l'asile rejoindre Militina, rentre à l'usine. Retrouve la chaîne. Reprend la cadence. Mais il a peur. Il rêve, maintenant. La nuit. Il voit Militina qui essaie d'abattre un mur. Il rêve qu'il l'abat. "Qu'y a-t-il derrière?" Le brouillard.

La révolution?

Sur sa machine, Lulu Massa devient tranquillement fou. Il ne voit rien d'autre que du brouillard de l'autre côté de sa situation d'ouvrier. La révolution? Du brouillard. Le syndicat? Du brouillard. Arrivera-t-il à s'en sortir? Le film d'Elio Petri prend bien garde de répondre. Cet italien est moins radical que Chaplin dans le temps. L'usine rend fou, mais l'usine est là. Elle y reste. Intacte.

Dans le fond, ce n'est pas drôle du tout. Même si cet ancien journaliste devenu cinéaste a décidé d'aborder tout ça du côté de la farce, de tourner le dos à ce néo-réalisme qui a donné tant de films importants en Italie. Une farce grinçante, mais une farce. Qui ne donne pas tous les éléments du "gag".

Pourquoi Lulu Massa n'aurait-il pas un choix à faire? L'asile et l'usine sont-ils son seul partage? Dans le brouillard, il ne distingue rien? Entre l'étudiant maoïste et le syndicaliste intéressé aux sous, il n'y a personne qui peut aider Lulu Massa? Ou bien, Elio Petri a-t-il peur d'en parler?

Pourtant, dans "Jours comptés", tourné par le même Elio Petri en 1960, on voyait un ouvrier qui abandonnait l'usine au seuil de la vieillesse et qui errait dans Rome. Tout lui était insolite. Il découvrait qu'il n'avait pas vécu. Douze ans après, Petri nous présente-t-il, avec Lulu Massa, un autre homme qui n'aura pas le temps de "vivre"? On est porté à lui dire qu'on le savait déjà. Mais que faudrait-il faire pour être ouvrier et "vivre" en même temps, M. Petri?



L'USINE ET L'ASIE et après? Le mur... et après? Le brouillard...

ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE...
ON DIT UN ROBERT

CINÉ-GUIDE

A ignorer: ●
A voir à la rigueur: *
A voir: **
A voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

	Jean-Pierre Tadros LE JOUR	Luc Perreault LA PRESSE	Robert Lévesque QUEBEC-PRESSE	Martin Malina MONTREAL STAR	Gilles Marsolais (Radio-Canada)
Les Ordres (Michel Brault) à la Place Ville-Marie	****	***	****	***	****
Lacombe Lucien (Louis Malle) au cinéma de Paris	***	**	****	***	**
Rétrospective Fellini au cinéma 2001	***	**	***	***	***
Pleure pas la bouche pleine au Festival (Pascal Thomas)	***	**	***	***	**
I.F. Stone's Weekly (Jerry Bruck) à l'Outremont	***		***	***	***
Chinatown (Roman Polanski) à la Place Ville-Marie	***	*	***	***	**
Un homme qui dort (Pérec et à l'Outremont Queysanne)	****			**	***
La classe ouvrière va au paradis à l'Outremont (Elio Pétri)	***	*	**	**	*
Le trio infernal (Francis Girod) au Chevalier	***		**	**	●
Mean Streets (Martin Scorsese) au cinéma 2001	****			**	*
Le décaméron (Pier Paolo Pasolini) au Dauphin	*	*	*	*	**
Zardoz (John Boorman) au Piccadilly	**		*	*	*
Jetons les livres... (Shuji Terayama) à l'Outremont		*		**	*

Le théâtre québécois en très bonne santé

par Micheline Lachance

Marcel Dubé, Michel Tremblay et Jean-Claude Germain sont au rendez-vous, comme d'habitude. Mais Michel Garneau, Marc-F. Gélinas, Pierre Perreault et plusieurs autres moins connus seront aussi joués sur toutes les scènes québécoises cette année.

Plus de 50% des pièces de théâtre qui seront présentées cette année sont québécoises. C'est là un précédent. A part quelques théâtres parmi les plus grands (lire les mieux subventionnés) tels le Rideau-Vert qui n'a pas une pièce québécoise au programme, et le Théâtre du Nouveau-Monde, qui en risquera tout de même une, "La chienne" de Marc-F. Gélinas, toutes les troupes et les théâtres du Québec mettent les auteurs dramatiques québécois à l'honneur. En tout, 16 créations et neuf reprises.

"Au coeur de la rose"

Au chapitre des reprises, il y aura "A toi pour toujours, ta Marie-Lou" de Michel Tremblay, et "Quatre à quatre" de Michel Garneau qui, soit dit en passant, verra trois de ses pièces à l'affiche au cours de l'année.

Une troisième reprise, "Au coeur de la rose", est signée Pierre Perrault. Elle a été créée en 1963 aux Apprentis Sorciers. Le directeur artistique du Théâtre populaire du Québec, Jean-Guy Sabourin, a choisi d'ouvrir la saison théâtrale du TPQ avec cette pièce qu'il a lui-même mise en scène il y a 11 ans. L'histoire se passe dans un coin perdu du Bas du Fleuve. Un père désireux de voir sa fille demeurer au village veut la marier au boiteux du village. Sa fille, qui regarde plutôt vers le monde, tombe amoureuse du fils d'un capitaine dont le bateau est de passage. Ce qui a surtout frappé le public lors de la création de cette pièce de Perrault, c'est la beauté et la pureté du langage.

Les cinq spectacles du Quat'Sous sont québécois. La saison a débuté par un "one man show" plutôt autobiographique signé Reynald Bouchard. Le spectacle s'intitule "And now Ladies and Gentlemen". Reynald Bouchard a quitté le conservatoire d'art dramatique comme bien d'autres avant la fin de ses études. Ceux qui ont vu le film "Bernadette" se souviendront du boiteux; Bouchard faisait alors des débuts particulièrement remarqués. Son "one man show" raconte les déboires d'un jeune garçon qui passe des auditions. Le personnage, Archie, veut effectuer une percée dans le show business. Reynald Bouchard prépare cette entrée depuis 10 ans. Un peu partout au cours des années, il répétait inlassablement ses monologues dans les tavernes et restaurants de son coin natal.



YVON DESCHAMPS: un retour au théâtre après 10 ans d'absence.



MICHEL GARNEAU: trois de ses créations seront jouées cette année.

En bref

Trois théâtres québécois reçoivent pour la première fois de leur existence l'aide du Conseil des arts. Il s'agit du Grand Cirque Ordinaire de Montréal, du Studio-Théâtre de Sainte-Sophie de Lacorne et du Circuit temporaire de Lévis, qui reçoivent respectivement $5000

-o-

Aucune pièce québécoise au Rideau-Vert cette année. Actuellement, on peut voir "Le deuil sied à Electre" d'Eugène O'Neil avec entre autres comédiens Yvette Brind'Amour, Elizabeth Chouvalidzé et Gérard Poirier. Au cours de la saison le "Rideau-Vert" présente à nouveau "La Sagouine" d'Antonine Maillet.

-o-

A propos d'Antonine Maillet, rappelons qu'on pourra bientôt voir sa toute nouvelle pièce, "Les Crasseux", tirée d'un roman qui porte le même titre publié chez Leméac.

-o-

Jean-Louis Roux s'est enfin décidé. Il donnera la réplique à Yvon Deschamps dans "L'ouvre-boite" de Victor Lanoux. On n'arrivait pas à trouver la perle rare qui interpréterait le partenaire de Deschamps dans cette pièce dont Jean-Louis Roux assure la mise en scène.

"Le son des Français d'Amérique" qui réunissait des violoneux et musiciens traditionnels du Québec, de l'Acadie et de la Louisiane pour une nuit, vendredi soir dernier, a été présenté à guichets fermés.

Toutes les productions du Théâtre d'Aujourd'hui sont québécoises. La saison a agréablement bien débuté avec "Strauss et Pesant" de Michel Garneau. Le père du Théâtre d'Aujourd'hui, Jean-Claude Germain, a pondu deux nouvelles pièces qui seront créées au cours de l'année.

NE SOYEZ PAS DECUS!
ACHETEZ VOS BILLETS DES MAINTENANT!

La Compagnie Jean Duceppe inc.
en collaboration avec SIMS présente

de TENNESSEE WILLIAMS
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR
traduction de GUY DUFRESNE
mise en scène OLIVIER REICHENBACH



MICHEL FORGET
ANDREE BOUCHER
SOPHIE CLEMENT
AUBERT PALLASCIO
JACQUES GALIPEAU

JEAN-DENIS LEDUC
PAUL SAVOIE
MARC MESSIER
MARTINE ROUZIER
LOUISE ST-PIERRE

décor
GUY NEVEU
costumes
FRANCOIS BARBEAU
musique originale
MICHEL HINTON
éclairages
MICHEL BEAULIEU

"Un tramway nommé désir", est à voir absolument — *Robert Lévesque, Québec-Presse*
HELENE LOISELLE dans un rôle exceptionnel... nous livre la performance de sa carrière. — *Jack KAPICA The Gazette*
Le travail fait par HELENE LOISELLE dans la nouvelle production de la Compagnie Jean Duceppe est une véritable performance. — *M. DASSYLVA La Presse*

THÉÂTRE PORT-ROYAL
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

LES PRODUCTIONS BEAU BEC PRÉSENTENT
EN SPECTACLE OUTREMONT
au cinéma 1248 Bernard 277-4145



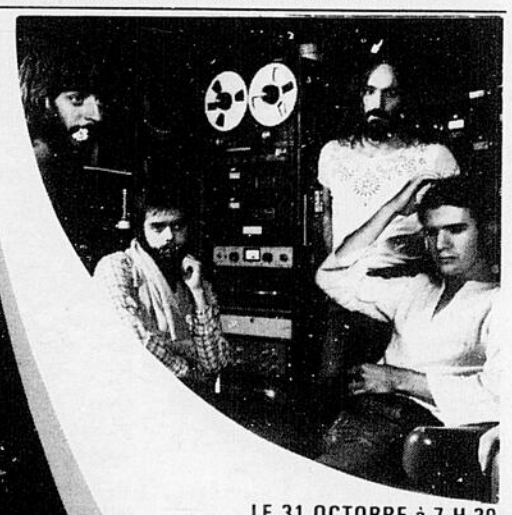


A venir
31 octobre
Groupe
Octobre



billets EN VENTE au cinéma et à L'ALTERNATIF

OCTOBRE



LE 31 OCTOBRE à 7 H 30
OCTOBRE
vous présentera
à l'Outremont un
SUPER-SHOW
de musique délirante.
Vous y entendrez aussi
leurs toutes
dernières nouveautés
musicales
surexcitantes.

A voir, à lire, à écouter

télévision

"Lamiel"

A ciné-nuit, samedi le 12, à l'écran de Radio-Canada, un drame psychologique avec Jean-Claude Brialy et Anna Karina, "Lamiel".



"Lamiel" avec Jean-Claude Brialy, à Ciné-Nuit.

Un écologiste indien

Toujours à Radio-Canada, la série "Dossiers" présente un documentaire qui relate la vie controversée et l'action d'un pionnier en écologie, l'indien Grey Owl. Vendredi le 18, à 21h.

"Et alors"

Bernard Haller et son "one-man show" fantaisiste, aux "Beaux Dimanches" de Radio-Canada, à 19h30.

"Skindeep"

Un ciné-club composé de courts films et documentaires. Film canadien-anglais.

cinéma

"Les Beaux Dimanches"

Richard Martin, pour son second long métrage (le premier était "Finalement"), a adapté pour le cinéma la pièce de Marcel Dubé sur la petite bourgeoisie québécoise des années soixante, "Les Beaux Dimanches". C'est la première fois que Dubé fréquente le cinéma. Une solide distribution: de Jean Duceppe à Denise Filiatrault, en passant par Andrée Lachapelle et Luce Guilbault. Musique de Léveillée.

"I.F. Stone's Weekly"

Un jeune cinéaste montréalais, Jerry Bruck Jr., a pris trois ans pour réaliser un film-documentaire sur le plus singulier des journalistes américains, I.F. Stone. Ecarté des grands journaux américains à cause de ses idées politiques, Isadore Feinstein Stone a fondé en 62 son propre journal qui a aujourd'hui 70,000 abonnés. Stone croit que tout journaliste doit être persuadé que tous les gouvernements sont constitués de menteurs... A voir à l'Outremont.

"Lucky Luciano"

Comme il l'avait fait dans "Salvatore Giuliano", dans "Main basse sur la ville" et dans "L'affaire Matte", Francesco Rosi s'attaque au problème de la Mafia dans ce film, "Lucky Luciano", réalisé en 73. Salvatore Luciana Lucania, appelé Lucky Luciano, avait collaboré avec les Alliés pendant la seconde guerre mondiale pour l'invasion de l'Italie par la Sicile. A voir au Ciné-centre, rue Bleury.



Grey Owl, écologiste indien à "Dossiers".

Quatre Fellini

Le cinéma 2001 (855 nord boul. Décarie) offre cette semaine quatre films de Federico Fellini. Le 12 octobre: "Felini Roma"; le 14 "Les clowns"; le 15 "Juliette des esprits"; et le 16 "Fellini Satyricon". A 19 heures.

théâtre

"A toi pour toujours, ta Marie-Lou"

André Brassard a refait une nouvelle mise en scène, pour la Nouvelle Compagnie Théâtrale (NCT), de la meilleure pièce de Michel Tremblay, "A toi pour toujours, ta Marie-Lou". Béatrice Picard et Gilles Pelletier remplacent Loiselle et Villeneuve. Ginette Morin et Dorothée Berryman sont Carmen et Manon. Guy Neveu a signé un nouveau décor. A voir absolument au Gesù.

"Un tramway nommé Désir"

On peut toujours voir le Tennessee Williams de la Compagnie Jean Duceppe qui triomphe au Port-Royal. Hélène Loiselle prouve à chaque soir qu'elle est une très grande comédienne.

"Ubu"

L'un des plus gros spectacles de la saison théâtrale, le "Ubu" du TNM avec Luce Guilbault et Marcel Sabourin, mis en scène par Jean-Pierre Ronfard et superbement habillé et décoré par Wendell Dennis. Un rendez-vous à ne pas manquer à la Comédie-Canadienne.

"Anne of Green Gables"

La troupe officielle du festival de Charlottetown vient à Montréal présenter son infatigable succès, "Anne of Green Gables". Comédie musicale de Donald Harron et Norman Campbell, mise en scène par Alan Lund. Au théâtre Maisonneuve, du 14 au 19 octobre.

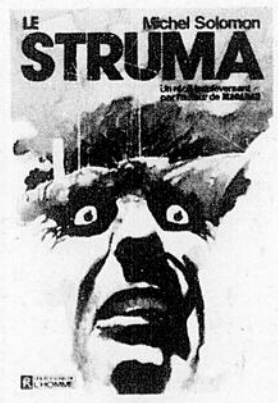
"La Pétaudière"

Samedi, dernier soir pour voir "La Pétaudière", une nouvelle pièce de Roland Lepage dans une mise en scène d'André Pagé. La pièce est présentée par les étudiants de l'Ecole nationale de théâtre au Monument national.

livres

"L'administration de la justice en matière criminelle au Québec

Me Marcel Gerbeau a tenté dans son ouvrage qui n'a rien d'une thèse universitaire de mettre à la portée de tous le fonctionnement de la justice. Il explique la constitution canadienne et québécoise, le pouvoir législatif et enfin le côté pratique des problèmes: le crime, la poursuite, les arrestations, les perquisitions, l'incarcération, les libérations conditionnelles, les tribunaux, les peines et les sentences. Aux éditions La Presse.



"Le Struma"

Michel Solomon est l'auteur du best-seller "Magadan". Cet écrivain roumain, qui demeure maintenant au Québec, raconte cette fois dans "Le Struma" l'histoire de 768 Juifs enfermés dans la cale d'un bateau. Ce livre vient de paraître aux éditions de l'Homme.

"Mémoires de prison d'un Patriote de 1837-38"

Le notaire J.N.A. Archambault a joué un rôle important en 1837, en servant d'agent de liaison entre les patriotes de la vallée du Richelieu et ceux du comté des Deux-Montagnes. Les étiditions Albert Saint-Martin et la Société nationale populaire du Québec viennent de publier les "Mémoires de prison" du notaire, en vente dans les principales librairies au prix de 50 cents.

galeries

"Vie des arts"

Présente son numéro d'automne. Il s'agit d'un cahier spécial sur la restauration au Québec.

Media Gravures et Multiples

Jusqu'au 13 octobre se tient une exposition d'objets de gravures et de dessins récents de Luc Béland et Michel Lancelot à Media Gravures et Multiples, rue Sherbrooke, à Montréal.

disques

Duke's big 4

Un microsillon Polydor (2310 - 703). Duke Ellington interprète "Cottontail", "The Blues' et "Love You Madly".

Virtuoso Mandolins

Chez Deutsche Grammophon (DD 2538 138) des oeuvres de Vivaldi et Scarlatti interprétées par Siegfried Behrend et plusieurs autres musiciens.

Un concerto pour violon de Paganini

Egalement chez Deutsche Grammophon (DG 2530 467) le Concerto no 6 en B mineur est interprété par l'Orchestre philharmonique de Londres. Au violon, Salvatore Accardo.

spectacles

Leclerc et Séguin

Au cinéma Outremont, vendredi et samedi les 25 et 26 octobre, les Séguin présentent leurs chansons à 10h30. Mais auparavant, soit à 8h, place au spectacle de Félix Leclerc.

Renée Claude ... à venir

Quatre soirs à Montréal et un seul à Québec. C'est le prochain spectacle de Renée Claude qui sera à la Place des Arts du 24 au 27 octobre puis ensuite le 31 octobre au Grand Théâtre de Québec.

Jean-Guy Moreau au Patriote

Après le spectacle de l'ex-Jérolas Jérôme Lemay, qui se termine le 13 octobre, ce sera au tour de Jean-Guy Moreau. "Les fantaisies" de Moreau garderont l'affiche du 14 octobre au 3 novembre.



CARLOS MONTOYA, un seul soir à Montréal.

La musique gitane

Dimanche, 13 octobre, le guitariste gitan Carlos Montoya présente un seul spectacle à Montréal. Il sera à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts.

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES SAINT-HUBERT

RECHERCHE

FONCTIONS	POSTE	EXIGENCES

RESPONSABLE DU MODULE ACCUEIL (1)

- Mettre sur pied avec l'équipe du personnel (en santé, et en social, un service d'évaluation et d'orientation (tamisage).
- Elaborer des mécanismes de ressac. (feed back)
- Prévoir des mécanismes pour cueillir et donner suite aux besoins exprimés à l'accueil.
- Organiser un programme d'activités durant l'attente (information, prévention).
- Mettre sur pied l'équipe de citoyennes à l'accueil (sélection-initiation).

- Formation en sciences humaines
- Capacité d'établir, un premier diagnostic.
- Expérience dans la formation des groupes.

DOCUMENTALISTE (1)

- Monter un centre de documentation et de consulation pour les citoyens et le personnel.
- Préparer le matériel d'information-recherche.
- Contribuer à l'organisation des mécanismes de référence.

- Formation en sciences humaines et ou en communication.
- Capacité de vulgariser des textes techniques.
- Habitude avec les groupes populaires.

PUERICULTRICE (½ poste)

- Organiser la halte garderie en termes de programmation des activités, personnel, ameublement, équipement.
- Participe au dépistage avec les différents modules.

- Diplôme en puériculture.
- Expérience pertinente.

MEDECIN (1)

- Participe, au sein d'une équipe multi-disciplinaire, à la mise sur pied des programmes de prévention et de soins.
- Dispense les soins d'urgence de première ligne et les services externes généraux.
- Planifie et assure les services de consultation générale.

- Omnipraticien reconnu par le Collège des médecins.
- Sensibilisé à la médecine communautaire.

INFIRMIERE (1)

- Participe à la mise sur pied des programmes de préventions et de soins.
- Organise les services de soins à domicile.
- Participe à l'organisation des mécanismes d'enregistrement et de dossiers.
- Participe à l'organisation du service de relance.

- Membre en règle de l'O.I.I.P.Q. (A.I.I.P.Q.)
- Détenir un diplôme d'infirmière licenciée ou un Bac en nursing communautaire.
- Capacité d'initiatives dans l'organisation du travail en salle d'urgence ou comme chef de département.

INFIRMIERE HYGIENISTE (1)

- Participe à l'organisation des programmes de prévention.
- Participe à l'organisation des programmes d'éducation.

- Membre en règle de l'O.I.I.P.Q. (A.I.I.P.Q.)
- Détenir un diplôme d'infirmière avec spécialisation en hygiène.
- Expérience dans divers domaines de la prévention.

TRAVAILLEUR SOCIAL PROFESSIONNEL (1) t.s.p.

- Planifie les services de consultation et d'interventions
- Participe à l'organisation des programmes de prévention et d'éducation sociales.
- Participe à la planification d'un service d'urgence sociale.

- Diplôme universitaire en service social.
- Minimum de 2 à 3 ans d'expérience.

PSYCHOLOGUE (1)

- Planifie les services d'évaluation et de consultation psycho-social.
- Participe à l'organisation des programmes de prévention et d'éducation.
- Participe à la mise sur pied d'un service d'urgence sociale.

- Membre de la CPPQ
- Un minimum de 2 à 3 ans d'expérience.

ORGANISATEUR COMMUNAUTAIRE (1)

- Planifie un programme d'action en fonctions des problèmes communautaires exprimés lors de la consultation.
- Participe à la planification des programmes d'information, d'animation et d'éducation.
- Promouvoit la participation et la prise en charge des citoyens.
- Travaille avec les groupes de citoyens existants et avec ceux qui en feront la demande.

- Formation en sciences humaines
- Expériences pertinentes de 2 à 3 ans, en animation communautaire.

SECRETAIRE DE DIRECTION (1)

- Assiste le directeur-général dans ses fonctions administratives.

- Excellente connaissance de la dactylographie et de la sténographie.
- Expérience minimum de 2 à 3 ans comme secrétaire de direction.
- Très bonne connaissance de la langue française (parlée et écrite).

ATTACHE D'ADMINISTRATION

- Budget.
- Comptabilité, états financiers, statistiques.
- Collabore à l'élaboration du budget, achats
- Location de matériel.

- Formation en science commerciales ou administratives et/ou expérience pertinente.
- Minimum de 2 ans d'expérience.

DACTYLO RECEPTIONNISTE (1)

- Recevoir les appels téléphoniques et les acheminer.
- Accueillir les gens qui se présentent au CLSC.
- Travail diversifié de bureau.

- Diplôme d'études secondaires.
- Dactylographie
- Expérience.

Fonctions générales pour tous les postes:
- Collaborer à l'élaboration du programme fonctionnel du CLSC
- Participer à l'application de ces programmes.

Exigences générales pour tous les postes:
- Intérêt et aptitudes au travail d'équipe.
- Capacité de travailler auprès des groupes de citoyens.
- Bonne connaissance du domaine des Affaires sociales.
- Expériences variées dans le domaine de leur profession.
- Ouverture sur le social et le collectif.

REMUNERATION:
Selon les normes du Ministère des Affaires sociales.

DATE LIMITE:
Faire parvenir une demande écrite ainsi qu'un curriculum vitae en indiquant le poste demandé, au plus tard le 28 octobre 1974.

CLSC St-Hubert
a/s Directeur Général.
3094 Montée St-Hubert,
St-Hubert, J3Y 4H9, PQ.
TEL: 676-7761.

AUX MEMBRES

du

Syndicat des Employés du Textile de Louiseville (CSN)

CSN

L'Assemblée générale des professeurs

du

Cegep de Limoilou

salut avec joie votre retour à la CSN,

et

vous offre ses plus chaleureuses félicitations.

Syndicat des professeurs du
Cegep Limoilou

Michèle Simard pour vos cartes d'affaires et les petites annonces 381-1385

18 ANS Adultes

Romy Schneider est le charme même de la monstruosité ...Express

Un Michel Piccoli époustouflant - Télérama

Une charge féroce, grinçante et corrosive - Télérama

Le Trio Infernal

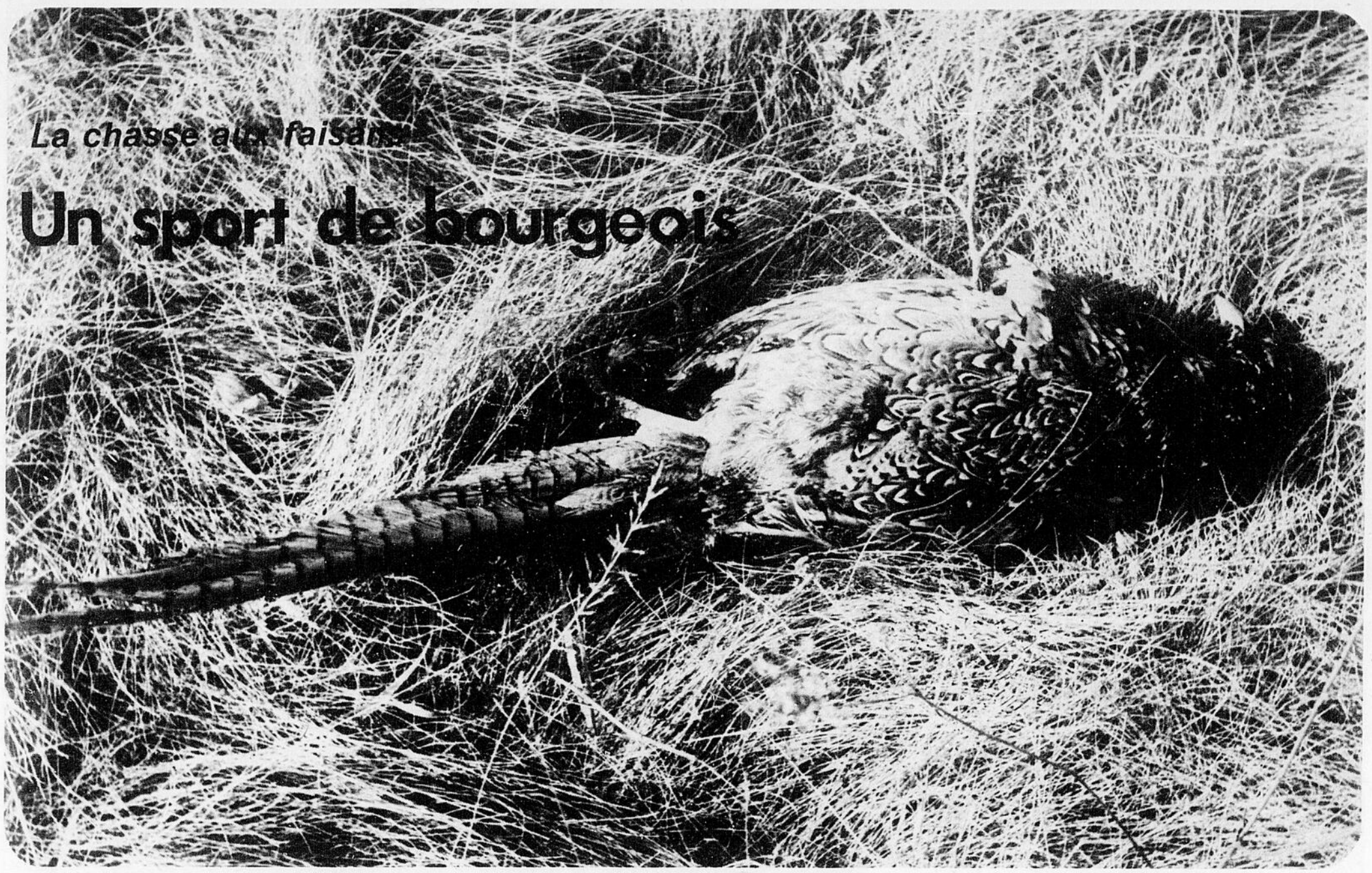
MICHEL PICCOLI ROMY SCHNEIDER

dans un film realise par FRANCIS GIROD



12.25 - 2.45 - 5.05 - 7.25 - 9.45

CHEVALIER 1590 ST-DENIS 845-3222



La chasse aux faisans

Un sport de bourgeois

par Christian Lambert

La chasse des rois, qu'elle fut appelée. La chasse des Grands, comme on dit. La chasse aux faisans fait partie de ces choses qui confèrent un standing à qui n'en a pas, ou qui permettent à des images de durer pour ceux qui s'en sont donné un.

La chasse des rois

La chasse aux faisans en club ce n'est pas à proprement parler une véritable chasse sportive. Plusieurs même considèrent que c'est carrément une véritable boucherie. C'est surtout pour nous un exercice de tir sur une cible vivante, et qui fournit l'impression aux mordus de la chasse de participer à une expérience intéressante. Tout l'attrait de cette chasse réside en ce simple fait de compter, à la fin, le nombre de balles tirées et de comparer avec le nombre d'oiseaux abattus. Certains s'en tireront avec un résultat probant, d'autres par contre auront dépensé en vain leurs cartouches et leur argent pour pas grand-chose en retour. Un feeling, une image révolue à une époque où l'on est prêt à s'enfouir à des centaines de milles en forêt pour rapporter quelques lièvres ou perdrix.

Un peu bourgeoise

"Mais vivre une journée en bourgeois ça change et ça fait du bien", nous disait un compagnon de chasse, samedi dernier, au Club de la Roue du Roy. Incidemment cet amateur averti, travailleur à la Firestone de Joliette, ne semblait pas plus que nous, d'ailleurs, être follement enthousiasmé par cet après-midi de chasse royale.

Dans un club privé

Répondant à l'invitation de la revue Chasse et Pêche, dirigée par Henri Poupart, de nombreux chroniqueurs de chasse et de pêche, tant amateurs que professionnels, ont participé à ce qu'il est convenu d'appeler une roue du roy, au club du même nom. Situé dans un site magnifique, le club pourvoit tous les services à ses hôtes. Bien organisés, les responsables du club se chargent de plus, après vous avoir fourni les oiseaux, de les déplumer. Ce qui rend finalement la chasse des plus faciles. La chasse proprement dite devient, au bout du compte, une simple formalité que l'on peut même faire en souliers de ville si le terrain est sec.

La Roue du Roy

Le club tient son nom de la façon même d'effectuer la chasse. Entourant une surface ovale de quelque mille pieds de diamètre, une dizaine de chasseurs, ou plutôt devrions nous les appeler tout simplement des tireurs, sont placés dans autant de caches dispersées sur tout le pourtour du terrain. A chaque ronde d'environ vingt minutes, six oiseaux ont été lâchés au centre du cercle et s'envolent, pour la première fois de leur vie, dans les différentes directions que leur indiquent le vent, l'instinct.

Complètement encerclés, les faisans n'ont aucune chance. Si par hasard ou par la pauvreté d'adresse des chasseurs ils s'en tirent, des tireurs du club se chargent de les abattre. Après tout les oiseaux ont été payés, ils doivent être ramenés. De plus le faisan est un volatile plutôt lent de vol, il ne tarde pas à casser son envolée aussitôt qu'il émerge du boisée où sont placés les cages. Et c'est d'un vol plané qu'il fait face à la musique. Le fond sonore tient à la fois, par moment, du film de guerre et du meilleur des westerns, mais la comparaison s'arrête là. Et nous devons avouer que dans ces circonstances les tirs nourris ne sont pas synonymes de précision. On a pu entendre jusqu'à une quinzaine de coups de feu sur un seul oiseau. Le faisan probablement touché en planant semble poursuivre son vol, et là les chasseurs ne le ratent pas. C'en est presque révoltant de simplicité et de facilité. Un exercice de tir à la volée, voilà. Par contre, la viande du faisan est des plus exquises. C'est le meilleur oiseau que j'ai mangé de ma vie, raconte un amateur.

Peu d'incertitude

Finalement si vous avez des sous à dépenser, ou que bêtement vous désiriez vous payer un petit luxe surtout si vous n'êtes jamais allés dans ce genre de club, l'expérience vaut le coup de fusil. On vous demandera sept dollars par faisan pour un minimum de cinq oiseaux à abattre. Et ne vous tracassez surtout pas: non seulement des tireurs engagés par le club vous aideront à les tuer, mais les chiens bien dressés iront chercher pour vous les oiseaux abattus, tombés en forêt.

Pour pousser la complaisance jusqu'au bout, le club vous offrira tout pour vous satisfaire si vous êtes plus porté à apprécier l'après-chasse que le sport proprement dit. Un bon repas, des vins, et des boissons sont servis aux clients. Il ne vous restera plus qu'à ramener vos prises à la maison, déplomées et prêtes à cuire. Et vous reviendrez d'une journée de chasse qu'on ne doit pas faire trop souvent si l'on ne veut pas se dégoûter complètement de ce surcroît de facilité qui tue tout le piquant de la chasse sportive, à savoir l'incertitude.

Personnellement nous avons troqué pour cette journée le fusil de gros calibre pour une simple caméra, qui a l'avantage, elle, d'offrir jusqu'à la fin un défi. Et c'est ces quelques photos que nous vous rapportons.



RALPH BACKSTROM (14) se dissimule ici derrière le filet de Tretiak. Backstrom a réussi une série du tonnerre contre les Russes. photo André Paquet

La série Canada–URSS

On a su mieux s'organiser

Les chiffres des quatres dernières parties en Russie démontrent encore une fois que les Soviétiques savent s'échanger la rondelle. Les Canadiens, il faut bien l'avouer car les chiffres le montrent aussi, nous ont surpris par leur nombre de passes et leur moyenne de passes par attaque. Ca ne prouve pas encore que les Canadiens jouent collectivement, c'est sûr. Il n'en reste pas moins que certains joueurs, lorsqu'ils sont réunis, réussissent des choses intéressantes. La ligne d'attaque composée de Gordie Howe, Ralph Backstrom et Mark Howe et complétée par les défenseurs Jean-Claude Tremblay et Pat Stapleton a donné de belles pièces de jeu.

Contrairement aux Soviétiques, ce collectivisme est passager. Il dépend non pas d'une conception de jeu acceptée par tous mais bien du niveau de compréhension du jeu de certains individus. Le collectivisme disparaît quand des individus moins intelligents en jeu apparaissent sur la patinoire.

Les chiffres

5ième partie (Canada 2, Russie 3)

	1ère période
55 passes	59 passes
40 attaques	53 attaques
moyenne 1.37	moyenne 1.1
	2ième période
83 passes	75 passes
49 attaques	46 attaques
moyenne 1.69	moyenne 1.63
	3ième période
62 passes	66 passes
44 attaques	39 attaques
moyenne 1.41	moyenne 1.69

6ième partie (Canada 2, Russie 5)

	première période
71 passes	64 passes
46 attaques	46 attaques
moyenne 1.54	moyenne 1.39
	2ième période
68 passes	62 passes
47 attaques	45 attaques
moyenne 1.44	moyenne 1.37
	3ième période
82 passes	74 passes
50 attaques	44 attaques
moyenne 1.6	moyenne 1.6

7ième partie (Canada 4, Russie 4)

	1ère période
49 passes	52 passes
49 attaques	47 attaques
moyenne 1.00	moyenne 1.1
	2ième période
81 passes	44 passes
64 attaques	47 attaques
moyenne 1.3	moyenne 0.94
	3ième période
63 passes	57 passes
56 attaques	57 attaques
moyenne 1.2	moyenne 1.00

8ième partie (Canada 2, Russie 3)

	1ère période
59 passes	75 passes
48 attaques	52 attaques
moyenne 1.2	moyenne 1.4
	2ième période
60 passes	89 passes
49 attaques	56 attaques
moyenne 1.2	moyenne 1.6
	3ième période
95 passes	66 passes
53 attaques	49 attaques
moyenne 1.79	moyenne 1.34

On aurait gagné si, si, si...

Si les gars de la ligue Nationale s'étaient joints à ceux de l'AMH...

Si la série avait eu lieu plus tard...

Si les arbitres n'avaient pas été si mauvais...

Si les organisateurs de Hockey-Canada avaient su planifier le voyage en Russie...

Si la série avait commencé en Russie plutôt qu'au Canada...

Si "le but" de Bobby Hull n'avait pas été refusé...

Si le camp d'entraînement avait été plus long...

Si tous ces "si" nous avaient été favorables, on aurait gagné la série. Voilà! Mais, ils ne l'ont pas été... et on s'imagine l'avoir gagnée pareil; on se prétend encore les "maîtres" du hockey. Il y avait tellement d'impondérables qu'on ne veut pas, comme ça, accepter la supériorité des Soviétiques.

Telles sont encore les réflexions auxquelles se livrent les amateurs de hockey après la seconde série du siècle. Cette série s'est terminée à l'avantage des Soviétiques qui ont gagné quatre fois, perdu une seule fois et annulé trois fois.

Le Canada n'a gagné qu'une fois. Une seule vraie victoire et trois victoires morales puisqu'une partie nulle a été considérée comme un haut fait d'armes tout au long de la série. Quatre victoires pour les Russes, c'est une de plus qu'en 1972 mais ce n'est également pas de quoi fouetter un chat.

Si nous nous considérons à tort comme les maîtres du hockey, les Russes ne peuvent pas encore se glorifier de l'être eux non plus. Leur système de jeu a montré des faiblesses au cours de cette série. Ce système qui avait fait leur force et avait fait mal paraître les gars de la LNH en 1972 semble leur échapper. L'instructeur Boris Kulagin, le successeur des grands bâtisseurs Tarasov et Bobrov, devra y voir.

Chez les Canadiens on devra y voir aussi. Le malheur, c'est que les "excuses" sont encore trop faciles pour qu'on retire un enseignement valable de cette dernière série. On risque fort de reprendre confiance en notre style de jeu (ce qui est loin d'être mauvais) et d'oublier que les quelques succès ou l'opposition qu'on a réussi à offrir aux Russes dépendent encore trop des qualités individuelles, du bon vouloir et de l'opportunisme des joueurs.

Série à trois?

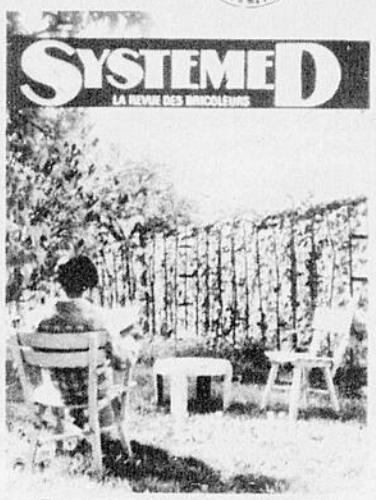
Il est fort possible que les Russes aient constaté leur propre faiblesse dans la mise en échec, leur inaptitude devant le gardien adversaire et l'individualisme inhabituel de plusieurs de leurs membres. Sauront-ils corriger leur jeu d'ici à la prochaine série? Saurons-nous en faire autant?

Voilà que nous avons déjà hâte à la prochaine série. On se demande bien s'il y en aura une autre, la déception portant certains joueurs à refuser un nouvel affrontement. Quant à nous, nous en souhaitons ardemment une troisième. Même plus, nous aimerions voir une série tripartite impliquant le Canada, la Russie et la Tschécoslovaquie.

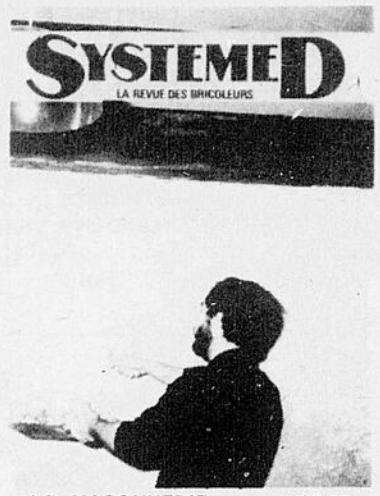
QUEBEC-PRESSE, à l'occasion de ce dernier repòrtage statistique sur la série de hockey Canada-URSS, remercie sincèrement les principaux artisans de cette nouvelle formule. Les observations tout au long de la série ont été compilées par Jean-Paul Girard, Michel Bélisle, Christian Pelchat, Daniel Hébert, Michel Laurendeau et Pierre Terroux, qui est devenu un "matineux" en grève, cette semaine. Un bon militant, ça lâche pas.

FAITES-LE VOUS-MEME!

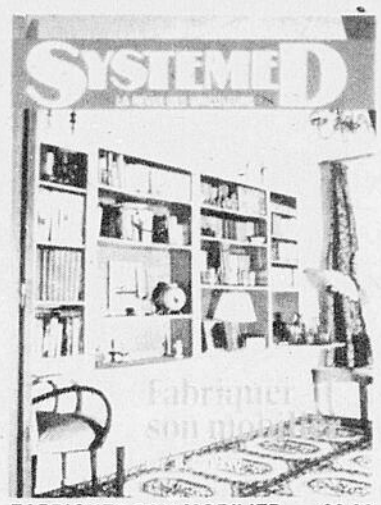
VOICI TOUS LES SECTEURS DES CORPS ET METIERS A LA PORTEE DE TOUS. DE LA CONSTRUCTION DE VOTRE MAISON DE CAMPAGNE A LA FABRICATION DE VOTRE PROPRE MOBILIER!



LE JARDIN. $2.98



LA MACONNERIE. $2.98



FABRIQUER SON MOBILIER. . $2.98



AMENAGER SA MAISON. . . .$2.98



L'ELECTRICITE $2.98



LES MACHINES-OUTILS
DU BRICOLEUR $2.98



SOUDURES ET BRASURES . . $2.98

Que diable, dépannez-vous vous-même! Apprenez l'ABC des corps et métiers dans leurs structures fondamentales et indispensables!

N'hésitez plus, soyez chez vous le maître bricoleur de vos rêves et de vos experiences!

Quoi de plus merveilleux que de bâtir soi-même en apprenant tout ce qu'il faut d'utile et nécessaire, grâce à la collection du système "D"?

Chaque ouvrage relié $2.98 **192 pages — Format 5 x 7**

Nombreuses illustrations — Couverture quadrichromie, pelliculée



LE TRAVAIL DU BOIS . . . $2.98



MAISONS DE CAMPAGNE . . $2.98



PEINTURE, VITRERIE,
PAPIERS PEINTS $2.98



MEUBLES DE STYLE . . . $2.98

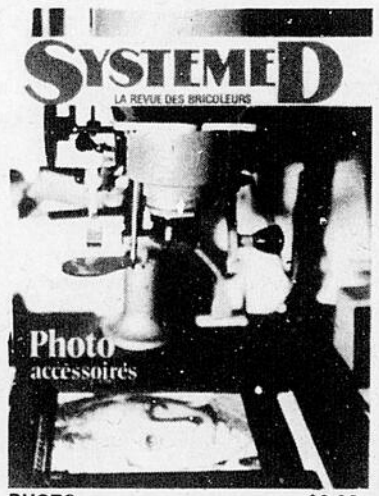
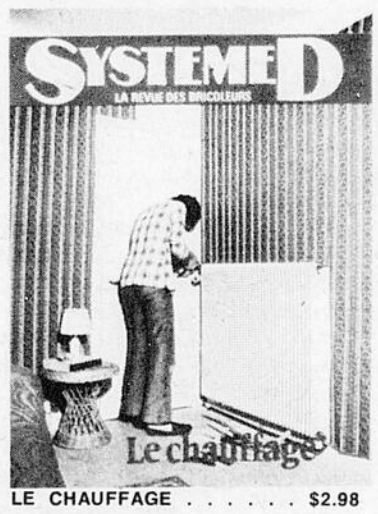


PHOTO $2.98



LA PLOMBERIE $2.98



LE CHAUFFAGE $2.98

Procurez-vous dès maintenant la bibliothèque pratique du système "D".

SERVEZ-VOUS S'IL VOUS PLAIT DE NOTRE COUPON QUEBEC-PRESSE CI-JOINT ET ADRESSEZ A: QUEBEC-PRESSE, 9670 PELOQUIN, MONTREAL 358, P.Q.

NOM . . . . . .

ADRESSE . . . . . .

VILLE . . . . . .

JOINDRE MANDATS, CHEQUES, (OU CHARGEX) AJOUTEZ 28 SOUS POUR FRAIS DE POSTE

Au service de l'esprit, un Qu'bec en marche meilleur et plus grand.

coup de griffe

Non, les hockeyeurs ne sont pas des cannibales!

Reléguer au rang de cannibales nos joueurs de hockey professionnels, c'est réellement s'abaisser en les diminuant.

C'est pas des cannibales, ces gars-là. Ce ne sont que des valeureux et glorieux athlètes qui font leur travail. Ils canalisent tout simplement les aspirations frustrées de sadisme sanguinaire des spectateurs.

C'est simple, ils ne sont pas mauvais, ils sont tout simplement mal utilisés.

Si l'on pouvait pour une fois cesser d'avoir peur pour rien, l'on pourrait régler ce curieux dilemme de la violence hypocrite et mal dissimulée.

Puisque les joutes se gagnent de plus en plus aux coups, qu'on leur donne les moyens d'en donner.

Par exemple, que les lames des bâtons de hockey soient métalliques et bien affûtées, ça pourrait aider aux joueurs qui ont de la difficulté à patiner. On ne peut être costaud, lourdaud et agile à la fois. De plus cette lame bien utilisée pourrait à maintes occasions servir à se débarrasser des adversaires trop gênants.

Un bon patin avec éperon, voilà un instrument qui a toujours manqué à nos gladiateurs modernes.

Les arbitres, ils sont devenus inutiles. On s'en est rendu compte lors de la dernière série Canada-URSS. Les commentateurs sportifs ont beaucoup plus d'oeil et de jugement. Tout ça doublé d'un sens critique qui suffit à la tâche. Leur esprit "positif" aiderait grandement à rehausser la qualité du spectacle.

Le bout du bâton qui sert à darder nous a toujours semblé impropre à cet usage. On n'a qu'à rajouter une pointe bien aiguisée et déjà on a un outil qui gagne en efficacité pour l'usage qu'on en fait sur le bord de la bande.

Quant à la rondelle, elle est devenue avec l'évolution du hockey carrément inutile dans sa forme présente. Il faut la transformer.

Une mini-bombe à retardement, voilà ce qu'il faut en faire. Tous les joueurs chercheraient à s'en défaire, ne sachant pas à quel moment elle pourrait exploser. Vous imaginez déjà la qualité du jeu de passes s'intensifier. La rapidité, la vitesse des échanges dans les parties s'en trouverait s'améliorée.

En dernier lieu, au moment du repêchage dans les ligues professionnelles, on ne choisirait que ceux qui ont quelques victimes à leur actif chez les juniors.

Ainsi il est à espérer que tous nous serions plus heureux. Les promoteurs, les spectateurs et les joueurs pourraient s'en donner à coeur joie. Enfin! Nous serions assurés d'avoir du sang sur la glace à chaque rencontre.

Et de plus on nous dit que le rouge passe bien à la télévision couleur.

Christian Lambert

vite

Sur la Rive Sud, avant et après **l'automne chaud,** les activités de sport et de loisir seront en marche. Des stages régionaux **d'athlétisme** sont prévus pour l'année en cours. Les documents sont envoyés sur demande au CRL de la Rive Sud à 677-5244. Il n'y a pas que l'automne comme saison. Et déjà des **stages de ski** sont annoncés par le même commission régionale de loisir.

Souhaitons que le **Centre national d'entraînement** des athlètes (CENA) ne devienne pas le cénacle d'une certaine élite.

Nos **handballeuses** rencontraient cette semaine le Danemark. A Sherbrooke, Montréal, Québec, les Nicole Robert, Louise Miron et Diane Mignault nous ont représentés avec grande classe. Le Québec a une forte avance au handball olympique sur toutes les autres provinces.

On nous annonce déjà la préparation du tournoi **de hockey bantam** à Chicoutimi en février 1975.

Le **Centre Immaculée-Conception,** vous connaissez, la bébelle au Père Sablon, eh bien c'est plein de choses qui se passent là. Il y en a pour tous les goûts et toutes les formes...physiques, bien entendu.

Dernière livraison de Télé-Clé: **les Jeux olympique, un ghetto sportif.** Un court article le "fun".

Les **celquistes,** les gens de la CLQ, ont lâché un timide oui au grand mariage de la centrale administrative. Un oui trop timide pour nous convaincre de pavoiser.

un bon coup d'pouce!





Labatt 50

Labatt

Brassée au Québec par la Brasserie Labatt Limitée